Tome VIII. N° 19 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er Janv. 1922

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Quelles limites poser au Germanisme intellectuel?

« L'historien de littérature, Gustave Röthe, a proclamé à Berlin, au commencement de la guerre, que dans cette dure période le *Faust* de Gœthe, la *Symphonie héroïque* de Beethoven, l'*Impératif catégorique* de Kant et la *Grammaire allemande* de Grimm luttaient autant contre nos adversaires que les canons de Krupp et les vaisseaux aériens de Zeppelin... C'est toute la culture allemande, l'esprit allemand qui s'est unanimement levé dans cette guerre. »

Voilà un texte que nous tenons de M. Paul Clément (1), professeur à l'Université de Bonn, et en vérité un grand texte exact. Cet Allemand dit comment l'Allemagne attaqua la France, et nous, Français, nous savons que c'est ainsi que nous fûmes attaqués. L'idée marchait devant. Les dieux avaient frayé le chemin à nos ennemis.

De longtemps, l'Église catholique les avait vus venir, ces avant-courriers divins. Et puis, à côté des docteurs de la foi, en désaccord parfois avec eux, mais tout de même animés par une formation catholique et par la tradition

(1) Der Lustand der Kunstdenkmäler auf dem Wertlichen Kriegsschauplatz.

d'Athènes et de Rome, qui respire sous les voûtes de la plus humble église de village, un grand nombre de penseurs incroyants avaient, eux aussi, pressenti et dénoncé cette chevauchée menaçante des dieux germaniques. Quel abîme de réflexions cela suggère ! C'est un thème que je ne développe pas. Ce serait vrai et utile, pour préparer les esprits à prendre des précautions, de faire un exposé sommaire des avertissements qui déjà nous furent donnés (1). Il faut que je m'en abstienne. D'autres l'ont fait ou le feront. Je me borne à soumettre à mes lecteurs et aux maîtres de l'enseignement, le problème. Et je leur pose une question :

Quelles barrières convient-il d'élever contre la pensée germanique? Et comment les situer?

Voilà le problème. Un problème trop vrai, puisque l'Allemagne elle-même avoue et proclame que du *Faust*, de l'*Impératif catégorique*, de la *Grammaire allemande* et, pourrait-elle ajouter, du marxisme, du wagnérisme, du nietzschéisme, elle a fait des armes contre l'esprit des autres peuples. Et quelles armes ! Non pas la généreuse épée de nos preux qui ne s'en prend qu'aux combattants, et qui, tout en besognant pour les décimer, veut qu'on la répute magnanime, mais un gaz asphyxiant, une vapeur de mort, sous laquelle doit se dénaturer, se décérébrer, et s'anéantir toute la race, hommes, femmes, enfants, à laquelle l'Alemagne s'attaque (2).

(1) Je n'épuise pas la question. Ce ne sont ici que des vues. Pierre Duhem l'avait magistralement posée, dès les premiers mois de la guerre, dans les leçons qu'il fit sur la *Science allemande* à l'Université de Bordeaux.

Henri Vaugeois, Pierre Lasserre, Léon Daudet et, avec Maurras, toute l'élite de l'*Action française;* les catholiques avec Jacques Maritain, ailleurs M. Maurice Legendre, M. René Lote, M. Edmond Laskine et d'autres en grand nombre ont déjà institué les plus précieuses analyses et jalonné de lignes de défense notre territoire intellectuel. Multiplions, si j'ose ainsi parler, ces « piquetages ». M. Maurice Potel, inspecteur général de l'Université, me fait l'honneur de m'écrire : « Nos professeurs d'allemand ne sont pas pris de court. Ils sont en train de faire l'histoire de la littérature que vous souhaitez. » Travaillons par équipe, nous aurons plus de chance de cerner la vérité.

Peu avant sa mort, M. François Picavet, que j'aimais beaucoup et avec qui je m'étais entretenu de ces questions, m'écrivait : « Je vous adresserai une note qui vous montrera que ce que vous demandez à propos de la littérature allemande, c'est ce qu'ont conseillé les grands papes, ce qu'ont réalisé les grands penseurs du treizième siècle, à propos des Grecs et des Byzantins, des Arabes et des Juifs dont les œuvres apparaissent alors en Occident. » Ainsi nous sommes dans la voie de la civilisation.

(2) Il apparaît que les agents allemands qui gouvernent à cette heure l'anarchie russe y poursuivent l'extermination des intellectuels. Il s'agit de décérébrer les

Nos ennemis voulaient, tranchée par tranchée, nettoyer le monde, pour que seul l'occupât le pur esprit germanique. Entre l'Allemagne et les peuples, l'intérêt politique, l'intérêt économique n'épuisent pas la question : il nous faut aussi éclairer et régler nos rapports intellectuels. Hier, au banquet de la *Revue des Deux Mondes*, Paul Bourget se chargeait d'exprimer notre pensée à tous : « La puissance d'une nation, disait-il, n'est pas faite seulement de ses forces économiques et militaires, ni même de ses forces industrielles et scientifiques. La littérature est une des conditions d'abord de sa vie intérieure, dont le tonus s'exalte ou s'abaisse avec la pensée de ses écrivains, puis de sa vie intérieure dont le rayonnement est dû à cette pensée. Maintenant plus que jamais, cette propagande intellectuelle est urgente. La défense de notre génie national n'est pas un devoir moins sacré que celui du territoire. »

Et qui donc traitera cette question des précautions à prendre par les peuples contre la pensée allemande mobilisée par la Prusse? Qui, sinon les écrivains? Il est naturel que chacun de nous songe à ce qu'il est chargé de créer ou de maintenir. Les écrivains sont désignés pour présider au sort de la littérature et de la pensée. Le génie de la France doit surveiller le génie de l'Allemagne, démasqué et illuminé par la tempête et les éclairs.

Au cours de la guerre, j'ai bien souvent causé de cette discrimination des valeurs allemandes avec des maîtres comme Andler, qui, par sa collection des textes sur les origines du pangermanisme, a préparé des moyens de connaissance, et particulièrement avec Fernand Baldensperger, qui, le premier, a soulevé le problème dans les universités d'Amérique et à Strasbourg, en étudiant Mme de Staël. Je voudrais revenir sur ce beau et sérieux sujet. Aucun ne me tient plus à cœur. J'y trouve une profonde poésie : regarder la pensée allemande, à la fois si belle et si coupable, que nous avons aimée, que nous aimons et qui a voulu nous détruire ! Voir ce qu'elle contient de dangers, comment ces dangers s'y sont amassés, comment la pensée des Gœthe et des Schiller cessa en partie d'être bienfaisante, devint nocive,

pays slaves pour leur fournir un cerveau moteur allemand. Cette tâche de dénaturation est poursuivie, autant qu'ils le peuvent, par les journaux à la solde de Berlin dans les pays latins, dans l'Europe centrale.

destructive et méchante ; il faut que nous sachions cela. Il faut que cette dénaturation nous soit intelligible et que nous en tirions des conclusions pratiques, une règle de conduite française (1).

*
* *

Il ne peut pas être question que nous ne prenions pas contact avec la pensée allemande. Il n'est pas possible d'établir une cloison entre les nations, pas plus entre leur pensée qu'entre leurs produits matériels. Ce n'est pas possible et ce n'est pas souhaitable. Mais cette prise de contact doit être raisonnée. Que l'Allemagne, même démasquée, même déchue, puisse encore offrir des leçons techniques à des spécialistes de divers ordres, voilà qui n'est pas douteux : chimie ou la bactériologie, la métallurgie ou l'exégèse, auront assurément à s'inquiéter de ce qui peut s'élaborer dans les prodigieuses officines d'outre-Rhin. Il faut que les chefs militaires ne cessent pas de pouvoir se renseigner sur les efforts des Prussiens dans un domaine qui leur est familier ; il faut que les gens qui ont la charge des problèmes de la cité sachent demander aux organisations allemandes des mesures d'édilité, d'assurances, de bien-être, de transport et de ravitaillement. C'est une part à faire. Et nos érudits encore doivent savoir nous dire, en la faisant passer par leur propre interprétation, vers quelle région du ciel s'oriente l'inspiration de l'âme allemande. Qu'ils nous rappellent que l'Allemagne classique avait pris sa place dans le chœur des Muses internationales ! Mais pour l'éducation de la moyenne

(1) Le maître d'allemand, dans nos lycées, ne se borne pas à donner aux enfants la connaissance pratique et le maniement de la langue, il leur donne le contact avec la littérature, l'histoire et la civilisation germaniques. C'est même cette seconde partie de sa tâche qu'il réussit le plus sûrement, car six mois de séjour au delà du Rhin apprendront mieux l'allemand à des jeunes gens que ne feront six années de lycée. Nos maîtres se font une haute idée de leur rôle. Ils veulent donner à nos collégiens la curiosité du pays étranger dont ils leur enseignent la langue. La curiosité et le goût. Cette vie étrangère, ils veulent la leur faire sentir dans sa réalité, non par une image sèche et incomplète. Ils sont amenés à créer de la sympathie. Cela a été fort bien expliqué et recommandé jadis par M. E. Hovelaque dans ses conférences sur l'enseignement des langues vivantes. Le professeur d'allemand, d'anglais, d'italien, d'espagnol doit initier ses élèves à la langue et en même temps à la culture allemande, anglaise, italienne, espagnole... Les maîtres d'allemand font connaître le parler et l'esprit allemands. Ils dégagent des textes qu'ils commentent les idées, les tendances, l'âme...

Halte-là ! Nous voici au cœur même du problème. Et notre méfiance s'éveille.

de nos esprits, ne convient-il pas de se garder des sympathies trop directes qu'une poignée de chefs-d'œuvre du passé avaient établies entre les nations modernes et la Germanie intellectuelle? Ne convient-il pas de vérifier certains hauts lieux spirituels où la Germanie, vaincue et refoulée, semble vouloir se garder un refuge et, pour demain, des positions de départ (1), au milieu même des nations qu'elle vient d'échouer à se soumettre?

C'est un grand problème, le grand problème d'après guerre, de contrôler les valeurs intellectuelles que l'Allemagne continue de nous proposer et que sa victoire nous eût imposées.

Hier encore, les Allemands étaient favorisés par leur triomphe de 1870, qui conférait à tous les aspects de leur activité, dans l'imagination universelle, une sorte de primauté. Ils avaient gagné sur les champs de bataille le titre de champions du monde. Et quelle science et quelle ténacité à se faire valoir ! J'ai dénoncé à la tribune de la Chambre, dans ma campagne pour la haute intelligence française, les soins et l'argent qu'ils dépensent, sans compter, pour rédiger et propager, dans les milieux cultivés de tous les pays, des bibliographies qui tendent à mettre en avant, « à pousser » certaines valeurs intellectuelles, les leurs, comme s'il n'y en avait pas d'autres. Et sur la tactique de l'Allemagne, dans la vie de chaque jour, il faut, — car on se gare d'une balle de fusil, et pas d'un article, — il faut que l'on consulte l'admirable livre de M. Louis Marchand, intitulé *l'Offensive morale : l'assaut de l'âme française* (2). Il importe gravement de décider si nous accepterons la culture germanique comme une civilisation humaine, ou bien si nous saurons dénoncer et mettre à jour ce qu'elle renferme de Bochie. Le problème

(1) Oui, il y a des positions prises par les Allemands qui sont dangereuses ; des positions où ils espèrent se maintenir, après qu'ils auront été démasqués et chassés de tous les autres terrains ; des positions d'où ils s'élanceront pour de nouveaux assauts : rien n'y fut socialisé ; on y reste anormal, brutal, inhumain.

Branting disait un jour dans une conversation familière : « Nous avons souffert en Suède de trop vivre dans l'intimité de la nature. Nous avons des animaliers, des ingénieurs, des gens de plein air. Mais où est l'homme dans tout cela? » Il faudrait de la France à la Suède pour y balancer ce germanisme.

L'objet de cette étude est d'amener le lecteur à sentir, à comprendre le caractère insociable, hostile de ces parcs de réserve du germanisme intellectuel.

(2) A la Renaissance du Livre, 78, boulevard Saint-Michel.

n'intéresse pas seulement la scolarité française, mais la pensée universelle. C'est, au point de vue de la civilisation, une question capitale.

L'espoir du monde moderne repose sur des notions d'accord, d'entente, de contrat, absolument opposées à la tendance générale de l'esprit allemand. La bonne volonté entre les hommes n'a pas d'adversaire plus déclaré qu'une certaine conception nettement germanique de la lutte pour la vie, de la survivance du mieux adapté, de la force suffisant à créer le droit. La mentalité que depuis 1914 le monde germanique a révélée à fond ne saurait manquer d'être considérée comme faisant un tout avec l'intellect allemand. Convient-il de laisser à ce bloc toute sa consistance? Faut-il au contraire établir des nuances et des distinctions? Faut-il désolidariser une part de l'Allemagne intellectuelle d'avec la redoutable Germanie d'à présent? Ce problème se pose devant la conscience moderne.

Chez tous les Alliés, des préoccupations se sont fait jour qui y touchent directement. Il s'agit de savoir si un apport venu d'Allemagne doit faire partie à quelque degré de la vie spirituelle d'un « honnête homme » moderne, et si cet « honnête homme » peut désormais, sans s'intoxiquer de subtils poisons, prendre quelque nourriture dans une substance allemande.

La pensée allemande est-elle nuisible? A-t-elle prédisposé le peuple allemand à accomplir et à justifier les horreurs de Louvain, de Nomény, de Gerbéviller, et quatre années de crimes contre les lois mêmes de la guerre? Porte-t-elle des germes dont nous devons souhaiter qu'ils ne fructifient pas dans le monde? Faut-il renoncer à rien recevoir de salutaire d'un pays qui s'est ainsi compromis? Faut-il mettre la pensée allemande à l'index des peuples?

Comment s'étonnerait-on qu'une opinion extrême repoussât absolument tout contact avec un ensemble de notions qui a pu faire, d'un paisible Saxon ou d'un Bavarois bonhomme, un Allemand capable de se prêter à toutes les déloyautés, de commettre sans sourciller les pires brutalités et d'accepter tous les sophismes de ses chefs spirituels? Instinct dévoyé ou sensibilité mal dirigée, il faut bien admettre que des idées dominantes ou des notions directrices ont agi sur toute cette race. Allons-nous nous exposer à pareille contamination?

*
* *

Ce problème, la France n'en est pas à l'examiner pour la première fois. Après 1871, elle s'est demandé déjà si un discrédit total ne devait pas atteindre le génie germanique et même les glorieux et séduisants esprits du dix-huitième et du commencement du dix-neuvième siècle, les Herder, les Schiller, les Gœthe et les Hegel qui semblent les garants de l'humanité allemande. Ernest Renan, le jour où il reçut Victor Cherbuliez à l'Académie française, a posé la question. Et il a déclaré : « Ce que nous avions aimé était vraiment aimable ; ce que nous avions admiré était admirable... » Il pensait toutefois que s'il restait fidèle à une certaine Allemagne, l'Allemagne, elle, avait « proclamé un nouvel idéal ». Ce que nous avions admiré était vraiment admirable, mais les Allemands avaient changé.

Ainsi, en 1870, on a vu le problème : on ne l'a pas approfondi. Nisard, Dumas fils, Louis Ménard prétendaient arracher son masque à une dangereuse Allemagne que les rêveries romantiques avaient parée de mérites usurpés. Mais nous nous en sommes tenus à la clairvoyance inopérante de Renan. Après nous être exclamé : « Faut-il, tout de même, qu'ils aient changé ! » nous avons continué d'accueillir les anciens maîtres, plus quelques nouveaux. Nous n'avons pas voulu jeter par-dessus bord le large esprit d'humanité de Herder, l'enthousiasme poétique de Schiller, la haute culture de Gœthe. Burdeau, de sa captivité allemande, nous rapporta Schopenhauer et Hartmann, et si Schopenhauer déjà nous était connu par Challemel-Lacour, c'est bien Burdeau qui l'accrédita, tout comme Hartmann, auprès du grand public. Wyzeva, en nous arrivant de Pologne à travers l'Allemagne, voulut incorporer Wagner à la tradition la plus française, à Racine et à Stendhal. Nos meilleurs Alsaciens, Henri Albert, Lichtenberger, Andler servirent Nietzsche auprès de nous, de la même manière que Scherer avait aidé Hegel. Wagner, qui n'avait été tenu à distance que pour sa musique, et dont les livrets de *Lohengrin* et *Parsifal*, français d'ailleurs, étaient bien inoffensifs, est devenu dans l'intervalle le créateur de la *Tétralogie* et s'est frayé un passage. On discutait sa musique quand il était sans inconvénient au point de vue des valeurs, et du jour où il y a eu en jeu

bien autre chose qu'une forme de mélodie ou de symphonie, on lui a ouvert toutes les portes. Sa *Tétralogie* qui nous apporte le Walhalla et nous dispose à accepter des façons de sentir, nous l'acceptons, et nous ne semblons rien refuser de ce dont les Allemands la chargent.

En vérité, si nous avons vu quelque chose du péril des infiltrations allemandes après 1871, nous n'avons rien fait pour les empêcher.

Marquons-le avec force. Il ne peut pas être question de prétendre que nous avons eu tort de connaître ces grandes œuvres. Si elles sont de nature à donner un excès de vigueur aux Allemands, elles peuvent nous éveiller utilement. Toxiques pour eux, elles seront peut-être toniques pour nous. Notre tort fut de ne pas étudier ce qu'elles signifient et ce qu'elles véhiculent de nocif. Et d'abord nous aurions dû surveiller l'effet de ces valeurs sur les Allemands eux-mêmes. Nous nous rassurions à penser que Bismarck, en présidant à la fortune industrielle de nos vainqueurs, avait créé l'outil qui devait les détruire. Ces Allemands, disions-nous, allaient être calmés par leur fortune même, et puis il y avait le socialisme. Quelle erreur ! La prospérité se joignant à la discipline prussienne, les Allemands se sont imaginé qu'ils étaient le centre du monde, et nous, qui venions d'entendre un Renan refuser de rien renier de son attachement pour la pensée allemande, nous n'avons pas voulu tenir compte qu'il sous-entendait la nécessité de regarder en face, attentivement, le germanisme et d'y faire un triage (1).

(1) La question inverse s'est posée à d'autres époques. On s'est demandé parfois, à travers les peuples, s'il y avait lieu de mettre à l'index la pensée française. Au tournant du dix-huitième et du dix-neuvième siècle, quand notre prééminence dans le monde intellectuel semblait compromise par certains aspects de la Révolution et de l'Empire, nombre d'esprits hors de France (et le romantisme est dans une large mesure l'expression de ce souci) se demandèrent s'il ne convenait pas de réduire et de limiter à l'extrême la part que la France pouvait avoir dans l'orientation générale de la vie intellectuelle. Fallait-il au nom de ses classiques, au nom surtout du moyen âge qu'elle semblait avoir oublié, permettre à la France moderne, que l'on jugeait dépréciée, de maintenir quelques-unes de ses positions, quand cette emprise paraissait grosse de menaces nouvelles et susceptible de dévoyer les esprits qui lui étaient soumis?

Les plus clairvoyants de nos adversaires, un Gœthe, un Schiller maintenaient que l'intellectualité française, en dépit des excès où le philosophisme pouvait la porter, était aussi salutaire dans le présent que dans le passé. Nos adversaires intégraux, au contraire, estimaient que l'intelligence française avait un caractère nocif, qui devait discréditer à jamais tout effort venu d'un pays dévoyé. Ils di-

Ce triage, il est vain de l'attendre de la Germanie elle-même. Elle a dû s'y prêter jadis, à plusieurs reprises, pour son bien. Au dix-septième siècle, en se mettant entièrement à l'école de la culture française (1) ; aux douzième et trei-

saient : Les Français, une population d'irrévérencieux et de sacrilèges, qui ne construit plus des cathédrales, mais des guillotines. Nous étions des singes lubriques. Il fallait nous refouler sur tous les domaines. Ainsi fûmes-nous jugés par les hommes de la Sainte-Alliance, qui voulaient empêcher l'Europe d'être contaminée par la France politique, et par les philosophes de tendances médiévales qui ne voyaient que perdition et décadence après la Renaissance. Songez à Metternich et à Gœrres. Superbe le voyage de Gœrres, venant par Domrémy voir dans nos bibliothèques s'il y avait une France qu'on pût faire connaître. C'est le plus beau des drames, la course qu'il y eût entre lui et Quicherat pour la publication des livres de Jeanne d'Arc. Nous faillîmes alors perdre l'honneur.

Gœthe eut, vis-à-vis de l'esprit français, à peu près la même attitude que Renan vis-à-vis de l'esprit allemand (chacun de ces grands esprits ayant surtout en vue son développement propre). Gœthe s'est contenté de quelques *Épigrammes vénitiennes*, de drames tels que *la Fille naturelle* et *le Grand Cophte*, d'*Hermann et Dorothée*, pour blâmer notre irrespect de tout ce qui n'est pas sensible et notre négation des forces invisibles.

A la manière d'un Gœthe et d'un Renan, nous nous refusons à faire un bloc de l'esprit allemand et à solidariser le meilleur et le pire. Nous ne prétendons pas dresser une digue totale, mais nous voyons la nécessité d'une digue de protection.

(1) Il est intéressant de discerner l'inquiétude, la méfiance de notre dix-septième siècle devant l'esprit des Allemagnes...

Après la guerre de Trente ans, il semble que la France ait compris que les énergies de l'esprit pouvaient être rendues responsables des dévoiements de l'action. Elle avait souffert du reître noir et du lansquenet à hallebarde, elle s'est préoccupée de tenir en respect les troubles forces qui avaient jeté sur elle ces soudards germaniques. Dans l'inquiétude que nos théologiens les plus psychologues manifestaient à l'égard du luthéranisme, il y a autre chose qu'une précaution de manieurs des textes sacrés, et peut-être sont-ce les *moi* excessifs, trop aisément déchaînés, qui leur semblent s'incarner dans la diversité des sectes luthériennes.

La France du dix-septième siècle connaissait plus qu'on ne croit ce que l'Allemagne pouvait offrir dans le champ des idées, du sentiment et du goût. Bossuet a appris l'allemand pour suivre les polémiques de la théologie d'outre-Rhin ; La Bruyère a connu cette langue ; des savants et des officiers ont été amenés par leur voyage ou leurs expéditions à connaître la moyenne au moins de l'intellectualité des Allemagnes. Et tous se méfiaient. Tous nos voyageurs d'outre-Rhin signalent l'apparente bonhomie des mœurs familières, l'érudition des savants, le culte du passé, mais en même temps la monstrueuse gourmandise et l'ivrognerie ancestrale des gens d'Allemagne. Cette dangereuse sensualité, ignorante de tous les raffinements et capable de tous les excès, leur paraît la contre-partie inévitable de tant de vertus primitives et d'un naturel sans discipline.

En d'autres termes, la civilisation française du dix-septième siècle tenait à rester armée en face d'un appel prétendu à la nature, au sans-gêne, à la grossièreté débordée, que l'Allemagne était fière d'incarner dans son *grolianus*. L'« honnête homme » à la française s'opposait à ce type préféré de l'imagination germanique. Et dans un moment où la vénération de nos classiques n'avait pas encore de raison

zième siècles, quand elle abandonnait la partie la plus brutale de ses traditions pour accueillir notre code chevaleresque, l'influence de l'Ordre de Cluny, nos règles de savoir-vivre, de courtoisie et de morale (1). Mais à cette heure elle est trop infatuée de l'ensemble de son effort, dans le passé comme dans le présent ; elle s'enorgueillit d'un conglomérat massif et total ; elle déclare que Potsdam et Weimar ont désormais partie liée, que la cité des Muses et la citadelle des Hohenzollern ne représentent plus des antithèses, mais un accord et une synthèse, que tout effort est vain qui tendrait à désolidariser de l'organisateur casqué, le rêveur ou l'érudit, qui, après avoir trouvé leur expression dans l'Allemagne d'autrefois, revivent encore, dans l'Allemagne actuelle, par les élans musicaux et par le *gemüth* des heures de loisir... Et si les Germains pensent ainsi, comment se résigneraient-ils à discréditer, eux-mêmes, une partie de leur héritage? A nous de nous en préoccuper.

I

Les grands auteurs classiques de l'Allemagne, ceux auxquels elle doit d'avoir pris place dans la littérature universelle, ont surtout été révélés à l'univers par les curiosités et les sympathies françaises : sans Mme de Staël, sans ses prédécesseurs et ses continuateurs, le monde anglo-saxon et l'intellectualité italienne seraient vraisemblablement restés longtemps défiants et fermés à l'égard de ces étrangers. Mais l'estampille française était donnée à ces Gœthe et à ces Schiller, en raison des éléments d'humanité, de généralité et d'harmonie qu'ils renfermaient.

Observez avec soin que la part du primitif et de l'inconscient, l'emprise des forces de la nature sur le règne humain, le fatalisme automatique de la destinée, les parties « nocturnes » de la vie, tous ces à-côtés si allemands que la littérature d'outre-Rhin contenait en suspens, étaient sinon stig-

d'exister, à un moment où ni le recul dans le temps, ni l'incertitude du goût ne disposaient à les vénérer, la France savait posséder un trésor de civilisation que menaçaient ou méconnaissaient le fond indigène des Allemagnes et le rude idéal de la Germanie initiale ; elle restait défiante à l'égard des propriétés de culture que pouvait comporter une initiation germanique trop poussée.

(1) Voir L. Reynaud, *Histoire générale de l'influence française en Allemagne.*

matisés, tout au moins signalés dans cette première importation des valeurs littéraires allemandes.

Depuis cette époque de nos premiers contacts, c'est tout cela et bien autre chose encore qui a franchi toutes les frontières et qui appelle une fois de plus une sérieuse revision.

Même les apports classiques, loin de conserver la signification exacte que, dans leur nouveauté, leur âge leur attribuait, se sont en cours de route, en prenant des années, grossis de sens supplémentaires, qui les rattachent à un germanisme plus trouble, moins salubre, dont Gœthe avait vu le danger en plein romantisme anti-français. Toute œuvre un peu considérable, on peut la solliciter de différents côtés. Outre la valeur intrinsèque, il y a l'interprétation. Une interprétation rétrospective tend à annexer au teutonisme des œuvres qui avaient paru s'en émanciper heureusement.

Lessing, nous ont démontré les modernes interprètes de l'Allemagne classique, est un Prussien étatiste, au moins autant qu'un exégète d'Aristote ; Herder veut que les ensembles nationaux fassent des « tout » intégraux, mais prépare les voies, en dépit de son cosmopolitisme, à une lutte où les races les plus fortes paraîtront les mieux fondées en raison à dominer les autres ; en outre, il déprécie la culture française et demande une pédagogie moins curieuse de bienséance sociale, de savoir-vivre que de vie profonde, (*Essai sur la pédagogie*, son *Journal de Riga à Paris;*) Gœthe, si alexandrin qu'il soit, si homérique qu'il s'efforce d'être, cède à son démon et laisse dans la nuit du Walpurgis les sarabandes nocturnes se déchaîner ; Schiller embrasse les millions d'êtres de l'humanité, mais est en proie à une sentimentalité de médiocre qualité, toute subjective, qui discerne mal les plans de la vie morale ou de la vie esthétique et qui prépare ainsi les plus troubles abandons ; Jean-Paul, à qui Napoléon et ses armées inspirent tant d'admiration, ignore les bienséances de la composition classique et son génie s'enlise dans l'humour et le *gemüth* les plus indistincts, pour y rester tout empesé, inarticulé ; Wieland, « le Voltaire de la Germanie », lance le type du roman subjectif, où la destinée d'un individu importe plus que son adaptation au milieu social...

Et voilà comment des valeurs qui furent créées pour prendre place dans le concert harmonieux des grandes

œuvres humaines se sont alourdies de sens supplémentaires qui les rendent un peu inquiétantes.

Ainsi sollicitées par un biais qui les déforme sans les dénaturer, ces œuvres doivent subir un examen, une revision. C'est nécessaire, urgent. Le développement sans réserve de certaines de leurs puissances a fait dévier leur action et en même temps a mis au jour le danger majeur du germanisme intégral. Une plus juste interprétation des classiques devra remettre en lumière les caractères d'humanité dont un romantisme douteux avait brouillé les signes chez les plus authentiques des grands Allemands d'autrefois.

*
* *

Insistons une minute sur la période incontestée de l'Allemagne. Il faut voir clair, même dans les chefs-d'œuvre de Weimar, et surtout dans l'interprétation actuelle de ces chefs-d'œuvre.

Si le germanisme intellectuel n'avait pour le représenter que ceux qui s'émancipèrent du fond intégral, et qui demandèrent à la culture méditerranéenne ou bien aux civilisations française et anglaise de balancer l'effort initial de leur race, les Herder et les Heine, les Gœthe et les Nietzsche, les Schiller, les Platen, et les Boerne, nous serions vite d'accord. Mais nous savons que l'Allemagne moderne a souvent prétendu faire bon marché de ses grands génies, trop éloignés du gothisme véhément cher à la pangermanie. Et d'autre part, qui nous dit qu'à la suite des valeurs humaines proposées par ces grands esprits ne se glissera pas le poison grossier dont nous ne connaissons que trop les effets?

Il y eut une fête de Schiller en 1905. Le côté de générosité humanitaire de ce noble poète en avait complètement disparu. On y distribua des saucissons, et les gens se jouèrent nuitamment sur les pelouses publiques. Ce fut une prime à la sensualité et à la gastronomie. On ne s'inquiéta guère de prendre de lui des leçons ; on ne vit pas qu'en 1905 il eût été un socialiste indépendant ; on en fit platement un philistin, rallié à l'Empire avant la lettre.

Les Allemands ont déformé Schiller, et Gœthe encore plus scandaleusement.

« Gœthe, observe Fernand Baldensperger, n'aurait parlé, ni de la « mission » d'une Allemagne prussianisée, ni de l'in-

fériorité de culture de ses adversaires, ni du « droit » du mieux organisé pour la guerre. Il aurait fait des vœux pour une pénétration plus intime de son peuple par l'esprit méditerranéen, au lieu de souhaiter et de hâter une « teutonisation » dont les Allemands, si voisins du temps où ils étaient des barbares, n'ont vraiment guère besoin. Ennemi des révolutions et partisan des processus insensibles, il n'aurait eu aucune sympathie pour les prétentions de ses compatriotes à changer par la guerre la géographie, l'histoire, le droit des gens et la technique militaire. Aussi éloigné de la force que du verbalisme, — « au début était l'action », dit-il, l'action qui se distingue autant de la force que du verbe, — il n'aurait contresigné aucune des déclarations qui s'en remettent uniquement aux prestiges de la violence du soin d'affirmer la tradition germanique (1). » Mais dans son œuvre il y a des prolongements auxquels se sont attachés certains Allemands de l'espèce teutomane. Ils ont su y trouver une satisfaction, sinon un appui et un encouragement. Comment n'y aurait-il pas parenté, fut-ce du noble au vilain, sur le même sol et dans le même sang ?

Paul Bourget a magnifiquement montré que Gœthe n'avait pas prévu qu'il participerait, moins d'un siècle après sa mort, à une reprise scientifique des invasions d'Attila, et que pourtant des idées dérivées des siennes en viennent à justifier et à favoriser les bestialités du militarisme allemand. Gœthe, tout jeune, nous dit Bourget, avait adopté avec enthousiasme le principe du Soi pour Soi, la théorie de l'être ayant pour but uniquement l'être. « Il l'a symbo-
« lisé dans un de ses plus curieux poèmes, *Prométhée*. Il a
« lui-même expliqué dans ses *Mémoires* l'attrait exercé sur
« lui par la fable de ce Titan qui se sépare des dieux et
« se retire dans son atelier, d'où il peuple un univers. Il y
« voyait l'image de l'homme acculé, s'il veut se développer,
« à sa force individuelle. « Couvre tes cieux de nuées vapo-
« reuses, ô grand Zeus ! fait-il dire à Prométhée, tu n'en es
« pas moins forcé de laisser exister ma terre que tu n'as
« pas créée, ma cabane que tu n'as pas bâtie et mon foyer
« dont tu m'envies en vain la flamme ardente. » Et reve-
« nant sur lui-même : « Quand je cherchais autour de moi

(1) Fernand BALDENSPERGER, *Gœthe et la guerre actuelle*, in Stertryk an Edda, t. VII, 1917, p. 186.

« la base d'une force individuelle, je la trouvais dans mon « talent productif. Je me promis d'en faire la base de mon « existence. » Et il ajoute : « Je finis, comme Prométhée, par « me séparer même de Dieu... » Il en arrive à considérer l'uni- « vers au seul point de vue de son propre développement. « On a souvent rappelé, ces temps derniers, ses professions « de foi cosmopolites, sans remarquer qu'elles expriment « simplement une nécessité du développement de l'individu- « Gœthe. Quand le développement de l'individu-Gœthe a « exigé qu'Albert, le fiancé de la vraie Charlotte, fût sacrifié, « l'auteur de *Werther* l'a sacrifié sans plus de scrupules que « n'en a eu M. de Bismarck à falsifier la dépêche d'Ems, ou « son successeur à déchirer le traité belge. « Il faut ce qu'il « faut », cette phrase que M. de Betthmann-Hollweg a pro- « noncée avec tant de conviction pourrait être de Gœthe. « Si la qualité magnifique de sa nature l'a maintenu dans « une atmosphère de hauteur et de sérénité incomparables, « c'est à la manière d'un chêne qui pousse en vigueur « et en beauté, parce que son germe le portait ainsi. Mais « répandez ce principe du Soi pour Soi dans un peuple « entier,... supposez que, dans ce peuple, à côté de ses « instincts de travail et de patience, sourde un appétit de « conquête et de domination, vous avez cette politique alle- « mande, cette guerre allemande, et cette intelligence alle- « mande qui réclame Gœthe parmi ses patrons. Il eût renié « ses élèves... mais par une contradiction de son caractère « avec son principe. Il a bâti sa doctrine sur l'orgueil. Quoi « d'étonnant si de durs sectateurs n'en tirent plus que « l'apothéose de leur orgueil. »

Cette belle page montre comment Gœthe peut être déformé selon les esprits qui l'accueillent. Il y a des Gœthe de la dernière heure extraordinaires. Certains commentateurs récents nous ont raconté que la création du monde aboutit à Gœthe. C'est effarant. Voyez Wilhem Bölsche. Par celui-là tout ce que nous aimons chez le grand homme de Weimar est méconnu et supprimé. Plus d'harmonie ni de soumission. Une notion folle de l'évolution fait aboutir à Gœthe l'effort des sphères : « Nous voyons dans la pensée de Gœthe la vie qui arrive à se penser. Son œuvre entière est la démonstration continue que l'ancienne notion de la faute est remplacée par le conception supérieure du développement. » Ainsi raisonne Wilhem Bölsche, dans un

commentaire de Gœthe, et cela est terrible qu'un peuple prétende trouver une pareille leçon dans son grand homme. Cela n'est pas sans rapport avec les atrocités qu'a justifiées la pensée allemande durant cette guerre.

Le fait certain, c'est que Gœthe n'est plus, pour les Allemands d'aujourd'hui, ce qu'il demeure depuis cent ans pour les lettrés du monde entier. Et d'ailleurs Weimar n'est pas, pour les teutomanes, le cœur, l'esprit de l'Allemagne : loin de là ! Depuis longtemps les Gœthe et les Schiller sont des gens autour de qui se fait l'isolement et qui ont bien du mal à défendre leur point de vue. S'ils le maintiennent, c'est parce qu'ils occupent une place importante dans l'intelligence des autres pays, et que l'Allemagne est bien obligée de tenir compte des valeurs universelles reconnues. Déjà, de son vivant, Gœthe n'était pas sur un terrain très sûr, vis-à-vis de ce public allemand qu'il a lui-même, si souvent, traité avec mépris. On sait ce qu'il est devenu, de par la prépondérance des Prussiens ! A nous de voir clair et, parmi les vertus caractéristiques des Schiller et surtout des Gœthe, de remettre au premier plan leurs parties européennes, civilisatrices et fécondes.

Je souffrais de ne plus pouvoir aimer Gœthe, quand ses indignes neveux piétinaient notre nation et prétendaient le mener avec eux, au centre de leurs bandes, bestialement, à la conquête du monde ; oui, prétendaient l'annexer à leur plan barbare, et l'obliger à collaborer à l'asservissement d'un monde transformé. Je souffrais, mais je l'ai retrouvé toujours pareil à lui-même, toujours jeune, dans Strasbourg libéré, sur le Rhin affranchi (1).

MAURICE BARRÈS,
de l'Académie française.

(*A suivre.*)

(1) Voir sur le sens de Gœthe à Strasbourg au lendemain de notre victoire, *le Génie du Rhin*, pages XIII et suivantes de la préface.

L'œuvre de Pierre Duhem en histoire et en philosophie des sciences

Il y a quelques années, disparaissait dans toute la maturité de son talent un travailleur d'une rare vigueur d'esprit (1). Pierre Duhem, professeur de physique théorique à la Faculté des Sciences de Bordeaux et membre non résidant de l'Académie des Sciences, a consacré sa vie à d'importantes recherches théoriques sur la mécanique, la physique et la chimie et il a été un des fondateurs de la thermodynamique générale. On lui doit aussi de remarquables études sur l'histoire et la philosophie des sciences. Je voudrais, dans les pages qui suivent, essayer de donner une idée de l'œuvre accomplie par Duhem dans ce dernier domaine.

I

L'œuvre de Pierre Duhem en mécanique, en physique et en chimie présente une remarquable unité due à ses idées très arrêtées sur ce qu'il faut entendre par une théorie physique. De ces idées, on trouve l'expression dans ses

(1) Pierre Duhem naquit à Paris le 10 juin 1861 ; il mourut à Cabrespine (Aude) le 14 septembre 1916.

Mémoires spéciaux, mais il tint à les exposer et à les développer dans des ouvrages susceptibles d'être lus par tous ceux qu'intéresse la philosophie des sciences.

Se propose-t-on dans une théorie physique de donner une explication des phénomènes, c'est-à-dire de déchirer le voile des apparences sensibles et de montrer la réalité face à face? C'est là une question à laquelle ont prétendu répondre affirmativement maintes écoles philosophiques ; tel était notamment l'avis des atomistes et des cartésiens. Chez ceux-ci, un fluide continu, dont certaines parties sont animées de mouvements tourbillonnaires, forme le monde, tandis que ceux-là regardent la matière comme composée de petits corps durs et rigides. Les uns et les autres, pensait Duhem, mettent leur théorie sous la dépendance d'une métaphysique.

La lutte fut souvent vive entre les écoles, que Duhem qualifie de cosmologiques. C'est ainsi que Huyghens écrivait à Leibniz : « Pour ce qui est de la cause du reflus que donne M. Newton, je ne m'en contente nullement, ni de ses autres théories qu'il bastit sur son principe d'attraction qui me paraît absurde. » L'accusation de faire appel à des causes occultes est une des plus graves que se lançaient les savants de ce temps. En fait, et Duhem y insiste fortement, on ne peut d'un système métaphysique tirer tous les éléments nécessaires à la construction d'une théorie physique ; toujours au fond des explications qu'elle prétend donner, il reste de l'inexpliqué.

Dans son livre sur la théorie physique, Duhem trace d'une plume sévère le tableau des incohérences et des impuissances offertes, à travers les âges, par les tentatives d'explications en physique. Ce spectacle qui l'éloigne des cartésiens et des atomistes va-t-il le jeter en un empirisme, teinté de scepticisme, ne voyant dans la science qu'un recueil de recettes et qu'une collection d'observations précises, ou bien se réfugiera-t-il, avec Henri Poincaré, dans la théorie de la commodité? Nullement, il estime que, sans théorie physique, il n'y a pas de physique. Une de ses conclusions est ainsi formulée : *Une théorie physique n'est pas une explication; c'est un système de propositions mathématiques, qui ont pour but de représenter, aussi simplement, aussi complètement et aussi exactement que possible, un exemple de lois expérimentales.*

Dans ses commentaires sur la thermodynamique générale,

Duhem avait posé avec une sorte de brutalité les principes qu'on peut appeler *hypothèses*, au sens étymologique du mot, et qui sont les véritables fondements de la théorie. Il va jusqu'à écrire que ces hypothèses peuvent être formulées d'une manière arbitraire, sous la seule condition qu'il n'y ait pas entre elles de contradictions logiques. C'est seulement après que l'analyse mathématique a tiré, suivant ses règles propres, les conséquences des principes posés, qu'il y a lieu de voir si celles-ci sont conformes à l'expérience. L'accord avec l'expérience est pour une théorie physique l'unique critérium de vérité, mais une théorie vraie ne doit pas avoir la prétention de donner des apparences physiques une explication conforme à la réalité.

Cependant, une théorie physique n'est pas seulement une représentation économique des lois expérimentales ; elle est encore une classification de ces lois. Ainsi dans une théorie optique la vibration d'un éther, dont l'existence importe peu, est pour nous une représentation, et non une explication, et cette représentation conduit à une classification qui met de l'ordre dans l'ensemble si touffu des phénomènes lumineux.

Mais en quoi, demandera-t-on, Duhem se distingue-t-il de ceux qui, sous une forme ou une autre, n'envisagent la science que du point de vue pragmatique? C'est ici qu'il prend une position personnelle. En se perfectionnant, pense-t-il, la théorie physique prend peu à peu les caractères d'une classification naturelle ; ce qu'il exprime ainsi : « Plus la théorie se perfectionne, plus nous pressentons que l'ordre logique, dans lequel elle range les lois expérimentales, est le reflet d'un ordre ontologique. » Cette croyance en ce que la théorie doit devenir le reflet de plus en plus précis d'une métaphysique est encore accrue par le fait que la théorie a souvent devancé l'expérience, circonstance rendant très vraisemblable qu'elle n'est pas un système purement artificiel, et que, sans pouvoir saisir la réalité au-dessous des phénomènes, notre raison est capable cependant d'établir entre des notions abstraites des relations correspondant à des rapports vrais entre les choses.

Tel est le terme extrême de la philosophie scientifique de Duhem. Il semble qu'il y arriva lentement, ses vues sur la théorie physique ayant eu d'abord un caractère plus formel. Sa physique, d'abord purement descriptive et symbolique,

devint asymptote à une métaphysique. Peut-être l'évolution de sa pensée fut-elle hâtée par les prétentions de certaine conception pragmatique de la vérité, dont un philosophe illustre a résumé l'essentiel sous la forme suivante : « Tandis que pour les autres doctrines une vérité nouvelle est une *découverte*, pour le pragmatisme c'est une *invention* », c'est-à-dire qu'on ne découvre pas la vérité, mais qu'on l'invente. Quelque parti que certaine école pragmatiste ait pu tirer des analyses de Duhem, il ne se rattache pas à elle, comme le montre l'évolution finale de ses idées.

Je ne peux pas entrer ici dans la discussion d'une pensée parfois subtile, mais que de pages brillantes seraient à citer dans son ouvrage intitulé : *la Théorie physique, son objet, sa structure*, livre d'une haute portée scientifique, et véritable œuvre d'art par la vie et la passion qui l'animent. Avec quelle vigueur Duhem s'efforce de montrer que, quand une partie explicative et une partie représentative se sont trouvées mêlées dans une théorie, ce n'est pas à la partie explicative, simple parasite, que la théorie doit sa fécondité. Un jour ou l'autre, l'explication s'écroule, et les mécanismes hypothétiques deviennent des embarras et des entraves ; seule reste la part de classification naturelle.

La méthode inductive, seule féconde aux yeux de tant d'expérimentateurs, a été l'objet des critiques de Duhem. Il est, suivant lui, chimérique de croire que les hypothèses, à partir desquelles la théorie déroule ses conclusions, puissent être tirées une à une de l'expérience et de l'observation par induction et généralisation. C'est pourquoi une expérience de physique ne peut jamais condamner une hypothèse isolée, mais seulement tout un ensemble théorique ; aussi ne peut-il pas y avoir d'*experimentum crucis*.

L'énergétique de Duhem a offert un exemple de la manière dont il posait *a priori* les principes. Cette prétention apparente à deviner la nature a troublé plus d'un lecteur de ses *Commentaires sur les principes de la thermodynamique*, mis en méfiance par le peu de part que l'expérience semble avoir dans l'élaboration de la théorie, et cet édifice logico-mathématique a pu provoquer quelque agacement par son arbitraire au moins apparent.

Et puis les partisans de l'énergétique ne sont-ils pas bien ingrats envers le mécanisme, en qui se trouve la première origine du principe de la conservation de l'énergie, et qui a

maintes fois suggéré la forme de certaines fonctions restant indéterminées dans les équations générales.

Duhem, au fond, était moins intransigeant qu'il ne le semble d'après plusieurs de ses écrits. On n'en peut pas douter, quand on le voit proclamer que la méthode légitime, sûre et féconde pour préparer un esprit à recevoir une hypothèse physique, est la méthode historique. « Pourquoi ne préparerions-nous pas, écrivait-il un jour, l'entrée de chaque hypothèse dans l'enseignement par un exposé sommaire, mais fidèle, des vicissitudes qui ont précédé son entrée dans la science. » Rien n'est plus juste.

Il y a quelque vingt ans, sévissait une querelle entre l'école qu'on a appelée du nom barbare de *mécanistique* et l'école *énergétique.* On a reproché aux énergétistes leur peu de curiosité ; ils ne tiennent pas à savoir ce qui se passe derrière le mur. L'énergétique pure, telle que l'entendait Duhem, est une science austère, drapée dans ses symboles, ne se permettant aucune image et aucun modèle ; c'est une science d'algébriste. A ce point de vue, Pierre Duhem est resté rigoureusement énergétiste. Le brillant développement des écoles néo-atomistes, qui mettent à la base de leurs explications des ions et des électrons, ne le fascinait pas. Il restait persuadé que des ruines de ces théories sortirait un jour une théorie représentative, conçue à la manière de la thermodynamique générale.

Pour beaucoup aujourd'hui, ces querelles d'écoles ont perdu de leur intérêt. On peut penser que la meilleure manière d'exposer les parties de la science très élaborées est la forme préconisée par l'énergétique, où l'on commence par poser les principes semblant définitivement acquis, autant du moins qu'il y a dans la science quelque chose de définitif. Mais il faut reconnaître que, dans les questions parvenues à un moindre degré d'avancement, les théories explicatives stimulent davantage la recherche, rendant la science plus vivante et plus attrayante. En fait, énergétique et mécanistique se mêlent le plus souvent aujourd'hui dans les travaux des savants. Il ne faut pas mutiler l'esprit humain dans l'effort immense qu'il a à accomplir pour débrouiller l'effroyable complication des phénomènes naturels.

II

Les vues systématiques de Duhem ne l'empêchaient pas d'analyser avec pénétration les variétés que présentent les esprits vigoureusement développés. Chez les uns prédomine la faculté de concevoir des idées abstraites et d'en raisonner, tandis que la faculté d'imaginer des objets concrets est surtout développée chez les autres. Ceux-là, qu'on peut dénommer *abstraits*, se plaisent à la réduction des faits en lois et des lois en théories, tandis que ceux-ci, incapables de généralisations et de longues déductions, mais doués d'une vive imagination, saisissent d'une seule vue un ensemble compliqué d'objets, pourvu que ces objets tombent sous les sens. C'est la distinction de Pascal qui a écrit dans les *Pensées :* « Il y a donc deux sortes d'esprit... L'un est force et droiture d'esprit, l'autre est amplitude d'esprit. Or, l'un peut être sans l'autre, l'esprit pouvant être fort et étroit, et pouvant être aussi ample et faible. »

Duhem, comme Taine, range parmi les esprits imaginatifs Napoléon, qui avait horreur de l'abstraction et de la généralisation, tandis que sa faculté imaginative était prodigieuse d'amplitude et de précision. L'amplitude d'esprit domine aussi chez un Saint-Simon dans ses *Mémoires*, et un Balzac dans sa *Comédie humaine*. Mais on éprouve quelque étonnement, quand on voit Duhem affirmer que l'amplitude d'esprit constitue le génie propre de maint géomètre et de maint algébriste qu'on serait tenté de classer ailleurs ; c'est que Duhem a surtout en vue le côté formel de la science mathématique, je veux dire la manœuvre de symboles algébriques, qui exige en effet une aptitude à se représenter des combinaisons complexes formées avec certains signes visibles. Au contraire un Euclide et un Archimède dans l'antiquité, un Lagrange dans les temps modernes se rangeront parmi les esprits forts et étroits, chez lesquels domine la puissance d'abstraire.

Dans toutes les nations se rencontrent des hommes à l'esprit ample mais faible. Toutefois il est un peuple où cet esprit prédomine à un point extraordinaire : c'est le peuple anglais. Romanciers et philosophes en fournissent abondamment la preuve, Dickens et Georges Elliot comme Locke et

Hume. La méthode de Bacon, modèle de l'amplitude et de la faiblesse de l'esprit anglais, s'oppose à la méthode de l'esprit fort mais étroit que fut souverainement Descartes. Le même caractère se marquerait chez nos voisins d'outre-Manche dans la politique et la vie sociale, mais revenons à la physique.

La physique anglaise a inspiré à Duhem des pages quelque peu sévères. Il appréciait certes le génie des grands physiciens de l'Angleterre, mais on peut dire que leurs conceptions d'une théorie physique étaient à l'antipode des siennes. Le physicien anglais aime à voir des images tangibles des phénomènes ; il crée des modèles et en change au besoin, pendant qu'il étudie un même ordre de questions. Rien n'était plus loin des idées de Duhem toujours obsédé par le souci de l'unité logique, et pour qui une théorie forme un tout exempt de contradictions. Deux théories contradictoires lui étaient insupportables, et il n'espérait pas, comme Henri Poincaré, qu'il pourrait sortir quelque utile suggestion de leurs contradictions.

Je crois bien que Duhem reconnaissait que le besoin d'enchaîner logiquement ses déductions donne parfois au chercheur une prudence excessive, et qu'une certaine témérité d'esprit peut favoriser l'invention ; mais il estimait que les trouvailles ainsi faites sont peu de chose à côté des découvertes qu'ont permis de réaliser les théories abstraites. On pourrait discuter là-dessus, et les travaux actuels sur la constitution de l'atome, où domine une imagination puissante, sembleraient peut-être défavorables à la thèse de Duhem. Quoi qu'il en soit, nous pouvons répéter ici ce que nous disions tout à l'heure à propos des théories explicatives ; il faut distinguer entre la forme plus ou moins définitive à donner à des doctrines très élaborées et les méthodes de recherches dans lesquelles l'esprit souffle où il veut

III

Duhem a consacré une partie de son labeur à l'histoire des sciences. Celle-ci n'était pas pour lui un simple objet de curiosité, car il pensait qu'on ne peut avoir une idée juste sur la science, si l'on se borne à la considérer dans son état actuel. Il était en même temps capable de faire œuvre d'érudit, qui

remonte aux sources, compulse et compare les manuscrits, examine les écritures et propose des corrections de textes.

Ses deux volumes sur les origines de la statique témoignent d'une réelle maîtrise dans ce genre d'études. Duhem nous montre les deux impulsions que la statique a reçues dès l'origine. Dans l'une, apparaît la tendance d'Archimède où l'on cherche à construire une statique entièrement indépendante de la dynamique sur le modèle des éléments d'Euclide, en ramenant par une analyse patiente les cas les plus complexes aux équilibres simples et élémentaires ; l'autre source, essentiellement synthétique, peut être rattachée à Aristote.

Duhem, en étudiant l'histoire de cette seconde tendance, met en évidence le rôle au treizième siècle de l'école d'un certain Jordanus de Nemore, né suivant lui à Nemi en Italie, et chez qui il aperçoit une ébauche de la méthode des travaux virtuels. Jordanus et ses successeurs postulent en effet que « ce qui peut élever un certain poids à une certaine hauteur peut aussi élever un poids *n* fois plus grand à une hauteur *n* fois plus petite ». Il est assurément remarquable de trouver dans cette école du moyen âge un appel incontestable au principe que Descartes prendra pour fondement de la statique, et qui, grâce à Jean Bernouilli et à Lagrange, deviendra la proposition fondamentale de la science de l'équilibre.

Un historien italien, M. Vailati, a depuis retrouvé la première origine de la méthode des déplacements virtuels dans Héron d'Alexandrie, qui vivait au temps de l'astronome Ptolémée. Quoi qu'il en soit, Duhem montre combien fut considérable l'influence exercée par Jordanus et un de ses disciples, qu'il appelle le précurseur de Léonard de Vinci ; aucun doute ne peut subsister sur la filiation scientifique du grand artiste avec l'école du treizième siècle. Les écrits de l'école de Jordanus furent effrontément pillés au seizième siècle ; l'idée de propriété scientifique manquait en ce temps, et la difficulté de découvrir les démarquages dans des textes parfois obscurs vient compliquer singulièrement la tâche de l'historien.

C'était pour Duhem une joie de rendre justice aux inconnus ou aux anonymes, et d'apercevoir *dans la nuit du moyen âge* non seulement des lueurs éparses, mais des flambeaux qui ont passé de main en main. Voici la conclusion de

ses volumes sur la statique, conclusions qui se retrouvent dans d'autres ouvrages de Pierre Duhem : « *La science dont s'enorgueillissent à bon droit les temps modernes*, écrit-il, *découle, par une suite ininterrompue de perfectionnements à peine sensibles, des doctrines professées au sein des écoles du moyen âge; les prétendues révolutions intellectuelles n'ont été le plus souvent que des évolutions lentes et longuement préparées, les soi-disant renaissances que des réactions fréquemment injustes et stériles; le respect de la tradition est une condition essentielle du progrès scientifique.* »

J'ai hâte d'ajouter que, malgré ses sympathies pour les précurseurs, Duhem n'en rend pas moins à Descartes une éclatante justice, en insistant, avec plus de force et de précision qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, sur ce que le grand philosophe a vu le premier dans la notion du *travail*, le concept fondamental de la mécanique. Descartes a aussi affirmé, ce que nul n'avait explicitement énoncé avant lui, l'obligation d'appliquer le principe des déplacements virtuels à un déplacement infiniment petit.

Un ouvrage de Duhem en trois volumes est consacré à *Léonard de Vinci, à ceux qu'il a lus et à ceux qui l'ont lu.* Il y étudie d'abord patiemment les notes de Léonard, montrant qu'en lui viennent se condenser, se transformer, vivre d'une vie nouvelle en quelque sorte, la science hellène et la science du moyen âge ; et il s'efforce de suivre la pensée du Vinci jusqu'à Roberval, jusqu'à Descartes, jusqu'à Pascal, jusqu'à ce qu'elle prenne une forme définitive et classique. Je crois bien que le volume qu'il a écrit avec le plus d'amour est le troisième portant pour épigraphe : *Ad majorem gloriam mechanicæ nostræ scientiæ vere genetricis, Facultatis artium quæ in Universitate Parisiensis* XIV° *sæculo florebat.* Duhem y montre l'éclat dont a brillé l'Université de Paris au quatorzième et au quinzième siècle, époque de vie intellectuelle intense, où l'influence des doctrines parisiennes fut considérable sur les enseignements des universités d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie et d'Espagne.

On a souvent regretté que les maîtres de ce temps n'aient pas eu le sentiment plus développé du réel, et que, surtout logiciens, ils n'aient pas su expérimenter. Il semble cependant que les projets d'expérience ne leur ont pas manqué, mais leur technique était insuffisante ; c'est qu'en effet les progrès des sciences expérimentales sont liés à ceux de la

technique. D'autre part, les théories ne pouvaient alors que rarement être exprimées en un langage mathématique permettant d'arriver à quelque prévision numérique.

La dynamique d'Aristote reposait sur l'axiome que nul mouvement ne peut durer, s'il n'est entretenu par l'action continuelle d'une puissance motrice directement et immédiatement appliquée au mobile. Dans la flèche qui vole après avoir quitté l'arc, le grand philosophe croit trouver cette puissance dans l'air ébranlé. Cette hypothèse, qui nous semble absurde, fut admise presque unanimement par les physiciens de l'antiquité. Une exception est cependant à signaler. Aux dernières années de la philosophie grecque, un chrétien d'Alexandrie, Jean Philopon, s'inscrivait contre la doctrine péripatéticienne du mouvement des projectiles ; la flèche, d'après lui, continue à se mouvoir, sans qu'aucun moteur lui soit appliqué, parce que la corde de l'arc y a engendré une énergie *cinétique* (c'est l'équivalent du terme dont se servait Philopon), énergie qui joue le rôle de vertu motrice. Les commentateurs arabes, comme Averroës, et le moyen âge chrétien à ses débuts, dans leur admiration naïve pour Aristote, n'eurent que du mépris pour la doctrine de Philopon ; saint Thomas d'Aquin ne la mentionne que pour la réfuter, très maladroitement d'ailleurs.

IV

Vers la fin du treizième siècle, une réaction se produisit contre la philosophie hellène. Étienne Tempier, évêque de Paris, condamne en 1277 trois cents propositions péripatéticiennes ou néo-platoniciennes, ce qui fait dire à Duhem que les condamnations théologiques, alors formulées, ont ouvert la brèche par laquelle notre mécanique et notre physique ont passé.

Peu après, vers le milieu du quatorzième siècle, un maître de génie, Jean Buridan, reprend les idées de Philopon. L'énergie communiquée au projectile, il l'appelle l'*impetus*, et de la théorie de l'*impetus* il fait la base d'une dynamique nouvelle. Jean Buridan n'était pas un inconnu, mais il faut avouer que la dynamique ne jouait aucun rôle dans sa notoriété. Si l'on en croyait Villon dans la ballade des *Dames*

du temps jadis, il aurait été, à deux pas d'ici, le complice et la victime d'une reine de France :

> *Semblablement, où est la Royne,*
> *Qui commanda que Buridan*
> *Fut jetté en ung sac en Seine.*
> *Mais où sont les neiges d'antan?*

et cette fable alimenta un mélodrame longtemps populaire sur la tour de Nesles. Son nom est aussi attaché à un curieux argument pour ou contre (on ne l'a jamais su) la liberté d'indifférence ; mais Duhem n'en a pas trouvé trace dans les écrits de Buridan, et les hésitations de l'âne affamé entre deux bottes de foin identiques semblent aussi légendaires que les amours du philosophe et de Jeanne de Bourgogne.

Buridan était né à Béthune vers 1300. De bonne heure sa renommée fut grande, et en 1327 il était déjà recteur de l'Université de Paris. C'est à un manuscrit du fonds latin de la Bibliothèque Nationale, traduit et commenté par lui, que Duhem emprunte un exposé de la dynamique de Buridan. D'après celle-ci, l'*impetus* demeurerait sans changement dans le projectile lancé, s'il n'était incessamment modifié par la résistance du milieu et l'action de la pesanteur. Traduisant en langage moderne, nous pouvons dire que Buridan regarde l'*impetus* comme le produit de deux facteurs : la masse et une fonction croissante de la vitesse. Prudemment, il ne précise pas cette fonction que Galilée et Descartes admettront, à tort, proportionnelle à la vitesse, tandis que Leibniz la regardera comme égale au carré de celle-ci ; de la notion de l'*impetus* devaient donc sortir un jour la *quantité de mouvement* et la *force vive*. La dynamique du philosophe de Béthune ne s'applique pas seulement au mouvement des graves. Il s'élève à la loi de l'inertie ; aussi peut-il esquisser une mécanique céleste toute nouvelle. « Il n'est pas nécessaire, professait Buridan, de poser l'existence d'intelligences qui meuvent les corps célestes d'une manière appropriée ; bien plus, il n'est pas nécessaire que Dieu les meuve, si ce n'est sous la forme d'une influence générale, de cette influence par laquelle nous disons qu'il coopère à tout ce qui est. » L'audace était grande de proclamer inutiles les intelligences motrices des orbes célestes, qui jouaient un rôle important dans la physique péripatéticienne. Aussi

Duhem n'hésite-t-il pas à écrire : « Si l'on voulait, par une ligne précise, séparer le règne de la science antique du règne de la science moderne, il la faudrait tracer, croyons-nous, à l'instant où Jean Buridan a conçu cette théorie, à l'instant où on a cessé de regarder les astres comme mus par des êtres divins, où l'on a admis que les mouvements célestes et les mouvements sublunaires dépendaient d'une même mécanique. »

Parmi les disciples de Buridan figurent, au premier rang, Albert de Saxe qui enseigna qu'un système pesant est en équilibre quand son centre de gravité est le plus bas possible, et aussi Nicole Oresme, grand maître du collège de Navarre en 1356, et plus tard évêque de Lisieux. Celui-ci fut à la fois un précurseur de Copernic par les vues qu'il émit sur le rôle de la terre et des planètes, et de Descartes par l'usage qu'il fit des principes essentiels de la géométrie analytique. Il connaissait aussi la loi liant les espaces au temps dans un mouvement uniformément accéléré, mais peut-être la tenait-il de l'école alors célèbre des logiciens d'Oxford.

Les idées des *Parisiens* furent combattues par les Averroïstes italiens du quinzième siècle. Léonard de Vinci comprit au contraire leur importance et s'appliqua à les développer. Par l'étude de l'impeto composé, il tente le premier l'explication de la trajectoire curviligne des projectiles, qui recevra son achèvement de Galilée et de Torricelli. Quant à Galilée, Duhem nous le montre d'abord attaché longtemps aux doctrines anciennes, et il étudie ensuite les ouvrages dont la lecture l'initia à la dynamique et à la cinématique des Buridan, des Albert de Saxe et des Nicole Oresme. La filiation n'est pas douteuse ; les maîtres de l'école parisienne ont posé les fondements de la mécanique que développeront Galilée et ses disciples. Il est cependant un côté de l'œuvre de Galilée qu'un admirateur plus enthousiaste du grand Florentin aurait mis en évidence : c'est le côté expérimental. A la place d'expériences qualitatives des maîtres des siècles précédents surtout préoccupés de l'examen logique et philosophique des hypothèses, on trouve chez le physicien de Florence des expériences quantitatives sur le plan incliné et le pendule. Mais Duhem se proposait surtout de montrer, dans son ouvrage, la continuité entre la science du moyen âge et celle des temps modernes, et on ne peut nier qu'il y ait brillamment réussi.

V

Entre temps, Duhem écrivait avec une extraordinaire facilité de très nombreux articles sur des sujets variés d'histoire des sciences. Citons au moins quelques-uns d'entre eux qui montrent bien la manière du savant historien. Il y a en hydrostatique un principe qui porte le nom de Pascal. Ce principe est-il vraiment dû à Pascal? Avant lui, Stevin de Bruges, le père Mersenne, Descartes, Galilée, Torricelli, avaient écrit sur l'équilibre des fluides et, dans son célèbre *Traité sur l'équilibre des liqueurs*, ne se trouve aucune vérité qui n'ait été aperçue de quelques-uns de ces auteurs. Faut-il conclure que l'œuvre de Pascal est sans originalité? Duhem proteste ici avec vigueur. Les principales vérités qui constituent l'hydrostatique avaient été découvertes, mais elles n'avaient pas été ordonnées et reliées les unes aux autres. Pascal fut cet organisateur, en rattachant le tout au principe des déplacements virtuels, et notre confrère termine son article en citant un mot de Pascal sur « l'ordre et le peu de gens qui l'entendent », et il ajoute avec quelque mélancolie : « Les physiciens prodiguent volontiers aujourd'hui les témoignages de leur admiration à toute découverte d'un fait nouveau ou d'une loi imprévue, mais ils semblent priser à très bas prix les efforts de ceux qui souhaitent mettre de l'ordre et de la méthode dans le monceau des faits que d'autres ont découverts, qui cherchent à déduire logiquement d'un petit nombre de principes la multitude des lois formulées par les inventeurs. »

Dans ses études historiques Duhem a souvent rencontré le nom du père Mersenne qui, au dix-septième siècle, correspondait avec tous les savants de son temps, et dont Pascal disait qu'il n'avait pas d'égal pour poser de belles questions. Qui a imaginé le premier la célèbre expérience du Puy de Dôme avec le baromètre? Est-ce Pascal, est-ce Descartes? La question a donné lieu en 1906 à des débats passionnés. Pour Duhem, celui qui a projeté le premier cette expérience, c'est le père Mersenne. Certes, cette expérience, très facile à imaginer après les découvertes de Torricelli, a pu être conçue par Pascal, par Descartes et par d'autres. Mais le premier écrit où elle se trouve proposée est un livre

du père Mersenne, paru le 1er octobre 1647 ; l'expérience du Puy de Dôme a été faite le 19 septembre 1648. Il faut ajouter que, par les temps d'improbité scientifique que furent le seizième et le dix-septième siècle, la figure du père Mersenne apparaît, comme dit Duhem, auréolée de loyauté. Contrairement à ceux, très nombreux, qui faisaient grand étalage d'érudition, mais énuméraient seulement les ouvrages auxquels ils ne devaient rien, — on en rencontre d'ailleurs dans tous les temps, — l'honnête religieux a toujours cité scrupuleusement ceux dont il s'inspire.

Dans une étude importante consacrée à l'*Optique de Malebranche*, Duhem a voulu réparer une de ces erreurs dont n'est que trop coutumière l'histoire des sciences. Pour beaucoup, l'oratorien est le célèbre disciple de Descartes, qui a poussé les idées du philosophe plus loin sans doute que celui-ci n'aurait voulu qu'on les poussât, comme en témoigne la *Vision en Dieu*. Mais ici nous devons nous rappeler que, en 1699, peu de temps après avoir été nommé membre honoraire de l'Académie des Sciences, Malebranche lisait un mémoire intitulé : *Réflexions sur les lumières et les couleurs et la génération du feu*, qui est imprimé dans les recueils de cette compagnie. Or, c'est là qu'a été émise pour la première fois l'hypothèse que la période de la vibration caractérisait la couleur d'une lumière monochromatique, l'éclat de la couleur croissant avec l'amplitude de cette vibration. Malebranche, après avoir d'abord suivi Descartes, s'était, après la découverte de Rœmer sur la vitesse finie de la lumière, rallié au système de Huyghens ; mais le grand Hollandais n'avait rien dit sur les couleurs. Il est vraiment étrange qu'aucun historien n'ait, avant Duhem, revendiqué les droits du philosophe à la paternité de ces idées fondamentales. « Malebranche fut un modeste, conclut Duhem, aussi lui arriva-t-il ce qui advient trop souvent aux modestes ; on admit les idées qu'il avait proposées, mais on ne parla pas de celui qui les avait conçues. »

VI

Duhem méditait depuis longtemps un ouvrage étendu sur les doctrines cosmogoniques. Il en commença la publication en 1913 sous le titre : *Le système du monde, histoire des doctrines cosmogoniques de Platon à Copernic*. L'astronomie

ayant pris de bonne heure une forme suffisamment précise, on peut y suivre dès l'antiquité les relations de la théorie physique avec l'explication métaphysique. Mais il faut ici faire attention au langage dont nous usons. Pendant deux mille ans, comme le remarque Duhem, la physique positive n'a pas été séparée de la cosmologie, c'est-à-dire d'une métaphysique du monde matériel, et les questions débattues durant l'antiquité et le moyen âge doivent être ainsi formulées : Quelles sont les relations de l'astronomie envisagée comme théorie physique avec la physique regardée comme une cosmologie? Alors que le physicien examine ce qui concerne l'essence du ciel et des astres, l'astronome se préoccupe seulement de l'ordre des corps célestes, de leurs figures et de leurs distances ; son but est atteint quand ses constructions géométriques assignent à chaque astre errant une marche conforme à celle que relèvent les observations. *Sauver les phénomènes*, « σώζειν τὰ φαινόμενα », tel est son but. Les diverses écoles mêlent plus ou moins le point de vue du physicien et celui de l'astronome ; mais, dans l'hellénisme à son déclin, le second point de vue paraît peu à peu prédominer. Les hypothèses des astronomes prétendent de moins en moins à être des réalités, et sont regardées comme des fictions dont l'objet est de sauver les apparences.

Une telle histoire des doctrines cosmogoniques a exigé un travail immense ; la sûreté des jugements de l'auteur n'est pas moins digne d'admiration que l'étendue de son érudition. Quoiqu'il déclare commencer à Platon, Duhem croit devoir rappeler les points essentiels de l'astronomie pythagoricienne, et il est ainsi amené à détruire une légende accréditée depuis Gassendi, d'après laquelle le pythagoricien Philolaüs faisait tourner la terre autour du soleil ; ce n'était pas le soleil, mais une sphère de feu, invisible de la partie habitée de la terre, qui était pour Philolaüs le centre du monde. Pierre Duhem étudie le système des sphères homocentriques dont le centre est la terre, le premier *moteur* entretenant continuellement le mouvement de la sphère des étoiles, qui engendre à son tour le mouvement des sphères homocentriques ; ces divers mouvements sont circulaires et uniformes, tout corps formé de l'essence céleste devant se mouvoir d'un tel mouvement. Le système homocentrique, adopté par Aristote et ses disciples, est dû en réalité à Eudoxe de Cnide, et Duhem écrit à ce sujet la phrase sui-

vante bien caractéristique : « L'attribution du titre de créateur de la méthode des sciences physiques a donné lieu à bien des querelles ; les uns ont voulu le donner à Galilée, les autres à Descartes, d'autres encore à François Bacon qui est mort sans avoir jamais rien compris à cette méthode. En vérité la méthode des sciences physiques a été définie par Platon et par les pythagoriciens de son temps avec une netteté et une précision qui n'ont pas été surpassées ; elle a été appliquée pour la première fois par Eudoxe de Cnide lorsqu'il a tenté, en combinant des rotations de sphères homocentriques, de sauver les mouvements apparents des astres. »

D'après l'astronome italien Schiaparelli, le véritable précurseur de Copernic relativement au système héliocentrique est Héraclide du Pont, qui vivait au temps même d'Aristote, et Duhem se rallie à son opinion. En tout cas, il est certain qu'Aristarque de Samos soutenait, cinquante ans après Héraclide, le système héliocentrique dans son intégrité ; sa tentative tomba dans l'oubli pendant de longs siècles. L'œuvre d'Hipparque, dont presque tous les ouvrages ont été perdus, est difficile à reconstituer. Duhem s'y est appliqué avec une grande sagacité, en discutant les témoignages des astronomes postérieurs. L'œuvre de Claude Ptolémée est mieux connue, et sa grande *Composition mathématique de l'astronomie*, appelée par les Arabes *al Majesti*, est restée longtemps, sous le nom, d'*Almageste*, le code de l'astronomie.

Les astronomes grecs avaient remarqué de bonne heure que des hypothèses géométriques, distinctes l'une de l'autre, peuvent *sauver* avec la même exactitude les phénomènes. Ainsi il y a équivalence entre les épicycles et les excentriques, imaginés probablement par les dernières écoles pythagoriciennes de la grande Grèce ; il y a aussi équivalence entre le système héliocentrique et le système géocentrique. Ce n'est pas à l'astronome que, dans de tels cas, il appartient de rechercher lequel est le plus conforme à la nature des choses ; cette étude est réservée au physicien qui a médité sur la cinquième essence, celle des corps célestes.

Nous ne pouvons suivre Duhem à travers l'astronomie arabe et l'astronomie latine au moyen âge. La science, la philosophie et la théologie sont étroitement mêlées en cette histoire, et Pierre Duhem se mouvait avec aisance au milieu des discussions les plus subtiles ; tel le débat relatif au temps. Il est peu de notions à la fois plus claires et plus obscures que

celle du temps. Dans la philosophie grecque, deux courants d'idées régnèrent à ce sujet. Les uns ont cherché un temps absolu dans un monde supérieur à celui des sens, les autres ont fait du temps une chose relative aux mouvements du monde sensible. Même pour certains, chaque astre a son temps ; il y a le temps du soleil, celui de la lune et d'autres planètes. On croirait presque entendre un partisan de la théorie moderne de la relativité parler du temps local. D'autre part, dans la philosophie d'Aristote, les substances, vouées à la génération et à la corruption, sont seules soumises au temps, les êtres qui durent toujours n'étant pas dans le temps, et c'est ce qui amena la doctrine catholique à distinguer le *temps* et l'*éternité*. Au milieu de ce dédale, on a plus d'une fois envie de dire avec saint Augustin : « Qu'est-ce donc que le temps? si nul ne le demande, je le sais ; si je cherche à l'expliquer quand on me le demande, je ne le sais pas. »

Les quatre premiers volumes de l'*Histoire des doctrines cosmogoniques* ont été publiés pendant la vie de Duhem. Le tome V a paru en 1917, quelques mois après sa mort. Il traite principalement des relations entre l'aristotélisme et la scolastique latine, et intéressera surtout les historiens de la philosophie. Durant le cours du treizième siècle, l'opposition se fait chaque jour plus vive entre la doctrine chrétienne et le péripatétisme rétabli dans son intégrité par certains commentateurs arabes et ce Siger de Brabant dont Dante vantait la pureté des syllogismes. Les Albert le Grand et les Thomas d'Aquin s'efforcent de concilier Aristote et le dogme catholique ; mais l'heure de la rupture approche, et c'est à ce moment que se termine la partie imprimée de l'ouvrage de Duhem. La publication de cette œuvre considérable, qui devait avoir douze volumes, n'est cependant pas achevée. Les tomes VI, VII et VIII étaient entièrement terminés à la mort de l'auteur, et ses manuscrits ont été confiés par sa fille à l'Académie des sciences. Nous souhaitons que les circonstances permettent un jour prochain de les imprimer. Ils grandiront encore la renommée du savant, de l'érudit et du philosophe, qui a jugé faire œuvre utile, en se consacrant pour un temps à des recherches si éloignées d'abord de ses premières études. Il pensait que rien n'est indifférent, pour l'histoire de l'esprit humain, des admirables constructions d'une si belle pureté de lignes, réalisées

dans l'antiquité par le génie hellène, et dont tant de pierres ont trouvé place dans l'édifice de la science moderne.

VII

Quoique Duhem eût beaucoup étudié sur l'histoire de la philosophie, particulièrement dans ses rapports avec les sciences, il aimait peu les discussions philosophiques. Il eut cependant à répondre à diverses critiques. Nous avons déjà dit que ses idées sur la théorie physique l'avaient fait parfois classer parmi les pragmatistes. Il fut aussi un jour traité de kantiste ; c'était à un congrès de savants catholiques à Bruxelles. L'insistance qu'il avait mise à déclarer qu'une théorie physique est quelque chose de purement formel, avait paru suspecte à quelques-uns qui l'accusèrent de subjectivisme. Ce prétendu kantiste a cependant écrit cette phrase, que la *Critique de la raison pure* est le commentaire le plus long, le plus obscur, le plus confus, le plus pédant de ce mot de Pascal : « nous avons une impuissance à prouver invincible à tout le dogmatisme », et il n'a pas mieux traité la certitude, de qualité inférieure, ce sont ses expressions, à laquelle aboutit péniblement le philosophe de Kœnigsberg dans la *Critique de la raison pratique.* Non, ce n'est pas de Kant, mais de Pascal, que relève Duhem, de Pascal qu'il cite constamment, et dont il sait entièrement par cœur le livre des *Pensées.*

Des critiques lui vinrent aussi d'autres côtés. Une d'elles lui fut particulièrement sensible. Un philosophe distingué, après une étude très approfondie de la philosophie scientifique de Duhem, la caractérisait en ces termes : « Dans ses tendances vers une conception qualitative de l'univers matériel, dans sa défiance vis-à-vis d'une explication complète de cet univers par lui-même, telle que le rêve le mécanisme, dans ses répugnances plus affirmées que réelles à l'égard d'un scepticisme scientifique intégral, elle est la philosophie scientifique d'un croyant. » Dans un article intitulé *Physique de croyant*, Duhem crut devoir répondre longuement. Il renvoie aux partisans du mécanisme l'accusation de faire de la métaphysique, et insiste sur ce que « pour le physicien, l'hypothèse que tous les phénomènes naturels peuvent s'expliquer mécaniquement n'est ni vraie

ni fausse ; elle n'a pour lui aucun sens ». Avec une vigueur nouvelle, Duhem reprend ses assertions qu'un principe de physique théorique est une forme mathématique propre à résumer et à classer des lois constatées par l'expérience, et donne simplement une image de ces lois ; il est nécessairement sans usage dans les discussions métaphysiques ou théologiques. Ainsi Duhem plaisante ceux qui prétendent déduire du principe de la conservation de l'énergie l'impossibilité du libre arbitre. En posant ce principe, on postule que les phénomènes sont régis par des équations différentielles et, par suite, soumis à un déterminisme rigoureux ; il y a alors quelque naïveté à s'étonner qu'aucune place dans la classification ne soit réservée aux actes libres, qui en ont été exclus *a priori*. Il n'est pas douteux que, au sens où l'entend Duhem, une théorie physique n'est ni une théorie de croyant, ni une théorie d'incroyant, mais seulement une théorie de physicien ; mais peut-être, dans des discussions de ce genre, saisit-on bien ce qu'a de trop étroit cette opposition systématique faite par Duhem à la méthode inductive qui permet au moins d'énoncer des probabilités, d'autant qu'il fait lui-même une induction en proclamant que la théorie en se perfectionnant devient le reflet de plus en plus précis d'une métaphysique. Duhem a beau jeu d'ailleurs avec les critiques relatives à la conception qualitative de l'univers, conception qui a été un trait essentiel de la cosmologie enseignée dans l'antiquité par les disciples d'Aristote, au moyen âge par les philosophes arabes et juifs, comme par la scholastique catholique, et ne se rattache par suite à aucune croyance, ce qui lui donne l'occasion de signaler des analogies un peu forcées, semble-t-il, entre la physique péripatéticienne et la thermodynamique générale.

La conception que Duhem avait des théories scientifiques ne troublait donc en rien sa foi religieuse. Ce n'est pas qu'il considéra nécessairement le domaine scientifique et le domaine religieux comme séparés à leur racine par une cloison étanche. Sa pensée intime à ce sujet nous est révélée dans une lettre à un ami d'enfance : « J'ai cru de mon devoir de savant, écrit-il, comme de mon devoir de chrétien de me faire sans cesse l'apôtre du sens commun, seul fondement de toute certitude scientifique, philosophique, religieuse. Mon livre sur la théorie physique n'avait pas d'autre objet que de mettre en évidence la vérité scientifique de cette thèse. »

A l'objection que certaines croyances philosophiques et religieuses reposent uniquement sur des raisonnements sans valeur, invoquant sans cesse des notions indéfinissables qui ne sont que des mots vides de sens, Duhem répond dans la même lettre : « A force de réfléchir à ces difficultés, je me suis aperçu qu'on en pouvait dire autant de toutes les sciences, de celles qu'on regarde comme les plus rigoureuses, la physique, la mécanique, voire la géométrie. Les fondations de chacun de ces édifices sont formées de notions que l'on a la prétention de comprendre, bien qu'on ne puisse les définir, de principes dont on se tient pour assuré, bien qu'on n'en ait aucune démonstration. Ces notions, ces principes, sont formés par le bon sens. Sans cette base du bon sens, nullement scientifique, aucune science ne pourrait tenir ; toute sa solidité vient de là. » Duhem se rencontre ici encore avec Pascal, affirmant que c'est par le cœur, il entend par là le bon sens, que nous connaissons les premiers principes, et aussi avec le Descartes du *Discours de la méthode*, pour qui le bon sens, trait d'union entre notre pensée et le réel, est la vraie source de l'invention et du jugement.

Ces idées sur la certitude, Duhem les a maintes fois soutenues verbalement dans ses cours et dans ses conversations. Nous allons les retrouver en terminant dans les conférences qu'il fit pendant la guerre *sur la science allemande*, et qui ont été réunies en un petit volume. Il a voulu montrer dans cet ouvrage comment les Allemands, en se refusant à mettre dans le bon sens le fondement de la certitude, l'ont successivement mis partout où il ne pouvait pas être, et ont ainsi produit diverses philosophies plus étranges les unes que les autres, depuis ce cardinal allemand du quinzième siècle, Nicolas de Cues, qui prenait comme base de ses déductions l'identité en toutes choses du maximum et du minimum, jusqu'à Hegel posant l'axiome fondamental de l'identité des contradictoires. Duhem insiste sur la confiance de l'esprit allemand dans le raisonnnement déductif, sa méfiance et son dédain à l'égard des intuitions que fournit le sens commun. Plus des postulats librement posés s'éloignent de celles-ci, plus il a de jouissance à dérouler la longue chaîne de syllogismes qui se déduit de ces prémisses. D'autre part, le bon sens, se surpassant lui-même, poussant sa force et sa souplesse jusqu'à leurs extrêmes limites, devient ce que Pascal nommait *esprit de finesse*, et qu'il opposait à l'esprit

de géométrie habile à manier avec rigueur la méthode déductive. Or, en général, le savant allemand a l'esprit géométrique, mais il est dépourvu d'esprit de finesse, et ceci donne à la fois les raisons de sa faiblesse et de sa force, car le rôle de l'esprit de finesse, si nécessaire au début de certaines études pour en poser les principes, devient moindre quand elles sont parvenues à un stade où l'esprit de géométrie peut tirer de ces principes la longue chaîne de leurs conséquences. Tels sont les points de vue élevés, où se plaçait Duhem pour parler de l'Allemagne pendant la guerre, et ses fines analyses de la mentalité germanique n'ont rien perdu de leur intérêt.

En une autre circonstance, il lui parut utile de répondre à un jugement sommaire porté sur Lavoisier par un chimiste allemand, et il écrivit une petite brochure : *La chimie est-elle une science française?* On a plaisir et profit à suivre avec lui la longue histoire des explications concernant la calcination des métaux. Après Cardan et Léonard de Vinci, qui professaient que l'âme du plomb regagnait son lieu alourdissant ainsi le métal changé en céruse, le médecin périgourdin Jean Rey, véritable précurseur de Lavoisier, esquisse au début du dix-septième siècle une théorie de l'oxydation, bientôt précisée par l'Anglais Jean Mayow qui devine dans l'air l'existence d'un principe actif igno-aérien, celui-là même que Lavoisier devait un jour appeler *oxygène*. Mais bientôt après, la chimie naissante s'engage dans une fausse voie avec Robert Boyle et Stahl, et la théorie du phlogistique régna jusqu'à ce que Lavoisier, complétant et précisant les vues de Jean Rey et de Mayow, vint tout démontrer par la précision de ses mesures et la rigueur de sa critique. Duhem voyait là encore une confirmation d'une thèse qu'il avait maintes fois formulée : « Le plus souvent, a-t-il écrit, une vérité n'est pas reçue d'une manière définitive, avant qu'elle n'ait été découverte à plusieurs reprises séparées les unes des autres par de longs intervalles d'erreur et d'oubli. »

ÉMILE PICARD,
Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences.

Saint Louis

Un magnifique exemplaire d'amour chrétien fut offert au monde dans la personne de saint Louis. « Il fit les œuvres de miséricorde, écrit Guillaume de Saint-Pathus, confesseur de la reine Marguerite, en hébergeant, en paissant, en abreuvant, en vêtant, en visitant, en confortant, en aidant par le service de sa propre personne et en soutenant les pauvres et les malades, en rachetant les chétifs prisonniers, en ensevelissant les morts, et en leur aidant à tous vertueusement et plantureusement. » Les enquêtes pour la canonisation, que nous résume Guillaume, montrent avec une attachante précision, dans chacune de ces œuvres, le petit détail héroïque qui fait de Louis IX un saint. Elles nous disent comment il bravait, « sans se boucher le nez », la mauvaise odeur des lépreux et des morts, comment il élisait, pour leur laver les pieds, les pauvres les plus répugnants. Les artistes qui, dans les premières années du quatorzième siècle, décoreront de scènes empruntées à la vie de saint Louis l'église basse de la Sainte-Chapelle, l'église des Cordelières de Lourcines ou les vitraux de la sacristie abbatiale de Saint-Denis, se plairont à le représenter dans ces pittoresques besognes de charité. Les anecdotes sur saint Louis, homme de compassion, peuplent les mémoires chrétiennes. Elles stimulent ces confrères des Charités, qui, en Normandie d'abord, et puis à Montpellier, à Limoges, un peu partout, se groupent pour ensevelir les morts.

Mais bientôt le portrait s'enrichit : il se précise, il se fouille ; au delà des gestes, il cherche l'âme du saint roi, et il la trouve ; à l'arrière-plan des actes publics, il ressaisit, dans l'intimité de l'oratoire ou de la chambre royale, les actes faits devant Dieu seul et les prières confiées à Dieu seul. Les enquêtes pour la canonisation agacent parfois les historiens, par une certaine allure de morale en action, et par leur souci de ne mettre en relief dans la vie du roi que les épisodes et les aspects de sainteté. Mais confrontez-les avec les observations, parfois malicieuses, recueilllies au cours de son voyage en France par le franciscain Fra Salimbene, qui ne ressemble en rien, lui, à un collectionneur d'historiettes édifiantes ; le saint Louis qu'il a vu, qu'il a entendu, qu'il a suivi, ne diffère pas de celui que les enquêtes nous dépeignent ; et si l'on trouve chez Joinville une note plus laïque, cette note nous révèle l'esprit de Joinville, mais non point un autre saint Louis.

Un membre de la « chrétienne gent », dont le devoir d'état consiste à gouverner la France : voilà saint Louis. Le nom qu'il aime à se donner, c'est « Louis de Poissy », parce que la vie, pour lui, n'a commencé qu'avec la grâce, reçue à Poissy, sur les fonts baptismaux. Lorsqu'il négocie avec le musulman, celui-ci voudrait faire inscrire dans le serment royal, que si Louis de France viole son serment, il reniera la foi de Jésus-Christ : Louis de Poissy, jadis, a pris des engagements dont Louis de France se souvient ; Louis de France refuse. Bien que son sens très aiguisé de la dignité royale l'amène parfois à ne faire qu'en secret certains actes de mortification, on le voit à la croisade porter la hotte pour des travaux de terrassement, auxquels sont attachées des indulgences. Louis de Poissy se refuse à perdre, du fait qu'il est roi, une seule des grâces spirituelles qu'il peut mériter en tant que membre de la chrétienne gent. Et c'est tant mieux pour cette chrétienne gent, puisqu'il peut appliquer aux autres le bénéfice des indulgences ainsi gagnées et les faire participer à la rémunération de sa propre piété.

Les faveurs qu'il réclame du pape, et qu'il reçoit, sont les suivantes : privilège de ne pouvoir être excommunié, lui ou les siens, sans un ordre spécial du Saint-Siège ; privilège de n'être pas atteint d'excommunication par le commerce des excommuniés ; privilège pour les chapelles et terres royales de ne pouvoir être frappées d'interdit ; permission d'en-

tendre la messe dans les lieux mêmes soumis à l'interdit. Certains de ses prédécesseurs prenaient aisément leur parti des foudres spirituelles lancées par quelque prélat mécontent : Louis de Poissy, lui, se fait abriter par le pape, de peur d'être sevré, un seul jour, des richesses sacramentelles.

La récitation des heures canoniales, qui scande, même lorsqu'il est à cheval, les divers moments de sa journée, et qui régulièrement interrompt le sommeil de ses nuits, et le long murmure des cinquante *Ave* ponctués chaque soir par cinquante génuflexions, sont comme la respiration de son âme. Les seuls serviteurs qu'il fatigue, ce sont ses chapelains, auxiliaires de sa prière : car la prière est le seul besoin vital que son âme éprouve. Un péché mortel, ce serait, pour un moment, la suspension de la vie reçue à Poissy, la seule qui compte pour saint Louis ; il aimerait mieux mourir que de cesser, en perdant l'état de grâce, d'être Louis de Poissy. Ce fut la première leçon qu'il reçut de sa mère, et, dans ses *Enseignements*, il la transmet à ses enfants. Il l'accompagne, pour sa fille, d'une haire et d'une discipline ; des armes contre le péché, voilà son cadeau de père.

A ce premier titre de noblesse : « Louis de Poissy », il en ajoute un second, il est tertiaire de saint François. Les frères mineurs ouvraient aux laïcs et au clergé séculier un séminaire d'esprit évangélique, une pépinière de grâces de choix, une école d'action fraternelle et de paix civique, le Tiers-Ordre. Les alluvions sociales s'y mêlaient sans s'y heurter : on eut avec saint Louis un roi tertiaire. Au portail de la cathédrale de Bourges, dans le défilé des élus, un roi s'avance, une fleur à la main, rappelant par sa silhouette l'allure de saint Louis, et devant lui il y a un franciscain. Le moine précède le roi, le guide, l'introduit : cette symbolique est de la fin du treizième siècle ; saint Louis s'y fût reconnu, il l'eût aimée. Au lendemain de son trépas, avant tout jugement de l'Église, les âmes lui mettent une auréole, et le prient ; au prône, on recommande son âme à Dieu, mais en ajoutant : « bien qu'elle n'en ait pas besoin. » N'a-t-il pas comme avocates ses vertus, et puis les prières des mineurs? Le roi qui sous cette conduite entre au paradis est bien le même dont Fra Salimbene nous conte avec un si délicieux pittoresque le départ à petites journées pour la croisade, et qui d'abord s'attardait à Sens, au chapitre provincial des mineurs, et puis qui, descendant vers la Méditerranée, zigzaguait de moutier en moutier, ne

résistant jamais, dût-il allonger son chemin, au plaisir d'aller entretenir quelques frères de ce qu'ils devaient pour lui requérir de Dieu. Et le franciscain, qui, sur le portail de Bourges, va l'installer au ciel, lui rend le geste qu'il avait eu, lui, à l'endroit des franciscains, installés par ses soins, en 1234, dans leur grand couvent de Paris.

Louis de Poissy, tertiaire franciscain, prend la croix ; l'esprit de la croisade ressuscite, au moins dans son âme, à lui. Ni sa mère, ni son évêque Guillaume d'Auvergne, ni même le pape, ni surtout ses barons, n'accueillent avec grande joie son dessein : mais par sa ténacité, par l'exemple qu'il donne en traînant à deux reprises au delà des mers presque toute la famille royale, il achève d'habituer l'Europe à incarner dans notre race l'idée de croisade. Il en est le confesseur en Égypte, par sa captivité ; vingt ans plus tard, il en est le martyr à Tunis, par sa mort, martyr que l'Islam lui-même vénéra, puisque, au dire du moine Guillaume, cellérier de Saint-Denis, « les Sarrasins montraient grande révérence au tombeau du feu roi et baisaient les pieds de sa statue ». Jérusalem ! Jérusalem ! crient ses lèvres d'agonisant ; il regrette la ville sainte, comme Godefroy de Bouillon y aspirait.

Mais dans le croisé qu'est saint Louis, un trait nouveau se rencontre, qui annonce la transfiguration prochaine de l'idée de croisade, sa transfiguration en idée de mission. Et ce trait-là, c'est une empreinte franciscaine. L'esprit qui anime saint Louis est celui de saint François, s'en allant évangéliser les musulmans d'Égypte et s'offrant, pour prouver le Christ, à traverser devant eux un brasier ardent ; de Benoît d'Arezzo, compagnon de saint François, organisant en Palestine l'apostolat des musulmans par les mineurs ; de Jean de Plan-Carpin, portant le Christ aux Mongols, en 1245, avec trois autres franciscains ; ce sera, à la fin du siècle, l'esprit du tertiaire Raymond Lulle, qui mourra martyr à Bougie. Saint Louis est de cette école-là, son rêve est de convertir l'infidèle. D'avoir « fait baptiser quarante ou plus, desquels aucuns étaient amiraux et hauts hommes entre les Sarrasins », cela lui apparaît, soyons-en sûrs, comme un résultat appréciable de la croisade. Il fait porter au grand khan des Mongols, par le mineur flamand Rubruquis, « une tente d'écarlate en forme de chapelle, où sont entaillés, par images, l'annonciation de Notre-Dame et tous les autres points de la foi ». Il sait qu'à Tunis un couvent de domini-

cains s'est fondé ; son imagination s'achemine vers cette ville, où des missions ont besoin d'aide. Il y a, en ce petit-fils de Castille, des côtés de *conquistador :* dans ses veines coule un peu de ce sang espagnol qui devait produire simultanément, lorsque l'Espagne chez elle n'aurait plus à faire de croisades, un Ignace de Loyola, un Fernand Cortez, et le type de don Quichotte. Et voici la commission dont il charge les envoyés d'El Motassir, souverain de Tunis : « Dites à votre maître que je souhaite si vivement le salut de son âme, que je consentirais à être dans les prisons des Sarrasins toute ma vie, sans jamais voir la clarté du ciel, pourvu que lui et toute sa gent deviennent chrétiens. »

Saint Louis, en 1270, sur la plage pestiférée de Tunis, consentit à un autre dénouement que la prison, il fit accueil à la mort. On reparlera beaucoup de croisade, quatre ans après, dans ce concile de Lyon où Grégoire X et Michel Paléologue auront l'illusion d'avoir réuni l'Église latine et l'Église grecque : ce seront des paroles sans lendemain, auxquelles répondra en 1291 la chute de Saint-Jean-d'Acre, dernier lambeau du royaume de Jérusalem. Saint Louis avait fait sienne l'idée de croisade, il était mort pour elle ; mais il avait secondé, parallèlement, l'aspiration franciscaine vers l'apostolat de l'infidèle. Entre l'idée qu'il avait prolongée et l'aspiration qu'il aidait à faire éclore, le monde chrétien devra choisir : la guerre systématique est une mauvaise préface pour les essais de conversion. Le monde chrétien optera pour les missions, et saint Louis, parce qu'animé de l'esprit franciscain, aura été un précurseur.

Ce membre de la chrétienté et du Tiers-Ordre de saint François se trouve être un roi de France. Il passe même au loin pour le plus grand prince de l'Occident, pour un prince plus grand que l'Empereur : c'est le khan des Tartares, en personne, qui dit cela à Rubruquis. Et bientôt, dans l'office de saint Louis, tel que le lira vers 1330, en son beau livre d'heures, la reine Jeanne de Navarre, la liturgie dira : « Dans toutes les nations, il n'y avait pas de roi qui lui fût semblable, Dieu lui donne une gloire qu'avant lui n'eut aucun roi. »

Le voilà donc, de par sa dignité royale elle-même, érigé en exemple, et pour son peuple, et pour les autres rois, et pour tout le reste de la chrétienté. La religion chez lui ne peut être chose privée, en sa personne elle s'incarne royale ; et puisqu'il occupe une cime, en sa personne elle s'exalte. Il

semble que deux fois, de son vivant, l'art s'empare de sa physionomie, et deux fois ce fut dans une pose liturgique, si je puis ainsi dire, qu'il montra le roi : au tympan de la Porte-Rouge, à Notre-Dame de Paris, saint Louis est à genoux, devant le Christ et la Vierge ; sur un vitrail de la Sainte-Chapelle, il chemine portant sur ses épaules les reliques de la Passion, qu'il installa près de lui, chez lui, dans une merveille d'architecture. Du vivant de saint Louis, la liturgie adopte peu à peu les exemples qu'il donne ; les génuflexions que fait le saint roi, à l'image de certains religieux, lorsque dans le *Credo* il chante : « Et Jésus fut fait homme », sont des génuflexions qui feront école ; et de même qu'aujourd'hui les fidèles du monde entier, chantant le *Credo*, parlent de la procession du Saint-Esprit comme Charlemagne voulut qu'il en fût parlé, ils se prosternent à l'*Homo factus est*, comme saint Louis se prosternait. La chaire enfin, de son vivant, emprunte à ses lèvres certaines leçons. Le prêcheur Étienne de Bourbon, dans le recueil d'exemples que vers 1250 il compose pour les prédicateurs, nous fait assister au petit lever du jeune roi, sortant furtivement de bonne heure pour distribuer des aumônes aux pauvres et disant d'eux : « Ces gens-là sont mes soudoyers, ils maintiennent le royaume en paix » ; et puis, nous menant au lit du roi presque agonisant lors de la maladie qui précéda la première croisade, Étienne invite les sermonnaires à redire aux fidèles ces paroles royales : « Moi qui étais le plus riche et le plus noble du monde, voilà que je ne puis extorquer à la mort un sursis, à la souffrance un répit. A quoi donc servent tous ces biens? »

L'État chrétien, tel que l'avait légué aux Capétiens la doctrine carolingienne, était par essence un gendarme actif et dévoué du pouvoir religieux : le voici, sous saint Louis, qui se spiritualise en quelque sorte ; ce n'est pas seulement par la force, ou par les lois contre les blasphémateurs, ou en expulsant de sa « mesniée » les gens qui manquent de continence, que saint Louis fait régner le Christ, c'est par l'ascendant de ses propres vertus et par le souci qu'il témoigne de mettre au service du Christ, non point seulement une police, mais une politique chrétienne. Dès le douzième siècle, le trouvère Jean Bodel avait chanté :

Le premier roi de France fist Dex par son commant
Coroner a ses angles dignement en chantant,

Pour le commander estre en terre son serjant,
Tenir droite justice et la loi mettre avant.

C'est parce que saint Louis tenait droite justice qu'il fut à la veille de faire proclamer « le ban de Notre-Seigneur Dieu et du roi Loys son sergent », pour une croisade en faveur du pape contre l'Empereur. Vis-à-vis de ces deux puissants comme vis-à-vis du roi d'Angleterre, vis-à-vis du pauvre homme qui vient chercher, sous l'ombrage du chêne de Vincennes, cette lumière qu'est le bon droit, et vis-à-vis des seigneuries féodales, ecclésiastiques ou laïques, saint Louis se pose cette question : où est la Justice?

Nous sommes à l'époque où le prêcheur Vincent de Beauvais demande aux consciences royales : « Guerroyez-vous pour une cause juste? Vos frères contre lesquels vous mobilisez ont-ils vraiment mérité d'être punis? Votre intention est-elle droite? Faites-vous vraiment la guerre en vue d'éviter le mal et d'avancer le bien? » Nous sommes à l'époque où « l'adoubement » du chevalier, au lieu d'être accompli comme naguère par un autre chevalier, ou par une dame, ou par le roi, est devenu une liturgie religieuse ; l'évêque met l'épée au flanc du nouveau chevalier, afin qu'il devienne le champion de l'équité. Nous sommes à l'époque, enfin, où saint Thomas conçoit le pouvoir civil comme le mainteneur et le restaurateur incessant d'un ordre conforme à la justice, et où le régime du travail s'essaie à codifier les disciplines corporatives en faisant prévaloir la souveraineté de la justice sur l'âpreté des intérêts. Théologie du droit public, théologie du droit international, liturgie qui bénit la force en l'orientant, toutes ces constructions de la pensée chrétienne, édificatrices de la cité de Dieu, surplombent la cité de saint Louis, et les deux cités n'en font qu'une. Les spéculations chrétiennes de l'époque trouvent leur illustration dans ses méthodes de gouvernement et dans l'usage qu'il fait de son pouvoir et éventuellement de sa force, pour exercer, souverainement et chrétiennement, un rôle de pacificateur. On savait avant lui, par de multiples exemples, comment des rois pouvaient faire acte de chrétiens. Mais on vit avec saint Louis — c'était une autre nuance — comment un chrétien averti, bon lecteur des Saints Livres et bon disciple des théologiens, faisait besogne de roi.

Sous Charles VII, à la faveur d'un faux, de trop adroits

conseillers de la couronne couvriront du nom de saint Louis la lutte d'intérêts que, sous le pavillon des doctrines gallicanes, ils engageront contre les aspirations papales : ce faux sera un contresens historique. Ce qu'il y a de vrai, c'est que la conscience de saint Louis, soucieux de débrouiller la justice, ne se laissait circonvenir par aucune idée préconçue, même en faveur des puissances d'Église quelles qu'elles fussent. Et lorsque sa conscience leur donnait tort, le langage qu'il leur tenait n'était point celui d'un légiste, mais d'un interprète de la morale : il n'intervenait pas au nom d'une légalité laïque, mais au nom d'une équité supérieure à laquelle les deux sociétés doivent être soumises. L'Église, toute première, dans les répons et antiennes de son office, redira de lui : « Il fut le roi établi par Dieu comme gardien de la justice... Il élève sa terre et sa patrie, le roi qui aime à suivre la justice. »

Et nunc reges, intelligite... La France chrétienne du treizième siècle n'offrait pas seulement au monde les disciplines de la pensée, de la charité, de l'art, elle enseignait aux rois ce que devait être la royauté. Boniface VIII, en 1297, par un acte solennel de canonisation, fait resplendir devant eux tous l'auréole de saint Louis, à la veille même du douloureux conflit qui allait mettre aux prises les fleurs de lis et les clefs de saint Pierre. Et le souci permanent qu'auront nos rois, jusqu'en plein dix-huitième siècle, d'affirmer une filiation entre leur gloire et cette auguste gloire, et de faire prononcer chaque année le panégyrique du saint ancêtre, sera pour l'Église l'occasion de leur rappeler — ce seront les propres termes de Paul de Gondi, futur cardinal de Retz, glorifiant saint Louis devant le petit Louis XIV — qu' « un roi doit n'être qu'un instrument de la religion dans les mains de Dieu, en faisant régner Jésus-Christ dans son cœur et dans son royaume ».

GEORGES GOYAU.

Un mois en Syrie

QUELLE idée faut-il se faire du rôle de la France au Liban et en Syrie? Pourquoi sommes-nous là-bas? Quelle tâche accomplissons-nous? Quels problèmes avons-nous à résoudre? On tentera de répondre à ces questions. D'août à septembre dernier, j'ai parcouru le pays, de la mer à l'Euphrate, et de la Cilicie à la Palestine. Je ne prétends nullement imposer des solutions au lecteur. Sur beaucoup de points, on peut hésiter sur les partis à prendre. Le dessein de cet article est de donner au moins les énoncés des problèmes.

*
* *

Rappelons sommairement les faits. A la fin de la guerre, l'armée Allenby, qui contient un petit détachement français, et qui a marché d'Égypte en Palestine, puis de Palestine en Syrie, occupe à la partie méridionale de l'Asie Mineure : à gauche, la Cilicie ; à droite, la ligne Marach-Ourfa.

Il est décidé par un accord franco-britannique du 15 septembre 1919 que les troupes britanniques en Syrie et en Cilicie seront relevées par les Français. Cette relève commence en novembre 1919. Seulement les contingents français sont extrêmement faibles. Nous n'avons à ce moment que 13 bataillons, 2 régiments de cavalerie et 4 batteries pour relever 34 bataillons, plus de 15 régiments de cavalerie et 13 batteries.

Sur ces entrefaites, les Grecs ont occupé Smyrne. Un vif mouvement nationaliste se dessine en Turquie. Les garnisons françaises en subissent immédiatement le contrecoup. Au début de 1920, elles sont attaquées par les troupes nationalistes, et obligées d'évacuer un certain nombre de points avancés.

Pendant ce temps, que se passe-t-il en Syrie? Le pacte de la Société des Nations, inséré dans les divers traités de paix, prévoit par l'article 22 que les nations nouvellement appelées à la liberté pourront être mises sous la tutelle des nations plus âgées, qui recevront le *mandat* de faire l'éducation politique de leurs cadettes. Le mandat, en ce qui concerne la Syrie, est donné à la France ; en ce qui concerne la Palestine, à la Grande-Bretagne. La France envoie comme haut commissaire en Syrie le général Gouraud, qui débarque à Beyrouth en novembre 1919.

Le pays qu'il trouve devant lui est un chaos dans lequel il mettra peu à peu l'ordre et la paix.

Cette période d'organisation durera pendant l'année 1920 : année véritablement dramatique, où la guerre extérieure, les troubles intérieurs, ont demandé à des troupes peu nombreuses et surmenées des efforts héroïques. Les Turcs, au nord, ont été définitivement arrêtés en novembre 1920 ; à l'est, Fayçal a été chassé de Damas en juillet 1920. Depuis lors, la sécurité extérieure n'a plus été troublée ; mais les combats contre des bandes révoltées dans les régions montagneuses ont duré jusqu'au mois d'août 1921. En septembre, on passait partout sans escorte. Seules, quelques sauvages régions du nord, comme les montagnes de l'Amanus qui dominent le golfe d'Alexandrette, étaient réputées dangereuses. De même au nord d'Alep, la région de Killis passait pour assez peu sûre. C'étaient là des îlots. Et encore les automobiles allaient à Alexandrette sans être attaquées. Dans le territoire des Alaouites, longtemps tenu pour périlleux, le général Billotte se promenait sans escorte, dans son automobile, à toute heure du jour et de la nuit.

Dans l'extrême sud, je suis allé moi-même dans les farouches montagnes du Djebel Druze, seul avec un officier interprète, sans courir aucun risque. On peut dire que le pays était entièrement pacifié. Naturellement, je ne me porte pas garant que de nouveaux mouvements insur-

rectionnels ne se produiront pas. Mais enfin, en deux mois de séjour, je n'ai vu tirer des coups de fusil que sur l'Euphrate, à 350 kilomètres dans le sud-est d'Alep, au fin fond du désert. Encore ne s'agissait-il que d'une affaire de patrouille.

*
* *

Quelle était donc, vers la fin d'octobre, la situation extérieure?

J'ai visité la frontière nord vers la fin de septembre. Elle était tenue par deux divisions : la division Dufieux, à l'ouest, c'est-à-dire en Cilicie ; la division de Lamothe à l'est, c'est-à-dire au nord d'Alep et sur l'Euphrate. Sur ce fleuve, j'ai rencontré un poste à Meskene, un poste à Karakol el Amman, un poste à Deir ez Zor.

La division Dufieux, très fortement retranchée au nord de Mersina, de Tarsus et d'Adana, paraissait inexpugnable. Elle avait connu en 1920 des moments très durs. Les trois villes étaient cernées et isolées, tout le plat pays étant aux mains de l'ennemi. A Mersina, les avant-postes ennemis étaient au bout du champ d'aviation, à 500 mètres de la ville. A Adana, les balles sifflaient dans la ville. Mais la division s'était dégagée par ses propres moyens d'abord, puis avec l'appui d'une colonne, d'août à novembre 1920. Les Turcs avaient été rejetés, au nord de la voie ferrée, où les trains circulaient librement. A partir de novembre, comme on l'a dit, l'ennemi avait été réduit au silence. Ce n'est que cinq mois plus tard, en mars 1921, qu'un armistice intervint officiellement. A l'automne 1921, les Turcs, contraints de rappeler toutes leurs forces disponibles contre les Grecs qui menaçaient Angora, n'avaient plus devant les Français que de très faibles effectifs.

Plus à droite, de l'autre côté de l'Amanus, la division de Lamothe avait pour position avancée vers le nord Aïnteb. Cette ville, enlevée après un siège mémorable, avait pour garnison un bataillon de tirailleurs. De ce côté aussi, la situation paraissait parfaitement calme.

On savait d'autre part que M. Franklin-Bouillon était à Angora, et qu'il négociait, avec les nationalistes, un accord qui ne pouvait manquer d'être bientôt conclu. On s'expliquait ainsi que nous n'ayons pas saisi le moment où les Turcs étaient gravement menacés par les Grecs sur

leur front ouest pour culbuter les forces dérisoires qu'ils avaient laissées sur leur front sud. Nous aurions certainement pu réoccuper sans peine Marache, Ourfa, Diarbekir, et réunir ainsi à l'État d'Alep les villes qui en dépendent économiquement. Il est évident qu'en ne bougeant pas, nous avons voulu donner à la Turquie un gage d'amitié assez manifeste pour que cet État ne pût douter de notre sincérité.

Cependant, dans les négociations qui avaient lieu et qui se sont terminées par l'accord du 20 octobre, deux points préoccupaient l'un les habitants de la Cilicie, l'autre les habitants d'Alep.

En Cilicie, une minorité très importante, 80 000 personnes, disait-on, composée d'Arméniens, de membres d'autres confessions et même de Turcs, craignant les représailles qui suivraient le retour des nationalistes, avaient décidé de se retirer avec les troupes françaises, à moins que leur sécurité ne fût garantie. La meilleure garantie semblait être la création d'une gendarmerie à cadres européens.

A Alep, la difficulté, toute différente, n'était guère moins grave. Cette grande ville de 300 000 habitants n'est arrosée que par un ruisseau insignifiant, le Koueik. Signe caractéristique, tandis que toutes les autres villes de la Syrie sont accompagnées de jardins, Alep apparaît, vue du haut d'un avion, comme un fourmillement de pierre blanche dans une plaine nue. En fait, les eaux qui alimentent Alep viennent d'Aïn-tab. Si l'on devait rendre Aïn-tab aux Turcs, Alep serait donc séparée des sources qui l'alimentent par une frontière politique. En fait, la ville serait à la merci des Turcs. Sans doute, on peut remédier au mal en dérivant l'eau de l'Euphrate. Mais c'est un immense travail, l'Euphrate coulant à 250 kilomètres dans l'est. Le gouverneur d'Alep ne m'a pourtant point caché que c'était là l'un des deux desiderata du gouvernement, l'autre étant la construction du chemin de fer d'Alep à Alexandrette. Ainsi pourvue d'eau, au milieu de vastes terres fertiles que l'irrigation féconderait, douée d'un débouché commode sur la mer, la région d'Alep deviendrait probablement très prospère.

*
* *

En même temps, un autre problème préoccupait l'opinion. Quel fond pouvait-on faire sur les hommes d'Angora?

On n'a, je crois, une idée nette de la question que si on l'examine tour à tour de deux points de vue, selon qu'on se place au sud, en Cilicie, ou au nord, à Constantinople.

De Cilicie, on recevait d'eux une impression assez mauvaise. Moitié réguliers, moitié bandits, pillant et razziant, quelquefois avec férocité sauvage, les Turcs avaient à leur charge de très vilaines histoires. Telle était celle de la garnison d'Ourfa, qui, ayant capitulé avec promesse de la vie sauve, avait été attaquée et massacrée quelques heures plus tard.

Je dois dire que le sentiment devient tout autre quand on approche de Constantinople. On s'aperçoit que le nationalisme est vraiment toute la Turquie. Le personnel d'Angora et celui de Constantinople ont le même programme et marchent d'accord. Ce programme, un des jeunes hommes d'État parmi les plus considérables le résumait ainsi : faire de la Turquie une nation à l'occidentale. « Nous avons fait, disait-il, le sacrifice des territoires qui ne sont pas proprement turcs. » Mais, dans les limites strictement nationales, ils entendent jouir d'une indépendance complète. Le contrôle leur est odieux, et c'est pour cette raison sans doute qu'il n'en est pas question dans le traité d'Angora.

Le négociateur, poussant jusqu'au bout la confiance, a donc remis à leur bonne foi l'exécution de l'accord. On prête au général Pellé, haut commissaire français à Constantinople, cette parole adressée aux Turcs : « En ce moment, vous passez votre baccalauréat. » Il entendait par là qu'à la façon dont seraient remplis les engagements d'Angora, l'Europe jugerait l'aptitude de la Turquie à un gouvernement dégagé de contrôle.

Quel sera le succès de cette expérience? La bonne foi du gouvernement d'Angora n'est pas douteuse. Mais il reste trois points obscurs. Pourra-t-il se faire obéir sur place, et aura-t-il le moyen d'empêcher les réactions locales, les vengeances de bourg et de famille, les désordres? D'autre part, n'y a-t-il pas des puissances intéressées à ce que les Turcs échouent dans cette première épreuve de la liberté? Ce sont les nations qui, installées momentanément à Constantinople en vertu de l'occupation militaire, désirent y prolonger leur séjour. Le prétexte à donner sur les rives du Bosphore ne peut être que l'incertitude et la mauvaise marche des choses turques. Enfin, quelle est la solidité du gouvernement d'An-

gora? Il y a, de l'aveu même des Turcs qui m'en parlaient avec le plus de sympathie, des éléments excessifs et dangereux. Au moment où la destinée se jouait sur le Sakharia, ce n'était pas un mystère qu'Enver-pacha était dans la coulisse, à Moscou, disaient les uns, à Berlin, disaient les autres, prêt à remplacer Mustapha-Kemal. Au total, la situation est loin d'être claire.

L'accord d'Angora a été, me dit-on, accueilli au Liban et en Syrie sans manifestations. Peut-être la satisfaction de l'élément musulman de Beyrouth se laissait-elle voir. Mais il est bien évident que la suite des événements qui se dérouleront en Turquie ne peut manquer d'avoir une répercussion sensible sur la Syrie. D'autre part, la liquidation des affaires turques est de première importance pour ce pays. Lorsque je m'y trouvais, toute la vie économique était suspendue en attendant cette liquidation. La Turquie avait, par exemple, l'habitude d'engager, pour telle et telle garantie, telle et telle partie de ses revenus. Il en résulte que la dîme, dans certaines régions de la Syrie et du Liban actuels, est encore engagée à tel grand service fonctionnant en Turquie : de sorte que les pays de mandat français se trouvent avoir des finances inégales et singulières. Quoique ces pays soient séparés de la Turquie, les services de la dette, ceux de la régie des tabacs, continuent à y fonctionner comme par le passé. Il y a là tout un ensemble de questions à régler.

*
* *

Sur la frontière de l'est, la Syrie se trouve en contact avec le royaume de l'Irak, pays de mandat britannique, dont l'Angleterre a remis la couronne à Fayçal.

Ici nous touchons à un point très délicat, qui est la politique arabe de la Grande-Bretagne. Il semble que la pensée qui dicte la politique de Londres ait été de tendre devant l'Inde un rideau de cavalerie. Cette mission est confiée à un certain nombre d'États, auxquels on a donné pour princes des membres de la famille chérifienne de Hussein. Celui-ci a été fait roi d'Arabie ; deux de ses fils, Fayçal et Abdullah, ont été faits rois l'un de l'Irak, avec Bagdad pour capitale, l'autre de Transjordanie, c'est-à-dire du maigre désert à l'est de la Palestine.

Les arrangements de l'Angleterre avec la famille de Hus-

sein datent, dit-on, de 1915. Il s'agissait alors de créer dans les pays arabes une diversion contre la Turquie et menacer le flanc d'une expédition turque contre l'Égypte. Je ne saurais me prononcer sur la valeur qu'a eue cette diversion. Après avoir servi d'épouvantails contre les Turcs, les princes chérifiens ont servi d'instruments contre les Français. Quand les Alliés arrivèrent devant Damas, il fut interdit à la cavalerie française, qui marchait à l'avant-garde, d'entrer dans la ville. Les Anglais ménageaient en effet la prise de possession de Damas par Fayçal. Il y est resté jusqu'en juillet 1920, intrigant, dupant, fomentant des troubles, jusqu'à ce que le général Gouraud en finisse avec lui par une expédition militaire qui, battant complètement les forces chérifiennes au défilé du Khan Meisseloun, entra dans Damas. Une autre colonne entrait dans Alep. Non seulement l'entrée à Damas, au lendemain de la victoire, se fit sans difficulté, mais depuis lors le pays est parfaitement tranquille.

Quant à Abdallah, il est assez misérable dans son royaume de Transjordanie. Il habite là sous la tente, et il jette des regards de convoitise sur la Syrie. Comme il prendrait volontiers la succession de son frère à Damas ! L'obstacle est la présence des Français, et en particulier de leur chef, le général Gouraud. On ne peut pas affirmer qu'Abdallah ait eu l'intention de se défaire du haut commissaire français. On ne peut pas affirmer qu'il ait eu le dessein, à la faveur d'un assassinat, de soulever l'État de Damas. Mais on ne peut guère douter que son entourage ait eu cette pensée. Des bandits, dont on sait les noms, et qui venaient de Transjordanie, tentèrent d'assassiner le général Gouraud le 23 juin dernier, sur la route de Kuneitra. Le héros de Champagne échappa par miracle. Les coupables sont connus ; le gouvernement de Palestine n'a pu jusqu'ici les faire arrêter.

Il ne faut pas se faire d'illusion sur la puissance de Hussein à la Mecque, de Fayçal à Bagdad, de Abdullah en Transjordanie. Pour les habitants des villes, ils ne seront jamais que des Bédouins ; les musulmans fidèles leur reprochent d'avoir pris parti contre le khalife et trahi leur religion ; les chefs arabes ne leur sont attachés qu'autant qu'ils sont payés. Toute cette prétendue puissance arabe est une poussière.

La présence des princes chérifiens sur nos frontières permet de nouer des intrigues, de recevoir des révoltés fugi-

tifs, de préparer des guets-apens. Le coup de Deir-ez-Zor a été probablement tenté à l'instigation plus ou moins directe de Fayçal. Cette ville, qui est à mi-chemin entre Alep et Bagdad, au point où les caravanes passent l'Euphrate, est un poste d'observation important. Celui qui en est maître surveille son voisin. Si Fayçal y était, quelles influences ne rayonneraient pas de là vers la Syrie ! Les Français ne peuvent être tranquilles qu'en tenant, sur leur frontière orientale, cette ligne de l'Euphrate, toute perdue qu'elle soit dans le désert. D'Alep à Deir-ez-Zor, il y a vingt-cinq jours de marche. C'est assez dire que les postes du fleuve, perdus à une pareille distance, ont une vie difficile et une tranquillité précaire. Toutefois l'aviation est ici d'un puissant secours. Partis des environs d'Alep au lever du jour, nous sommes arrivés à Deir-ez-Zor avant midi. La moindre insulte des nomades est sévèrement punie deux jours plus tard. Il y a de quoi les faire réfléchir et assurer notre prestige.

*
* *

En somme, il n'y a pas pour la Syrie de danger extérieur sérieux. Vers le sud, l'occupation française s'est étendue sans combat jusqu'au groupe de volcans de Djebel Druze, que les Turcs n'avaient jamais pu occuper complètement, et sur toute la fertile région des laves descendues de ces volcans et qui forment les terres à blé du Hauran.

Quelle est la situation intérieure du pays ainsi circonscrit?

Ce qu'on appelle communément Syrie enveloppe des régions assez diverses, où trois grands États correspondant aux anciens vilayets turcs ont naturellement leur place. Un certain nombre d'unités plus restreintes peuvent être envisagées.

Des trois grands États, celui qu'on rencontre d'abord en abordant est celui du grand Liban, dont la capitale est à Beyrouth. Il est essentiellement formé de la chaîne côtière du Liban, et plus à l'est, de la dépression fertile de la Bekaa, qui le sépare de l'Antiliban. Son indépendance a été proclamée par le général Gouraud le 1er septembre 1920.

A l'est du grand Liban, la région de l'Antiliban avec son revers sur le désert forme l'État de Damas, qui s'étend à l'est

jusqu'à l'Euphrate, au sud jusqu'aux points d'eau qui sont au delà du Djebel Druze.

Au nord de l'État de Damas, s'étend une région de plaines en grande partie volcanique, souvent très fertile, qui constitue l'État d'Alep. Cet État était réuni à celui de Damas sous le sceptre de Fayçal. Mais Alep ne veut plus aujourd'hui entendre parler d'union avec Damas.

Enfin au nord du grand Liban s'étend une région montagneuse, d'accès difficile, habitée par un peuple dont la religion est assez mal connue. Ce peuple s'appelle les Ansariehs. Le nom officiel de la région est territoire des Alaouites. Le gouvernement réside sur la côte, à Lataquieh.

Telles sont les quatre grandes subdivisions du pays. On peut en imaginer d'autres, et une subdivision plus complète de la région a des partisans. Pour le moment, occupons-nous seulement des trois grands États : grand Liban, Damas, Alep.

Il fallait créer pour le mandat, qui est un régime nouveau, un mécanisme inédit ; et voici celui qui a été imaginé. Nous allons le voir fonctionner par exemple dans l'État de Damas, où le problème est relativement simple, et où les résultats, en une année, ont été excellents.

Représentez-vous, dans la capitale, un gouvernement indigène, composé d'un gouverneur et de directeurs. Le gouverneur est le chef de l'État ; les directeurs jouent le rôle que joueraient des ministres. Ils sont assistés de conseillers français : auprès du gouverneur, se trouve un délégué du haut commissaire, le très brillant et très intelligent colonel Catroux ; auprès des directeurs, se trouvent des conseillers techniques, qui sont Français. Il court d'étranges légendes sur le nombre des fonctionnaires français. Pour tout l'État de Damas, qui mesure 600 kilomètres sur 400, il y en a onze.

L'État d'Alep est organisé sur le même modèle. La principale différence est que le délégué du haut-commissaire, le général de Lamothe, commande en même temps, dans cette région frontière, la 2e division. Dans l'État du grand Liban, les conditions sont différentes. Tandis que l'État d'Alep et celui de Damas sont nettement musulmans (le dixième seulement de la population est chrétien dans l'État de Damas), dans le grand Liban, au contraire, les deux religions sont à peu près également représentées. En l'absence de statistique, il est impossible de donner des chiffres précis. Cependant on peut admettre, jusqu'à vérification, une faible

majorité chrétienne. Certaines circonscriptions, comme le sandjak du Liban nord, sont partagées à peu près également entre musulmans, orthodoxes et catholiques. Dans ces conditions, le choix d'un gouverneur indigène étant provisoirement impossible, le gouvernement a été confié à un des plus brillants officiers de la marine française, le commandant Trabaud, qui pendant toute la guerre, établi à l'île de Ruad, avait fait passer en Syrie des vivres qui n'étaient que trop nécessaires. Mais d'une part, il a pour secrétaire général un Libanais, S. E. Adib pacha. D'autre part, le Conseil administratif, fondé en 1864, subsiste sous la forme d'une commission administrative provisoire. Enfin les sept grands services de l'État ont à leur tête de hauts fonctionnaires libanais, assistés de conseillers techniques français.

Cette organisation double, administrateurs indigènes et conseillers techniques français, correspond exactement à l'esprit du mandat. Elle est susceptible d'être progressivement assouplie jusqu'au moment où la Syrie et le Liban atteindront leur majorité politique. « L'avenir dépendra de vous-mêmes, messieurs, disait le général Gouraud au mois de juin, et du conseil de vos représentants dont l'action augmentera à la fois par l'accroissement des matières en lesquelles il aura le pouvoir délibératif et par l'élargissement du suffrage dont il est issu. » Autrement dit, la Syrie et le Liban s'acheminent d'une tutelle provisoire à une émancipation complète, qui coïncidera avec l'établissement dans ces pays d'un régime représentatif tel qu'il fonctionne dans les démocraties occidentales.

C'est ce passage qui est proprement le problème à résoudre. Comment peut-on le définir et le subdiviser?

*
* *

Une première question se pose. Quelle forme prendra l'ensemble géographique qui constitue la Syrie? Nous avons vu trois grands États, auxquels il faut joindre le territoire des Alaouites, au nord-ouest, un gouvernement en voie d'organisation dans le Djebel Druze au sud-est, et peut-être d'autres régions de moindre étendue. Est-il possible de réunir ces diverses unités dans une fédération d'États? Si c'est impossible, quel lien peut-on imaginer entre elles?

Mon impression, que je donne pour ce qu'elle vaut, est

que ce problème, qui obsède nos esprits latins, n'exige nullement une solution immédiate. L'état provisoire où l'union est faite par le haut-commissariat peut subsister sans inconvénient grave. L'avenir pourra seul montrer quel *modus vivendi* est le plus satisfaisant. Pour le moment, les divers États sont tout au plaisir d'être séparés. Le grand Liban ne veut pas entendre parler d'une union avec Damas. Et pas davantage Alep. D'autre part, il suffit de parcourir le pays ou seulement d'examiner une carte pour s'apercevoir que ces pays sont solidaires. Que peut l'intérieur sans les ports de la côte? Que peuvent d'autre part les ports du Liban rocailleux et calcaire, s'ils ne sont pas des points d'échange entre l'Occident et l'intérieur. Une union économique est donc indispensable, et personne ne le nie. Nos esprits d'Occidentaux ont peine à concevoir qu'une union économique aussi étroite ne tende pas à créer un lien politique. Mais ceci, encore une fois, est du domaine de l'avenir, et il serait, je crois, peu opportun de vouloir faire violence à des antipathies qui sont dans toute leur vivacité.

Dans l'ensemble, je ne crois pas que le mandat français soit sérieusement discuté. On peut, à ce point de vue, subdiviser l'opinion en trois groupes : 1° A l'intérieur du pays, non seulement le mandat n'est pas mis en cause, non seulement il est accepté avec reconnaissance, mais très fréquemment l'autorité française est sollicitée de faire de l'administration directe, à quoi elle se refuse toujours. 2° Certaines villes de la côte sont des foyers d'agitation politique. L'esprit politicien est très développé en Syrie. Il est servi par une intelligence très vive, et un don de parole qui va communément jusqu'à l'éloquence. Ajoutez que beaucoup d'habitants de ces villes ont une culture occidentale, par quoi ils diffèrent profondément de l'ensemble de leurs compatriotes. La triste histoire de leur pays a encore développé l'esprit de combinaison et d'intrigue. 3° Beaucoup plus turbulents et vraiment funestes sont les Syriens établis à l'étranger, qui y ont fait fortune, et qui, sans avoir participé aux épreuves de leur pays, sans responsabilité comme sans mandat, se font en Europe les porte-parole supposés et brouillons d'un peuple qui ne les accepte pas. C'est ce clan sans valeur qui organise à Genève un pseudo-congrès, dont le président, émigré fort riche, porte un titre de prince acheté à l'avarice d'Hussein. Ceux-là et ceux-là seuls discutent le

mandat français. Leurs prétentions ont provoqué au Liban et en Syrie des protestations unanimes.

J'ai causé assez longuement avec l'un d'entre eux et je ne me rappelle pas de conversation plus saugrenue. Il voulait me démontrer que la Société des Nations avait le plus grand tort de mettre son pays (qu'il n'habite pas) en tutelle. « Nous ne sommes pas des mineurs », répétait-il. Et il esquissait à grands traits l'histoire d'un Liban invincible, où nul agresseur n'avait pu pénétrer, qui saurait s'administrer, qui saurait se défendre. Pendant qu'il parlait, je me rappelais les potences turques. Et je me demandais dans quel irrémédiable gâchis, funeste pour lui-même, dangereux pour le monde entier, tomberait un pays livré à ces hurluberlus.

Le mandat français n'est pas en cause ; la transition du régime du mandat au régime d'émancipation totale est l'affaire des Syriens et des Libanais. On doit souhaiter que cette transition soit rapide ; mais on ne peut se dissimuler qu'il y a beaucoup à faire. Les bases d'un État libre n'existent pas. Comment penser à un régime représentatif quand on voit le recensement, base de toute vie politique, provoquer dans ces pays une opposition violente? Une fois le recensement fait, on sera encore loin de compte. Le régime de la grande propriété permettra aux maîtres de la terre de conduire au vote des masses de 2 à 3 000 électeurs. La lutte politique se limitera au conflit de quelques chefs. Chez ces chefs et chez les électeurs, il reste à souhaiter que l'esprit public se développe. Il est encore étouffé aujourd'hui par l'esprit particulier. Les intérêts individuels, les intérêts locaux l'emportent sur l'intérêt général. Les notions, qui sont le principe même de l'existence des États, et tout d'abord celle du sacrifice de l'individu à la communauté, doivent être développées.

Venons au développement économique du pays. Il s'agit d'un pays agricole, dominé par une population urbaine de banquiers qui sont en même temps propriétaires et commerçants, très subtils et rompus aux affaires. Le pays peut incontestablement être mis en valeur. Il ne faut pas en attendre, selon toute vraisemblance, un El Dorado. Ce ne sera probablement jamais un pays de très grand rendement, qui pèse sur les marchés du monde. Mais enfin il peut être très prospère. Ici, autant qu'il me semble, la question primordiale est celle des travaux publics : irrigation ou assèchement, voies de communication, et enfin et surtout aménagement

des ports. Pour les voies de communication la France a déjà beaucoup fait, en restaurant et en créant des routes, en rétablissant des chemins de fer. Mais il est bien évident que la grande question de l'avenir est celle-ci : quel sera le grand port de transit vers l'intérieur? Les Anglais cherchent à développer en Palestine le port de Haiffa, où aboutira, dit-on, la pipeline qui amènera à travers le désert les pétroles de Mossoul. Plus au nord, la nature a préparé les ports d'Alexandrette et de Tripoli. Au moment où je me trouvais en Syrie, ils avaient des partisans l'un et l'autre. Le port d'Alexandrette, ouvert aux vents d'ouest, a l'avantage d'être en eau profonde ; mais le chemin de fer qui les relierait à l'intérieur reste à construire. Le port de Tripoli est à creuser. Mais, d'une part, l'absence de courants côtiers épargnerait au port une fois creusé le péril d'être ensablé. D'autre part, une chaîne d'îles, qu'il suffit de relier, le protège vers le large. Enfin le chemin de fer de pénétration est construit. Le général Gouraud a inauguré sa réouverture au début d'octobre, et la voie se relie à celle du Bagdad.

Voilà, dans leur ensemble, les problèmes syriens. Beaucoup sont délicats ; aucun ne présente de difficulté vraiment insoluble. L'avenir peut être imaginé conforme à la tradition du passé, sur ce rivage peuplé de souvenirs français. L'antique prospérité peut renaître. La liberté commune peut faire trouver entre les musulmans et les chrétiens une formule de réconciliation qui manque aujourd'hui, et qui est plus nécessaire dans le Liban que partout ailleurs. L'esprit patriotique alors développé sera le principe d'un grand État. Et cet État sera lié à la France, dans l'avenir comme dans le passé, par les liens d'une éternelle amitié.

Henry Bidou.

La Chaussée des Géants[1]

CHAPITRE III

Sur les routes de Kerry.

Erin, Erin, terre sacrée des géants et des saints. Erin, île à la harpe d'or, aux rochers gris sur le sable pâle, au ciel bleu velouté, aux prairies vertes, aux torrents bruns, aux marais noirs. Ah ! de tes côtes, Erin, Irlande bien-aimée, sont partis les grands imrams aventureux, en quête de terres nouvelles. Vers elles sont venus les moines dans leurs auges de pierre, barques plus lourdes et plus légères que celle de Jésus sur le lac de Tibériade. Patrick et Colomban t'ont imprimé le sceau catholique. Tu lui es restée fidèle, Erin, qui pourra jamais dire au prix de quel sang versé ! Et pourtant jamais, terre glorieuse, tu n'as cessé d'unir aux splendeurs strictes des hymnes latins la sombre beauté des mythes du Nord. Myriam de Magdala, la rousse juive romanisée, donne ici la main à Eva, princesse de Leinster, et à la reine Mab, la fée des forêts et des eaux. Elles dansent, toutes trois, le soir, Erin, dans tes clairières. Un de tes bras, ô conciliatrice, se tend vers l'Espagne ; l'autre vers le Groënland. Pour te comprendre, Erin, et pour t'aimer, il faut avoir contemplé la Loire violette et le Rhin vert, et non pas, commis chez quelque marchand de la Cité, s'être borné, le dimanche, en guise de récréation, à pêcher, entre deux coups de Bible, à Maïden-Head ou

(1) Copyright 1922 by Pierre Benoît. Voir la *Revue universelle* du 15 décembre 1921.

à Woolwich, de petits poissons malpropres dans les eaux abjectes de la Tamise.

Le bateau-navette pour Southampton ne quittait le Havre qu'à minuit. Il était huit heures. Que faire, d'ici là, dans cette ville noire, puisque, grâce aux précautions de M. Térence, les formalités les plus fastidieuses m'étaient épargnées? Mes papiers étaient en règle. Mon argent était anglais.

Dans un cabaret du port où j'entrai, pour tuer le temps, je me trouvai seul avec un énorme sergent des troupes britanniques. Il me tournait le dos. A petits coups, il buvait un verre de gros vin rouge. Je voyais sa nuque ravinée, couleur de bifteck trop cuit, ses bras beiges vers le sommet desquels montaient des brisques blanches. Dans quels bizarres pays avait pu combattre cet homme? Il redemanda un verre de vin, et, ayant tiré de sa poche une poignée de pièces d'or, fruit de quelque rengagement, il se mit à les compter avec une rigidité d'ivrogne.

— Voici l'heure.

Je m'embarquai en traversant le pont d'un autre navire, qui faisait office de passerelle. Le vent pluvieux soufflait sur le port.

— Pourrai-je demeurer sur la dunette? demandai-je à l'homme qui avait pris mon billet.

— Vous n'y pensez pas, répondit-il. Je vais vous faire conduire à votre cabine.

Au garçon auquel il me confia, je demandai :

— Serai-je seul, dans ma cabine?

— Il y a avec vous un autre passager.

Je suivis mon guide. J'étais déjà saisi par l'écœurante odeur de caoutchouc et d'huile à machines.

La cabine était très petite. Elle avait, l'une sur l'autre, deux couchettes. Je lançai mon manteau sur la couchette d'en haut.

— Cette couchette est retenue, dit le garçon, en prenant mon manteau qu'il déposa sur la couchette d'en bas.

— Naturellement, fis-je avec humeur : c'est la meilleure.

— Peut-être. Mais, de la vôtre, vous avez la disposition du hublot. Il n'y a pas à songer à l'ouvrir, naturellement, à cause des paquets de mer. Mais, au travers, tout à l'heure, vous pourrez voir un spectacle, un spectacle qui en vaut la peine.

Il vérifia soigneusement la fermeture des rideaux.

— Il est bien entendu que vous ne les écarterez que lorsque la lumière sera éteinte dans la cabine ; sans cela, vous auriez tôt fait

de nous attirer des ennuis de la part des navires de surveillance.

— C'est tout? dis-je.

— C'est tout. Ah! pourtant, encore : les ceintures.

Il me montra les plaques de liège, attachées au plafond par des sangles blanches et bleues.

— Choisissez la vôtre.

— Quand arrivons-nous?

— Demain matin, à six heures. Normalement.

Il répéta :

— Choisissez votre ceinture.

Et il me laissa.

Je me mis en devoir de caser ma valise sous ma couchette. Celle de l'autre passager y était déjà. J'en profitai pour savoir comment il s'appelait. Dans l'équipée où je m'embarquais, la discrétion pouvait être laissée à la porte.

Je tirai à moi l'objet, un sac volumineux, en toile brune. Cousue sur la toile, il y avait une étiquette, maculée de cachets douaniers, une étiquette sur laquelle je lus ces mots, tracés à la main, en grosse ronde :

Docteur Stanislas Grutli

Lausanne.

Il me sembla que ce nom ne m'était pas inconnu. Mais où l'avais-je déjà lu, entendu prononcer? Il me fut impossible de m'en souvenir.

Je remontai sur la dunette. La nuit était plus claire. Le vent semblait tomber.

— Je vais tâcher de me faire oublier ici, pensai-je.

A minuit précis, le paquebot levait l'ancre. A minuit cinq, il passait entre les deux tourelles qui marquent l'entrée du port.

Au même instant, une ombre surgissait devant moi :

— Personne sur le pont! c'est l'ordre.

Je regagnai en maugréant ma cabine.

L'électricité y était allumée. Les rideaux de la couchette d'en haut, tirés d'un bout à l'autre de leur tringle, m'apprirent que le docteur Grütli était déjà installé. Comme j'enlevais mon veston, il se mit à ronfler.

— Ah! murmurai-je, charmant!

Je m'allongeai. Un des verres de la toilette vint tinter contre sa ceinture métallique. Le navire pénétrait en haute mer.

Sur ma tête, il y eut un grincement. Le docteur Grütli s'était sans doute retourné. Au gémissement de la couchette, je compris que mon compagnon devait être un homme d'un poids respectable. Les

rideaux s'étant mis à se balancer, j'entrevis, au-dessus de moi, sur le bord de la couchette, un de ses pieds qui dépassait, un pied solidement chaussé d'une grosse bottine de cuir brun, à crochets de cuivre. La chaussette de laine, retombante, laissait apercevoir la jambe, grasse et velue.

Je tirai ma montre. Cinq heures me séparaient encore de l'arrivée. Je n'avais guère sommeil, et d'ailleurs les ronflements de mon compagnon me laissèrent peu d'espoir d'arriver à m'endormir. A quoi mieux employer cette nuit de veille qu'à essayer de mettre un peu d'ordre dans mes pensées?

* * *

J'avais pris le train pour le Havre à la gare Saint-Lazare, le jour précédent, 15 mars, à huit heures quarante-cinq du matin. C'était, si on veut bien se le rappeler, le 8 mars, huit jours plus tôt, qu'avait eu lieu le déjeuner de Noisy-le-Sec et ma conversation avec M. Térence.

On se rappelle peut-être également que, devenu dépositaire d'une confidence qui ne m'était pas en fait destinée, ma première idée avait été d'aller trouver le véritable professeur Gérard pour le mettre au courant. Or, voici qu'à l'heure actuelle, je me trouvais détenteur de papiers établis pour la plupart au nom de ce savant, en route à sa place vers l'Irlande. Les gens tant soit peu friands de psychologie appliquée ne manqueront pas de chercher la raison d'une aussi étonnante volte-face, et je suis persuadé qu'ils la découvriront dans le fait suivant, révélé en fin d'entretien par M. Térence : c'était chez le comte d'Antrim que devaient être accueillis, au cours de leur séjour en Irlande, les membres de la commission de contrôle international instituée sous les auspices des républicains d'Irlande.

Je me calomnierais d'ailleurs en laissant supposer que cette volte-face allât sans entraîner chez moi une crise de conscience. Une partie de l'après-midi du 9 mars, je me souviens l'avoir passée, square Lagarde, en faction devant le domicile de mon illustre homonyme. « S'il sort, me disais-je, je lui dirai tout. S'il ne sort pas, eh bien ! les destins s'accompliront : je partirai à sa place. »

Il ne sortit pas. Mais, s'il était sorti, aurais-je tenu ma parole? Ah ! je crois bien que je serais tout de même parti.

La matinée du lendemain me retrouva devant la maison du square Lagarde. Mais, cette fois, ma décision était prise, irrévocablement. Au bout d'un quart d'heure, M. Gérard parut, il ne me prêta aucune attention. Je le suivis. Par les rues Vauquelin, Claude-Bernard et

Gay-Lussac, il gagna la rue d'Ulm, dans laquelle je le laissai s'engager. J'avais eu tout le loisir de constater que nous étions tous deux de la même taille, et que, si je ne lui ressemblais pas particulièrement, il n'était affligé du moins d'aucun de ces signes distinctifs — verrue, oreille couturée, joue vitriolée — qui eussent rendu vraiment par trop aléatoire mon usurpation.

Ce fut donc dans une sécurité d'âme à peu près complète que, les trois jours de délai convenus étant écoulés, je revis M. Térence et que je lui fis part de mon acceptation. Elle était subordonnée naturellement à l'obtention du congé de deux mois jugé d'un commun accord indispensable. De ce côté, les choses allèrent beaucoup plus vite et beaucoup mieux que je n'aurais osé l'espérer. Les dignitaires du ministère des Affaires étrangères qui avaient la haute main sur la maison de la Presse avaient l'esprit animé du plus aimable dilettantisme. Ils trouvèrent d'une actualité parfaitement suffisante la mission que je sollicitais d'eux pour être autorisé à aller étudier sur place l'influence des penseurs démocrates français du dix-neuvième siècle sur les hommes politiques irlandais de l'époque correspondante. J'eus même la confusion de me voir attribuer, pour cette enquête, une somme fort rondelette, que je dus accepter, sous peine d'éveiller les plus légitimes soupçons.

Mon départ ayant été fixé au 15 mars, je passai, comme bien on le pense, cette semaine dans les diverses bibliothèques où je pouvais avoir accès. La tâche qui s'imposait à moi en ces quelques jours était double : me constituer d'abord une documentation aussi complète que possible sur l'histoire et la géographie de l'Irlande ; ensuite et surtout, prendre connaissance de l'œuvre du professeur Gérard. Ici, il ne s'agissait pas de plaisanter, puisque, cette œuvre, elle allait devenir mon œuvre. Elle était appréciée dans tous les milieux savants d'Europe, et il y avait neuf sur dix à parier que j'allais rencontrer des admirateurs parmi les membres de la fameuse commission de contrôle. Ils croiraient m'être agréable en m'entretenant de mes travaux, en m'en complimentant. Inutile de dire que, pour ma part, j'étais bien décidé à ne pas rechercher l'occasion de tels éloges, et à donner à ces étrangers une haute idée de la modestie des savants français. Mais, enfin, il fallait tout prévoir, même le cas redoutable où il y aurait parmi eux un spécialiste de la philologie celtique. A cet effet, j'emportai avec moi une étude redoutablement technique consacrée à la phonétique du vieux breton. Grâce à elle, je pouvais espérer briller d'un éclat rapide, mais vivace, dans une discussion de cet ordre qui pourrait s'engager inopportunément à la table du comte d'Antrim.

— Vos papiers, messieurs.

Quelle idée de surgir ainsi, la nuit, dans la cabine des gens ! Mœurs de guerre. Je tirai le portefeuille, le petit portefeuille obtenu il y avait vingt ans, dans les conditions que l'on sait. Il était devenu bien ridé, bien ratatiné, ce portefeuille. Et comme j'avais eu du mal, l'avant-veille, à le retrouver, parmi les vestiges du passé ! Mais j'avais fini par le découvrir... Pour ce voyage étrange, je ne voulais que lui.

Mes papiers, je l'ai dit, étaient en règle. Ceux de mon compagnon invisible aussi, car leur visite en fut peut-être encore plus rapide que celle des miens. L'inspecteur sortit en nous assurant de ses excuses et en nous souhaitant une bonne fin de nuit. Presque automatiquement, les ronflements du docteur Grütli recommencèrent.

Il pouvait être trois heures du matin, j'éteignis la lumière, je cherchai le sommeil.

Soudain, un coup de roulis un peu plus accentué fit osciller les rideaux qui voilaient le hublot. Le souvenir des paroles du garçon du bord me revint en mémoire. Un beau spectacle, à travers ce hublot... Pourquoi avait-il parlé d'un beau spectacle?

M'agenouillant sur la couchette, j'entr'ouvris les rideaux. Une lumière blanchâtre pénétra dans la cabine.

Je tressaillis longuement. Un beau spectacle ! Ce n'était pas exagéré : devant moi venait d'apparaître le spectacle de la puissance anglaise.

Le brouillard, dru et dense, quand nous avions quitté le Havre, s'était maintenant dissipé. Sous la lueur lunaire, plus claire, semblait-il, que le jour, la mer s'étendait à l'infini, à perte de vue hérissée de navires.

Les uns, énormes et noirs, à intervalles réguliers, observaient une ligne inflexible. Notre humble petit paquebot semblait en passer la revue magnifique. Croiseurs-bouées, forts balancés. Et pourtant, sans doute il n'y avait là, employés à cette obscure besogne de vigies, que les vieux monstres démodés, les navires antédiluviens qui firent fléchir la Russie d'Hull et la France de Fachoda. Quelle devait être alors l'impression donnée par les autres, les grands premiers rôles, les puissants rapaces mobiles qui, à la même heure, sur toutes les mers du monde, pourchassaient le gibier de l'Empire.

Ceux que je voyais, à cette heure, devant moi, étaient suffisamment générateurs de respect et d'effroi. Par instant, l'un d'entre eux disparaissait à l'œil ébloui. C'est que, balayant la mer, un puissant faisceau électrique venait de surgir à son flanc. Dans le brutal angle lumineux, on voyait les lames onduler, s'entre-choquer avec autant de netteté que sur l'écran d'un cinématographe. Puis,

d'un coup sec, le projecteur bondissait vers les cieux. Il y traquait, très haut, l'essaim moutonnant des petits nuages nocturnes.

Entre ces colosses, immobiles et rigides, c'était le grouillement, le fourmillement des terribles insectes marins, depuis le destroyer jusqu'au torpilleur. En moins d'une heure d'observation, je comptai bien une cinquantaine de ces jeunes monstres. Moins foncés que le flot, animés d'une vitesse qui les faisait ressembler à des chenilles vertigineuses, ils évoluaient de tous côtés. Leur avant piquait du nez dans l'écume blafarde. On les croyait engloutis. Et soudain ils émergeaient, loin, très loin, à toute allure, pour disparaître et reparaître encore.

Ce que je ne voyais que sur la gauche du vaisseau qui me portait se répétait aussi sur sa droite. Et partout, il devait en être, il en était ainsi. Partout cette haie de formidables sentinelles, transformant, de jour comme de nuit, depuis un an et demi, pour combien d'années encore, Manche et mer du Nord en un énorme boulevard d'eau.

Ah ! si, à cette heure, ce n'était pas, de par la volonté britannique même, dans les dolentes tranchées de France qu'il fallait venir chercher la preuve de l'effort guerrier de l'Angleterre, ici, du moins, dès le premier jour, sur les voies mouvantes d'où pouvaient lui venir la menace directe, cet effort guerrier, comme on sentait qu'elle l'avait donné, et bien donné. Derrière l'immense ligne de feu qui vous éclabousse, tremblez, petites gens de Pont-à-Mousson, de Fismes et de Dunkerque ! Pendant ce temps, grâce à la *Great Fleet*, on est bien tranquille à Piccadilly, et jamais les dispositions du *Stock Exchange* ne se sont montrées plus favorables.

Le front collé au hublot, je regardais, je songeais, je supputais les millions et les millions de tonnes d'acier forgées dans la nuit rouge et bleue, le labeur, la sueur humaine, les calculs forcenés, l'égoïsme gigantesque inclus, symbolisés dans cette silencieuse armée de géants noirs. En cette minute, l'extraordinaire folie de la lutte entreprise par les amis de M. Térence m'apparut toute. « L'idée, disait-il. L'idée... » Ah ! que peut l'idée contre le déploiement d'une force aussi infernale. Que peut-elle, la vierge blonde, liée sur le rocher autour duquel vont et viennent sans cesse les dragons de feu et les requins blindés de fer.

Et toujours, à mesure que la marche de notre bateau renouvelait vers l'ouest le champ de la vision, toujours de nouveaux navires de guerre, toujours...

Je ne sais l'heure qu'il pouvait être lorsque, succombant à la fatigue, je m'endormis. Quand je m'éveillai, le bruit mou de l'eau

glissant contre la cloison avait fait place à un grand vacarme de treuils, de chaînes, de caisses roulées sur le pont. Nous étions à Southampton.

Mon premier regard fut pour la couchette du docteur Grütli. Elle était vide. Mon compagnon avait quitté la cabine pendant mon sommeil. A ce moment précis, je tressaillis ; je venais de retrouver et de la façon la plus inattendue, le détail dont j'étais en quête depuis la veille, depuis l'instant où j'avais lu le nom du docteur sur son sac de voyage. Le docteur Grütli, je ne me trompais parbleu pas lorsque je croyais me rappeler son nom ! Ce nom, je l'avais lu, et il n'y avait pas huit jours, à la Bibliothèque nationale, en me documentant sur l'œuvre de M. Gérard. Et je venais, avec épouvante, de me souvenir du titre qui l'accompagnait : *Docteur Stanislas Grütli, professeur de langue et littérature celtiques à l'Université de Lausanne.*

Savoir que, dans le monde entier, il n'y a peut-être pas en tout, le professeur Gérard compris, dix professeurs de langue celtique, et, dès mes premiers pas, me heurter à l'un d'entre eux, on admettra que c'était là le signe d'une malchance singulièrement inquiétante. Il m'était en effet, par ailleurs, impossible de douter que le professeur Grütli ne fût le représentant de la Suisse dans la commission où j'avais usurpé le redoutable devoir de représenter la France. Pendant deux mois, il allait me falloir vivre côte à côte avec cet inquiétant spécialiste. Dès qu'il serait informé que, parmi ses collègues, il y avait un professeur de celtique, il ne manquerait pas...

Atterré, je demeurais debout, bras ballants, dans la cabine. Jamais Français y débarquant n'a été moins soumis à cette curiosité des choses de l'Angleterre, qui ont eu sur les libéraux de chez nous, depuis deux siècles, une influence que le temps est probablement venu de reviser.

*
* *

L'itinéraire que m'avait tracé M. Térence était sans lacunes, je n'eus, point par point, qu'à m'y conformer. Paquebots, hôtels, changements de trains, il avait tout arrêté, tout prévu. Au fur et à mesure que j'avançais dans mon voyage, mes appréhensions se calmaient ; je pouvais croire m'être inquiété à tort. Ni dans le train qui me conduisit de Southampton à Fishguard, ni sur le bateau qui me débarqua à Cork, je n'avais, même en y prêtant une constante attention, rien remarqué qui pût me rappeler le sac de toile et les bottines rouges du docteur Grütli. Pourquoi vouloir que le monde entier se fût orienté soudain vers les affaires irlandaises ! Ce brave docteur Grütli, à cette heure, il devait être, il était, j'en étais sûr, à Oxford, ou

à Cambridge, ou mieux encore à Glasgow, où, depuis 1910, le testament du regretté Alexander Fleming a permis la création d'une chaire de littérature gaélique dont l'éloge n'est plus à faire.

Il n'en est pas moins vrai que toutes les émotions que je m'étais promis de ressentir en posant le pied sur la terre d'Irlande s'étaient effacées devant la crainte de me trouver face à face avec le terrible professeur. J'allais bientôt avoir l'occasion de constater que mes appréhensions étaient fondées.

A Mallow, où l'on quitte, pour se rendre à Tralee, la ligne Cork-Dublin, je dus changer de compartiment ; j'étais déjà sur le marchepied de celui que j'avais choisi lorsque j'eus un mouvement de recul, je venais d'apercevoir, marquant la place de son possesseur absent, une valise, la terrible valise en toile rousse du docteur. Sa présence à Mallow ne me permettait plus désormais de me leurrer : il allait lui aussi chez le comte d'Antrim. Il fallait me préparer à le voir surgir devant moi d'un moment à l'autre.

Reprenant mon bagage, j'allai m'installer dans un autre compartiment et m'y enfermai. De là, je me mis à observer le quai. Il y avait une quinzaine de personnes. En attendant le départ du train, ces gens circulaient pour se réchauffer, le temps, par extraordinaire, étant beau et sec, mais froid.

Je vis deux prêtres, des paysans, quelques femmes, un soldat de la *Royal Irish Constabulary*, trois ou quatre messieurs enfin. Je cherchais à deviner parmi ces derniers mon émule de Lausanne lorsque les cris annonciateurs du départ du train l'acheminèrent vers son wagon.

Le docteur Grütli était un gros petit compagnon, à lunettes, naturellement ; il semblait frileux et portait plusieurs gilets superposés. Son feutre verdouillard s'enfonçait sur un crâne qu'on devinait tondu de très près. Il n'était pas ce qu'on appelle un joli homme, ni un homme élégant. Mais enfin sa face ronde n'était pas dénuée d'aménité.

— Après tout, me dis-je, rien ne me permet d'affirmer qu'il passera son temps à me pousser des colles sur les gloses et les racines gaéliques. Et, même si cela arrive, je suis bien libre de ne pas répondre, moi. La science française ne sera pas, en ma personne, bafouée par ce petit Helvète.

J'avais besoin d'air. Je fis glisser dans leurs rainures les glaces du compartiment et m'accoudai à une portière, la quittant pour aller à l'autre, y revenant, afin d'avoir du paysage une impression aussi complète que possible. Celui-ci, sous le ciel de nacre grise, était, ainsi que je l'avais espéré, à la fois sauvage et mesuré.

Le train pénétra dans les landes du Kerry, coupées de tourbières, semées d'étangs au-dessus desquels voletaient, en s'y reflétant avec une étrange netteté, de sombres et mystérieux oiseaux aquatiques. Le vent traversait en trombe mon wagon, ouvert comme un tube, y laissant une traînée d'odeurs de bruyères. Alors le souvenir de la bizarre petite fille vers laquelle je me hâtais m'étreignit et ne m'abandonna plus. Devant la sévère beauté des lieux à travers lesquels notre train roulait, je me mis à comprendre que seulement à présent j'allais savoir ce qu'était Antiope... Antiope ! je répétai son nom tout haut, pour mieux confronter son image avec celle de sa patrie.

A ce moment, on cria le nom d'une petite station :

— Killarney.

Et je sentis que le mot glorieux ne me touchait que par rapport à elle. Killarney, plus vite le train t'aura quitté, et plus tôt je serai près d'Antiope. Plus vite je la reverrai... La revoir? Voici maintenant que je me prenais à en douter. Étais-je bien sûr de la revoir, au moins? L'incohérence de ma conduite, depuis quinze jours, était chose véritablement surprenante.

— « Vous m'avez dit que je recevrai l'hospitalité du comte d'Antrim? avais-je négligemment demandé à M. Térence. Est-ce ce comte d'Antrim à qui j'ai eu jadis l'honneur d'être présenté, vers 1894, à Aix-les-Bains? » Le vieillard avait compté sur ses doigts et avait répondu : « C'est lui. — Il avait à cette époque une fille, d'environ treize ans, et qui faisait un joli tapage dans les jardins de la Villa des Fleurs. — Il l'a toujours, répondit avec sa gravité habituelle M. Térence, et vous avez bonne mémoire en ce qui concerne son âge ; la comtesse de Kendale doit aujourd'hui avoir trente-cinq ans. — La comtesse de Kendale, dites-vous?... — Oui, miss Antiope a épousé, voilà six ans, lord Baxter, comte de Kendale. — Et... le comte d'Antrim vit-il avec ses enfants? — Ils vivaient avec lui, dans son château de Dunmore, sur la côte nord de l'Ulster. Mais, depuis la mort de lord Baxter... — Ah ! lady Baxter est veuve? — Depuis juin 1914. Elle a eu la douleur de perdre à cette date son mari, tué dans un accident d'automobile auquel elle n'a échappé elle-même que par miracle... Depuis cette époque, dis-je, elle a quitté le château de Dunmore, qui lui rappelait trop ce tragique souvenir, et elle est allée avec son père habiter, à deux lieues de Tralee, dans le Munster, le château de Kendale, qu'elle a hérité de son mari. C'est au château de Kendale que vous serez reçu, et je suis content que vous m'ayez fourni l'occasion de vous donner ces détails, puisque, à proprement parler, vous serez les hôtes de la comtesse de Kendale, et non ceux du comte d'Antrim. La chose n'a d'ailleurs aucune importance étant

donné l'affection qui unit le père et la fille, et le dévouement sans borne que la comtesse n'a cessé d'apporter à la cause de l'Irlande libre. »

Tels furent les renseignements que m'avait fournis, *proprio motu*, M. Térence. On comprend que je me sois refusé à risquer d'éveiller sa défiance en en sollicitant d'autres. Et puis, ceux-là, pour le moment, ne me suffisaient-ils pas?

* * *

A Tralee, près de la gare, dans un modeste hôtel, je mangeai des œufs au *bacon*. Le train repartait à deux heures, qui devait nous mener, à quelques milles de là, à la station où devait s'arrêter mon voyage. J'étais de retour à la gare dix minutes avant le départ du train. Je m'arrêtai devant la bibliothèque du quai pour faire emplette de quelques journaux. Comme je payais, le docteur Grütli survint. Je ne voulus pas avoir l'air de fuir. Je vis le philologue tourner et retourner quelques livres, aux couvertures violemment coloriées. Finalement il arrêta son choix sur *She*, de sir Rider Haggard, un des romans de la littérature d'outre-Manche qu'il est le moins permis d'ignorer. Puis, respectivement, nous gagnâmes nos compartiments.

A la station dont je viens de parler, et où nous descendîmes, nous nous trouvâmes tous deux seuls sur le quai. Il m'allait être difficile d'ignorer davantage mon compagnon.

— Ces messieurs vont chez le comte de Kendale?

C'était, à côté du chef de gare, une espèce de grand postillon bleu qui nous interpellait ainsi.

Sur notre signe affirmatif, il s'empara des bagages. Le docteur Grütli lui recommanda de prendre bien soin de sa valise.

Au milieu de la place plantée de courts chênes trapus, une berline, dont la capote était abaissée, attendait.

Le postillon ouvrit la portière.

Je m'effaçai devant le docteur, qui était le plus âgé.

Il s'inclina.

— Professeur Stanislas Grütli, de l'Université de Lausanne, dit-il.

Je m'inclinai.

— Professeur Gérard, de Paris, repartis-je, jugeant décent de ne pas faire plus ample allusion aux liens qui m'unissaient au Collège de France.

Dans le ciel bleu, avec des cris déchirants, des oiseaux passaient se dirigeant vers l'ouest. Mes poumons se gonflaient d'une sorte

d'allégresse angoissée, en sentant la mer si proche, et à ne pas l'avoir encore aperçue.

Soudain, dans une échancrure de granit, elle surgit, immense et noire, crêtée de vagues blanches. Un de ces paysages démesurés que nous avons, au lycée, appris à chérir dans les *Contemplations*.

Le professeur Grütli, de leur étui, retira ses lunettes, et les ayant posément essuyées, regarda l'Océan.

— C'est plus grand que le lac de Genève, dit-il enfin, avec un sourire engageant.

— Certains jours, dis-je par politesse, d'Évian, j'ai regardé le lac, il y avait des vagues véritablement énormes, et on ne pouvait distinguer l'autre bord.

— Il faut véritablement qu'il y ait beaucoup, beaucoup de vent, et beaucoup de brouillard, répondit-il.

Et, tous deux, nous reprîmes le cours de nos pensées.

Copper, copper. C'est ainsi, paraît-il, aux termes des meilleurs renseignements que j'avais pu recueillir à la Nationale, que les petits dépenaillés d'Irlande, accueillent les étrangers et poursuivent pendant des heures leurs voitures. Durant toute la route nous n'eûmes pas affaire à un seul de ces quémandeurs. Des toits des masures apparues aux coudes du chemin montait, dans le soir tombant, un maigre panache de fumée jaune, seul indice qu'elles fussent habitées.

Tantôt en déblai, tantôt en remblai, tantôt en corniche, la route où roulait notre berline coupait de grands escarpements de terre brune, sur lesquels le crépuscule naissant faisait flotter ses vapeurs. Et, tour à tour, suivant que la brise était forte ou plus faible, c'étaient les senteurs marines ou l'odeur des bruyères qui dominaient.

La nuit tombait avec rapidité. Le docteur Grütli ferma le livre qu'il ne pouvait plus lire, serra ses lunettes ; je vis que le moment était venu de l'affronter.

Aimablement, il dit :

— J'ai sans doute l'avantage de voyager avec le représentant de la France à la commission instituée officieusement par nos amis irlandais?

Je m'inclinai.

— Nos autres collègues sont-ils déjà arrivés? demandai-je.

— J'en suis tout à fait ignorant.

— Et savez-vous quelles sont les nations qui seront représentées?

Le professeur toussa.

— Si le comte d'Antrim veut se conformer à la très ancienne coutume du Royaume-Uni qui fixe le nombre d'hôtes étrangers que peut recevoir un lord, nous serons six. Quant à dire quels sont les

pays qui ont envoyé des délégués, je ne le puis. Je sais seulement — et tout à fait par hasard — que la Suède est représentée par notre éminent collègue Henriksen, professeur de droit romain à l'Université de Stockholm. C'est tout. Et vous?

— Je ne sais rien, dis-je.

La berline allait plus lentement. Elle gravissait une rude côte entre deux ravins. Sous les fers des chevaux, on entendait la fuite des petits cailloux dispersés.

Subitement, l'appel d'une trompe d'automobile retentit derrière nous, suivi de très près par le grondement de la voiture elle-même. La route, éclairée par deux phares puissants, surgit, comme un ruban jaunâtre.

L'automobile arrivait à toute vitesse. Elle ralentit à peine en nous dépassant, juste assez pour me permettre d'entrevoir son conducteur, un jeune homme d'une trentaine d'années, au visage d'une beauté féminine, à demi enfoui dans un col de fourrure.

Déjà la sauvage machine avait doublé la côte. La route était redevenue noire.

— A combien sommes-nous encore du château? demandai-je, touchant le dos de notre cocher.

— A quatre milles, dit-il.

— Dans la splendide automobile qui vient de nous dépasser, fit le professeur, nous n'en aurions pas pour dix minutes. Mais, avec cette respectable berline, nous ne serons pas arrivés avant trois quarts d'heure. Il est vrai que les automobiles sont proscrites au château de Kendale.

— Proscrites?

— Eh! fit-il, mon cher collègue, c'est bien compréhensible : un trop triste souvenir est attaché à ces véhicules.

Je compris à quoi il faisait allusion : l'accident qui, deux ans plus tôt, avait coûté la vie au comte de Kendale. Et il me fut obscurément pénible de songer que cet événement exerçait encore sur Antiope une telle influence...

— Tiens, dit le docteur Grütli, voilà que nous sommes arrêtés.

C'était vrai. Deux ou trois ombres tournaient autour de la berline immobile. A une vingtaine de pas on voyait, découpée dans la nuit d'une maison basse, une porte éclairée, devant laquelle passaient et repassaient d'autres ombres.

Notre conducteur était descendu et avait ouvert la portière de la voiture.

— Il y a pour une demi-heure encore de trajet, et le brouillard commence à tomber, dit-il, je vais baisser la capote de la berline.

Il ajouta :

— Ceci est une auberge. Si ces messieurs veulent profiter de l'arrêt pour boire quelque chose qui les réchauffera...

— Ce n'est pas de refus, dit M. Grütli.

Il avait sauté à terre.

— Venez, me dit-il, l'offre de ce brave garçon m'a tout l'air d'une supplique. Il faut savoir ce que parler veut dire.

*
* *

Dans cette auberge, nous nous assîmes tous deux près du feu, au bout d'une âpre table de bois.

D'après les indications de notre cocher, on nous versa, dans de grands bols, un lait brûlant, coupé fortement de wisky. Le cocher, pour sa part, négligea le lait.

Il s'entretenait en gaélique avec l'aubergiste, sa femme, ses enfants, les quelques buveurs rassemblés là. M. Grütli écoutait leur conversation avec un visible intérêt. Ce celtisant était à son affaire. Quant à moi, jamais, jusque-là, je n'avais autant regretté de n'être pas le professeur Ferdinand Gérard.

N'y tenant plus, pour me donner une contenance, je me levai, et m'en allai examiner, sur les murs, des chromos grossiers qui représentaient les grands hommes de l'Irlande, de Sarsfield à Parnell, en passant par Wolf Tone. Et, tout à coup, je tressaillis violemment.

— Ah ! parbleu ! parbleu.

C'était la voix du docteur Grütli. Il m'avait suivi, et, ayant chaussé ses lunettes, était lui aussi en train de regarder, avec un sourire de curiosité satisfaite, l'objet dont la vue venait de me troubler si profondément.

Dans un humble cadre, sous un verre maculé, il y avait une sorte de gravure d'un enfantin coloris, représentant des trèfles formant guirlande. La couronne qu'ils traçaient était séparée en deux parties par une barre surmontée de la harpe d'Erin. A droite et à gauche, la même inscription était répétée, tracée d'un côté en gaélique, de l'autre — pour mon salut — en anglais.

— Parbleu, parbleu, répéta le docteur.

Et, à mi-voix, avec les signes du contentement le plus manifeste, il lut :

C'est le lundi du saint jour de Pâques de l'année 1152 *que Devorgilla, fille d'Antrim, femme de Turnan O'Ruarc, a commis le crime, ayant juste atteint ce jour-là son septième lustre. Qu'une fille d'Antrim atteigne elle aussi son septième lustre le lundi de Pâques, alors, ce*

jour-là, la faute de Devorgilla sera rachetée, les cieux retentiront des trompettes de la délivrance, et la Chaussée des Géants verra, avec la victoire de Finn Mac Coul, la fuite de l'envahisseur.

Il répéta, hochant la tête, accentuant son sourire ravi :

— ...La fuite de l'envahisseur.

Je le regardai avec effarement.

— La prophétie du Donegal, murmura-t-il.

Je ne soufflai mot. Il se méprit sur la cause de mon trouble.

— Oui, dit-il, c'est bizarre, mon cher collègue, mais c'est ainsi. La prophétie du Donegal est placardée dans toutes les maisons d'Irlande. Et c'est de la sorte que se prépare, ouvertement, à la barbe de l'Angleterre, l'insurrection dont nous allons avoir à constater la loyauté et le caractère chevaleresque. Curieux, curieux pays.

Je ne l'écoutais plus. Subitement un souvenir, un souvenir vieux de vingt ans venait de se dresser dans ma mémoire. Je me rappelai l'extraordinaire gravité avec laquelle Antiope, dans le jardin de la villa des Fleurs, m'avait dit la date de sa naissance : 24 avril 1881. « Dans un mois, vers le 20 avril, m'avait dit, d'antre part, M. Térence, l'Irlande va entrer en lutte contre l'Angleterre. » Ah ! ce jour-là, le lundi de Pâques, une fille d'Antrim aurait atteint son septième lustre ! C'était donc elle, ma petite amie lointaine d'Aix-les-Bains, la maigre fillette brune aux jupes courtes ! C'était donc à elle qu'incombait la formidable gloire d'effacer la honte millénaire de Devorgilla. Ah ! comme maintenant j'étais fier d'elle ! Comme j'étais heureux d'avoir obéi à la voix mystérieuse du souvenir !

M. Grütli était revenu s'asseoir devant la cheminée.

— C'est une chose, tout de même, bien curieuse, répéta-t-il.

Je le regardai.

— Vous n'êtes pas de mon avis? Cette prophétie est connue de tous les Irlandais. Elle est comme leur charte de liberté, comme l'annonce de leur Messie. Les petits-enfants l'apprennent à l'école. Les professeurs du monde entier la commentent dans leurs chaires. De par son ordre, la révolte, dans un mois, va éclater, aussi véritablement, aussi certainement que nous sommes ici, en train de boire du lait coupé de *Pothen*. Et pendant ce temps, que fait-on en Angleterre? On dort. Cette tonne de fulmi-coton, Downing-Street et Scotland-Yard n'y voient qu'un texte moisi bon tout au plus pour amuser les philologues de notre sorte. Le vice-roi d'Irlande, le chief-secrétaire à Dublin, bien tranquilles, bien carrés dans leurs fauteuils, font des cocottes de papier avec les rapports que leur adresse leur malheureuse police pour leur dénoncer l'insurrection qui s'apprête de tout côté. Curieuse, curieuse chose.

J'avais repris mon calme.

— Curieuse, peut-être, mais pas si paradoxale qu'elle vous paraît, lui dis-je. C'est cette préparation de la rébellion qui, par cela même qu'elle se fait au grand jour, rassure ces messieurs. Vous avez pratiqué, je pense Edgar Poe. Rappelez-vous Dupin et la *lettre volée.* Cette lettre, où était-elle? Dans un endroit si évident que personne ne s'était avisé de l'y chercher.

— Sans doute avez-vous raison, dit M. Grütli. Puisque ces choses sont, c'est qu'il y a une manière de les expliquer. Mais, enfin, pour envisager l'autre côté de la question, avez-vous songé à la grandeur de la destinée de cette fille d'Antrim, en qui se concentrent, se résument les aspirations, les espoirs de tout un peuple? Je ne connais pas la comtesse Antiope. Est-elle digne de ce sort prodigieux? Le soir, quand elle s'endort, dans sa sévère chambre de veuve, sent-elle palpiter autour de son front la pensée de l'Irlande? Nous autres, tristes mortels, nous sommes libres de disposer de nos jours. Elle, comprend-elle qu'elle n'est pas maîtresse des siens?... Vraiment, vraiment, quelle situation extraordinaire!

A l'émotion que de tels commentaires dénotaient chez ce chétif savant, on peut deviner quelle était la mienne. Je revivais ce soir de mon enfance, ce soir humide de Savoie, où Antiope, me quittant, m'avait fait don de la gravure de première communion qui portait à son verso la prophétie du Donegal. Maintenant, je m'abandonnais avec délices aux événements, je faisais un crédit illimité aux mystérieuses forces inconscientes auxquelles je devais de me trouver, à cette heure, sur les routes obscures du Kerry.

Soudain, dans l'auberge, les conversations cessèrent, pour reprendre presque imméciatement, en anglais.

Un homme, haut en couleur, coiffé d'une casquette à carreaux, venait de pénétrer dans la salle. Son manteau caoutchouté était maculé de boue. Il jurait en s'ébrouant.

— C'est cette damnée automobile de lord Arbukle, expliqua-t-il. Il conduit comme un fou. Il a failli m'écraser. Tout ce qu'il y a de crotte dans le fossé a été pour mon manteau.

Un rire discret courut parmi les assistants.

— Vous trouvez cela drôle, fit le nouveau venu, furieux.

— Assez souvent, dit l'aubergiste, lord Arbukle a écrasé nos poules, et vous, John, trouviez cela naturel, et même drôle. Aujourd'hui, il vous a un peu sali. Vous criez. Arrangez-vous avec lui, John. Lord Arbukle est Anglais. Vous aussi, je crois; ces histoires, John, ne nous intéressent pas.

Et les rires coururent de nouveau.

— Anglais, Anglais, fit John avec un mauvais sourire, c'est entendu. Et pourtant, je connais quelqu'un qui sera bien heureux d'accepter sa main, à lord Arbukle, et de...

(Ici, une grossièreté saxonne.)

Un murmure s'entendit dans la salle.

— Vraiment, John? Et qui? dit l'aubergiste.

— Votre comtesse Antiope, parbleu.

Le murmure se fit plus fort. John posa sur sa hanche un poing provocateur et ricana :

— Oui, votre comtesse Antiope.

— Tu mens, fit une voix.

C'était notre cocher qui venait d'intervenir. Un frémissement d'aise secoua l'auditoire.

— Je mens?

— Oui, John, je dis que tu mens, et que tu le sais.

— Fais attention, Joseph.

— Je n'ai pas à faire attention, John. Je dis que tu mens. Jamais Sa Seigneurie n'épousera un Anglais, quand même il s'appellerait lord Arbukle, ou lord Kitchener, ou Mr Lloyd George...

— C'est ce qu'on verra.

— Quand même elle devrait courir, en haillons, le dimanche, après l'office, dans les rues de Killarney.

L'évocation d'Antiope dans cet appareil eut pour effet de rendre l'assistance tout à fait hostile au Saxon. Celui-ci s'entêtait. Non sans crânerie, il défiait ses interlocuteurs. Des invectives commençaient à se croiser.

— Hé! dit tout à coup, dominant le bruit, la petite voix aigre du docteur Grütli, je pense que la capote de notre voiture est enfin baissée. Quand repartons-nous?

Tout le monde se tut dans la salle. Le cocher Joseph courba la tête.

— A vos ordres, Excellence.

Deux minutes plus tard, nous étions en route, sous la capote baissée qui nous cachait les rares étoiles.

Je touchai le coude de Joseph :

— Lord Arbukle, dis-je, n'est-ce pas le conducteur de l'automobile qui nous a dépassés tout à l'heure?

— Oui, grommela-t-il. Mais ce qu'a dit John est faux, je le jure. Jamais Sa Seigneurie n'épousera lord Arbukle.

— Eh! fit le docteur sur un petit ton léger, on aurait vu des choses plus déraisonnables. Ce lord Arbukle doit être bien riche, si j'en juge d'après la voiture qu'il conduit.

— Jamais, dit Joseph.

Rageusement, il fouetta ses chevaux en répétant :

— Jamais, jamais !

Le docteur Grütli me prit le bras.

— Qu'en dites-vous? murmura-t-il. Les pauvres arguments dont nous pouvons faire état, dans nos chaires, à l'appui de l'antinomie de ces deux races, que sont-ils auprès de la réalité !

Je ne répondis pas. Un malaise me prenait. Je me rappelais la singulière beauté du jeune homme entrevu tout à l'heure.

Un grand frémissement balancé s'élevait, à notre gauche. La mer était là, tout près, semblait-il, et la nuit nous empêchait de la voir.

Puis, peu à peu, en haut de la montée, une masse sombre se dessina sur le ciel.

— Nous arrivons, dit le cocher.

Et sans qu'il ait eu à les presser, ses chevaux prirent le grand trot.

Une clôture longue, longue, une haie d'aubépine que nous longeâmes. Une haute grille dont les pointes d'or brillaient sous la lune rousse, et qui s'ouvrit, très vite, la voiture ayant eu à peine à s'arrêter. Maintenant, la berline roulait sans bruit sur une allée sablée, entre les masses pyramidales des grands arbres noirs.

Nous tournâmes tout autour de murailles élevées dans lesquelles, de-ci, de-là, se découpaient des fenêtres lumineuses. Enfin la voiture fit halte devant un vaste perron à marquise.

Sur la dernière marche de ce perron, éclairé en plein par un faisceau d'ampoules électriques, un homme en smoking se tenait debout.

C'était une sorte de colosse, aux cheveux drus et noirs tombant bas sur le front. La lumière crue rendait bleue et dure sa puissante face rasée.

Le cocher avait sauté à terre.

— Monsieur Ralph, dit-il avec un accent de crainte respectueuse, je puis vous dire que ces messieurs ont fait un bon voyage.

Sans mot dire, l'homme s'inclina et nous fit signe de le suivre.

CHAPITRE IV

Kendale.

L'accident qui coûta la vie au comte de Kendale se produisit le 6 juin 1914. Le comte avait épousé Antiope d'Antrim trois mois

auparavant. Le mariage avait eu lieu au manoir familial de Dunmore, près de Portrush, sur la côte nord de l'Ulster. C'était dans ce château qu'Antiope était née, qu'elle avait vécu. On n'avait pas tranché la question de savoir si les jeunes mariés iraient habiter Kendale, ou s'ils continueraient à vivre auprès du comte d'Antrim, à Dunmore. Malgré son enfance heureuse, Antiope désirait ne pas rester à Dunmore, dans cet Ulster protestant qu'elle détestait. Son père partageait cette haine, mais différait d'avis sur le parti à prendre. Il eût préféré rester. « L'Ulster, disait-il, est devenu ce qu'il est parce que les Irlandais n'ont pas fait leur devoir. Ils ont abandonné aux immigrés saxons leurs terres natales. Il faut mettre le holà à l'émigration. »

Le 3 juin 1914, le comte de Kendale s'était rendu à Belfast pour y chercher une superbe automobile qu'il venait d'acquérir. Il revint, rapportant en cadeau à sa femme un petit kodak. Il fut convenu qu'on expérimenterait le lendemain l'automobile et l'appareil photographique.

Le matin de ce lendemain fut clair et sans pluie. Les jeunes gens partirent. Ils emmenaient dans leur randonnée la sœur de lait d'Antiope, Edith Stewart, qui remplissait auprès de la comtesse de Kendale un rôle mixte de secrétaire et de caméristе, ainsi que le frère d'Edith, le petit Robert, un enfant de douze ans.

Ce fut à deux kilomètres du château qu'eut lieu le drame. L'automobile, conduite par le comte de Kendale, suivait la route en corniche, par endroit très étroite, qui domine la grève à environ trois cents pieds. Aux coudes particulièrement pittoresques, une des jeunes femmes descendait pour photographier l'automobile et ses occupants. A un moment, au lieu appelé Carrig-na-curra, ce fut le tour d'Antiope de photographier. Elle descendit, alla s'accoter contre le roc. Plus tard, elle devait ne se souvenir que de ces menus détails : cherchant, de ses mains arrondies au-dessus du petit carré de vitre pâle où fuyaient les nuées, à capter la dansante image de l'automobile, elle se sentit gênée par le soleil qui venait de surgir. « Un peu plus à gauche, si c'est possible », dit-elle. Encore une fois, elle ne regardait pas directement l'automobile. Elle ne put pas voir. Ce furent trois cris, trois cris horribles, fondus en un seul, qui lui firent relever la tête. Une seconde, au ras de la route, elle aperçut le capot cabré, les deux pneus gris, tout neufs. Puis, plus rien.

Les pauvres restes d'Edith Stewart, ainsi que ceux du petit Robert, furent déposés, suivant la volonté expresse d'Antiope, dans le cimetière réservé aux comtes d'Antrim. Ce cimetière, de trente

pieds carrés, creusé dans une roche qui fait face à la herse du château de Dunmore, a devant lui, à perte de vue, les houles monotones de la mer du Nord. Des mouettes se posent sur ses croix. Lorsque le petit garçon et la jeune fille eurent été, par un honneur insigne, abrités là, elle, Antiope, sous ses longs voiles de veuve, conduisit par les falaises jusqu'à la gare de Portrush le convoi du comte de Kendale. Elle monta dans le train qui emportait vers les comtés du sud-ouest le cadavre de son mari. Là-bas, ce furent de nouveau les mêmes douloureuses formalités. Les paysans, au bord des haies, regardaient, chapeau bas, passer cette femme en deuil, la maîtresse désormais de la pairie de Kendale. Puis, elle s'installa dans le château. Deux mois plus tard, au moment où éclatait la guerre universelle, les gens du pays virent un vieillard tout blanc, poussé dans une voiture caoutchoutée à travers les pelouses du parc. Le comte d'Antrim était venu rejoindre sa fille. Depuis, ils n'avaient ni l'un ni l'autre quitté Kendale.

* * *

J'avais, pauvre fou, pensé revoir Antiope dès le premier soir de mon arrivée à Kendale. Je dus déchanter. Je ne vis même pas son père.

Nous gravîmes, le docteur Grützli et moi, à la suite de l'homme en smoking que notre cocher avait nommé M. Ralph, un escalier d'honneur, très éclairé, avec, à droite et à gauche, de profonds trous d'ombre. Dans un corridor, assez obscur, dont le plancher criait sous nos pas, M. Ralph s'arrêta devant une haute porte.

— Monsieur le professeur Gérard, dit-il, sur un ton de politesse impérative.

La porte fut ouverte. Je me trouvai déposé dans la chambre qu'elle commandait, comme une lettre dans sa boîte.

C'était une grande, une très grande pièce. Je vis tout de suite que j'y serais bien. Un valet était entré avec moi dans la chambre.

Il avait déposé ma valise près de la table de toilette.

— Monsieur avait une malle, dit-il. Elle sera ici demain matin.

J'étais gêné. Mon habit de soirée était dans la malle. Dès cette minute, je souhaitai n'avoir pas à rencontrer Antiope avant le lendemain soir.

Nerveusement, je me mis à déballer mes pauvres petits accessoires de toilette. Devant ce domestique, je souffrais de leur médiocrité, de leur maigre nombre. Que ne s'en allait-il ! C'eût été à moi de lui en donner l'ordre. S'il restait, c'était évidemment qu'il avait la consigne de rester.

On frappa à la porte. Le taciturne M. Ralph surgit.

— M. le comte me charge de l'informer si monsieur le professeur a fait bon voyage, et s'il ne manque rien à monsieur le professeur. Sa Seigneurie sera heureuse de recevoir monsieur le professeur demain matin, à onze heures.

Il s'inclina.

— William, que voici, dit-il en désignant le valet, est à la disposition de monsieur le professeur. Monsieur le professeur voudra bien le sonner quand il désirera être conduit à la salle à manger.

Ils sortirent tous deux.

Demeuré seul, mon premier geste fut pour ouvrir l'immense fenêtre de la chambre. Un froid très vif pénétra, avec une vivifiante odeur de sapins. Les arbres s'étendaient devant moi, en bandes noires. Ils étaient très près de la fenêtre, car il fallait lever haut les yeux pour apercevoir le ciel rougeâtre, où le vent chassait la lune, dans un floconnement de nuages jaunes.

Laissant la fenêtre, je regagnai le milieu de ma chambre. Cette chambre, à quel drame secret de mon cœur devait-elle assister? Quelles mystérieuses conflagrations du cerveau et des sens allaient éclater en spectacle pour ces grands murs noirs? Un cadre doré, d'un travail vénitien, brillait au mur qui me faisait face. Il contenait, enluminée de shamroks gothiques, la prophétie du Donegal. Je la relus, comme on relit un poème qu'on sait par cœur.

Puis, je songeais que la fumée des trains du sud-ouest avait accumulé, depuis Cork, beaucoup de poussière sur mes mains...

Quand j'eus terminé ma modeste toilette, je sonnai William. Il devait être en sentinelle derrière la porte, car elle s'ouvrit presque immédiatement.

Il me conduisit dans une salle à manger, ronde, exiguë, mais ornée de superbes boiseries de chêne et de glaces biseautées.

Deux flambeaux d'argent répandaient sur la nappe de la table la lumière douce de leurs bougies. Un homme, en smoking, assis près de la table, lisait le *Daily Chronicle*. Il se leva quand j'entrai, plia posément son journal, et se présenta.

— Colonel Harvey, de Baltimore.

— Professeur Gérard, de Paris, fis-je.

Et nous nous serrâmes fortement la main.

Au même instant, le docteur Grütli surgissait. Pour me faire honte, il était lui aussi en smoking. Mais j'eus la consolation d'apercevoir, grimpant derrière son cou, la petite mécanique de fer de sa cravate toute faite.

Nous nous mîmes à table. D'une oreille distraite, j'écoutais le

colonel Harvey qui donnait certains éclaircissements au docteur.

— Je suis véritablement charmé, docteur, véritablement. La Suisse est le pays du monde dont la constitution se rapproche le plus de celle des États-Unis.

— Vous connaissez le comte d'Antrim, monsieur le colonel?

— Très bien, docteur, très bien. Mais, malgré toute ma sympathie pour lui et pour la cause qu'il représente, je serai impartial, rigoureusement impartial. Nous sommes ici pour être impartiaux, le moment venu...

— Le moment... C'est bien toujours pour le lundi de Pâques?

— Pour le lundi de Pâques, oui. Il paraît.

— Bizarre complot, vraiment, fit le docteur Grütli, que celui qui se prépare ainsi au grand jour. Vraiment très bizarre. Croyez-vous à sa réussite, monsieur le colonel?

Le colonel Harvey fronça ses gros sourcils, leva à la hauteur de ses yeux le verre de cristal taillé qu'il venait d'emplir de vin rose, le regarda un instant, en transparence avec la bougie, et le vida d'un trait.

— Il y a plusieurs façons de réussir, docteur, dit-il.

M. Grütli ne releva pas cette phrase sibylline. Il était en train de dépiauter une écrevisse.

— Nos collègues sont-ils arrivés, monsieur le colonel? demanda-t-il enfin.

— Un, seulement. Le professeur Eric Henriksen, de Stockholm. C'est un homme renfermé. Il a manifesté le désir de prendre ses repas dans son appartement. Goûtez-vous Swedenborg, docteur?

— Swedenborg? Euh, euh!... fit M. Grütli.

— Le professeur Henriksen est swedenborgien.

— Grand bien lui fasse, dit le docteur. Et nos autres collègues?

— On attend demain le délégué espagnol, le sénateur Barkhilpedro, et peut-être aussi le délégué du Japon, le baron Idzumi, professeur à l'Université libre de Waseda.

— Vous connaissez ces messieurs?

— Le baron Idzumi est, paraît-il, un véritable gentleman, répondit laconiquement le colonel Harvey.

Il y eut un instant de silence, au bout duquel le docteur Grütli demanda encore :

— Avez-vous quelque idée de ce que doit être ici notre méthode de travail?

— J'ai soulevé en effet cette question avec le comte d'Antrim, dit le colonel, et il m'a chargé de vous en entretenir.

Le front du docteur Grütli se fronça.

— Ah ! fit-il, d'un air gourmé.

Le colonel le regarda avec un peu d'inquiétude.

— Docteur, dit-il, et vous, monsieur le professeur, il ne faut pas prendre en mal mes paroles. Nous sommes tous ici au même titre, et on ne m'a confié aucun rôle prépondérant. Mais je connais depuis assez longtemps le comte d'Antrim. Vous savez peut-être, d'autre part, que sa santé est fort ébranlée. Il fera son possible pour remplir effectivement auprès de vous ses devoirs d'hôte. Mais ses forces ne sont pas toujours à la hauteur de son désir. Il m'a donc chargé de le remplacer éventuellement auprès de vous.

— Et nous vous en sommes, d'ores et déjà, reconnaissants, colonel' dis-je.

Le colonel Harvey me jeta un regard de gratitude.

— Pratiquement, demanda le docteur Grütli de sa petite voix pointue, qu'aurons-nous à faire?

Le colonel eut un geste de protestation peinée.

— Ce qu'il vous conviendra, docteur, ce qu'il vous conviendra. Si vous ne retirez pas de ce premier entretien l'impression qu'ici vous êtes libres, absolument libres, c'est que je me serai mal exprimé, que j'aurai trahi les intentions du comte d'Antrim. Travaillez chacun de votre côté, comme bon vous semblera. Vous en aurez tous les moyens, puisque tout doit se passer à ciel ouvert. Nous sommes ici pour dire au monde ce que nous aurons vu. Le comte d'Antrim insiste seulement, et c'est l'unique prière que j'ai à vous transmettre de sa part, pour que les observations que chacun de nous aura relevées fassent l'objet de rapports d'ensemble, et non de communications adressées au jour le jour aux journaux des pays que nous représentons ici. Nous sommes des hommes d'étude, non des journalistes.

— Rien de plus raisonnable, dit le docteur Grütli sur un ton radouci.

Leur conversation prit alors un tour plus général. Vaguement, j'entendais le colonel faire l'apologie d'Amiel, et le docteur y répondre par un éloge courtois d'Emerson. Je ne les écoutais plus. Une crainte inattendue venait de surgir dans mon esprit. Je songeais que, depuis vingt ans, Antiope avait pu devenir laide.

Comme le docteur et le colonel continuaient leurs mutuelles politesses, l'homme en smoking que le cocher Joseph avait appelé M. Ralph pénétra dans la salle à manger. Voyant que nous n'avions pas terminé nos alcools, il s'éclipsa discrètement.

Le docteur Grütli lança un regard interrogateur au colonel.

— Ralph, expliqua celui-ci à demi-voix, Ralph Macgregor, l'in-

tendant, l'homme de confiance du comte d'Antrim. Ralph Macgregor s'est engagé en 1914. Il a conquis brillamment en Flandre sa *Victoria Cross*. Vous voyez qu'il ne la porte d'ailleurs pas. Actuellement, il a un grade important dans l'organisation militaire révolutionnaire. Il serait capitaine, ou même major des *Volontaires Irlandais*, que cela ne m'étonnerait pas. En tout cas, deux ou trois très authentiques fils de lords de la région ont un grade inférieur au sien, sont sous ses ordres. Messieurs, nous touchons ici à un point très intéressant. Nous constatons sur le vif ce que la politique anglaise vis-à-vis de l'Irlande aura coûté à la cause des Alliés. Si, en 1914, le *Home rule* avait été appliqué, il y aurait à l'heure actuelle cent mille Ralph Macgregor de plus dans les tranchées de France.

Le colonel se tut : l'intendant venait de rentrer. Il vit nos verres vides.

— Je suis à la disposition de ces messieurs pour les reconduire, quand ils le désireront, dans leurs appartements, dit-il.

De retour dans ma chambre, il me sembla d'abord que le voyage m'avait beaucoup fatigué. Je me couchai aussitôt. Alors, je m'aperçus que je n'avais pas à compter sur un sommeil immédiat.

J'allai à une bibliothèque dont les vitres brillaient dans le coin le plus sombre de la pièce. J'y pris le premier volume qui me tomba sous la main, et regagnai mon lit.

C'était *Tristram Shandy*. Une demi-heure, peut-être, je fus dans l'étrange et délicieux état d'esprit que l'on doit, sous le toit d'une demeure nouvelle, à la lecture d'un livre déjà lu.

Les girouettes grinçaient au dehors. Comme j'en étais arrivé au chapitre intitulé : *On a beau faire, quelqu'un se plaint toujours*, elles se turent pour faire place à un nouveau bruit, un bruit régulier, doucement monotone.

C'était la pluie qui commençait à tomber.

J'éteignis l'électricité. Alors, un autre bruit, plus ample, plus profond, parvint à mes oreilles. Celui de la mer.

Je mis très longtemps à m'endormir.

*
* *

La première journée que je passai à Kendale a son importance pour la suite de cette histoire. Je suis donc obligé, et je m'en excuse, de transcrire ici, sans discrimination, le détail, heure par heure, de ce qui se passa ce jour-là.

Je dormis mal, il faut l'avouer. Quand je m'éveillai, ce fut pour m'étonner de me trouver dans cette chambre, et pour saluer en moi

un culte de l'imprévu, somme toute fort sympathique à l'époque où nous vivons.

Je poussai les volets qui s'en allèrent battre contre le mur. Le parc surgit à mes yeux, avec ses verdures noires sur lesquelles la pluie tissait un voile ondoyant. Au ciel gris, de petits nuages frangés d'or autorisaient l'espoir d'une prochaine éclaircie. Comme je terminais ma toilette, elle se produisit, et le murmure des gouttières s'arrêta.

Je sonnai William. Il arriva, apportant mon déjeuner.

— Il n'est pas huit heures, lui dis-je, et ce n'est qu'à onze heures que j'ai l'honneur d'être reçu par M. le comte. D'ici là, j'ai l'intention d'aller me promener un peu dans la campagne.

— Votre Honneur, répondit William, pourrait aller visiter les ruines de l'abbaye d'Ardfert, construite, voilà bien longtemps, par notre grand saint Brandon, au retour de son voyage en Amérique. C'est à deux milles d'ici. Et on peut faire seller un cheval à Votre Honneur.

— Ce n'est pas la peine, fis-je, je préfère marcher. D'ailleurs pour le premier jour, je n'ai pas l'intention de m'éloigner beaucoup. La mer est tout près, n'est-ce pas?

— Tout près, Votre Honneur. Les fenêtres de la façade ouest du château donnent sur elle. Votre chambre, ainsi que celles des autres visiteurs, est sur la façade est. M. Ralph en a donné l'ordre pour que le bruit des grandes tempêtes n'empêche pas ces messieurs de dormir... Mais si Votre Honneur aime mieux...

— Non, non, dis-je. Cette chambre me plaît beaucoup.

Ayant pris la porte du parc, je commençai par faire le tour du château. Limité au nord, au sud et à l'est par des fossés assez profonds, il était protégé à l'ouest par l'escarpement même du rocher sur lequel il était bâti.

A ses pieds, à deux cents mètres, c'était la mer, vers laquelle on descendait par des sentiers taillés en lacets dans le roc. La grande houle du large venait mourir sur une plage de sable blanc, le long de laquelle on voyait aller et venir, pas plus gros que des crabes, cinq ou six ramasseurs de varechs.

Je regardai le château. Il avait eu beaucoup à souffrir des mutilations presbytériennes. En 1649, Cromwell l'avait visité, avec ses mercenaires tondus et ses artilleurs. Il ne reste guère pierre sur pierre là où est passé le *vieux coquin*, ainsi qu'on nomme d'ordinaire en Irlande le lord protecteur. Cromwell avait jeté bas trois sur quatre des tours du château, et brûlé une des deux ailes. La demeure, sous son aspect actuel, avait été reconstruite, soixante ans plus tard, par

le comte Jacques de Kendale, sur le produit d'un pari de dix mille livres sterling gagné par ce seigneur à la reine Anne. A cette époque, le domaine qui y était rattaché était dix fois plus étendu qu'aujourd'hui. Depuis, les confiscations et la vie à grandes guides des comtes de Kendale avaient fait leur œuvre. Tel qu'il subsistait, cependant, avec ses dix-huit cents acres de superficie, il restait un perpétuel objet d'envie pour les gros propriétaires anglais des environs. Ceci en 1914. A partir de cette date, son passage aux mains de la maison d'Antrim n'avait plus guère laissé d'espoir aux landlords mitoyens de réunir un jour ce domaine vénérable à leurs fraîches acquisitions.

Déchirant les nuages, le soleil venait d'apparaître. Le singulier paysage qui m'entourait se mit soudain à rayonner de couleurs humides. Je m'élançais avec allégresse à travers la tendre brise matinale.

Il y avait des chemins creux, disparaissant sous les ronciers en arceaux, au milieu desquels chantaient des chardonnerets, aux plumes gonflées par la pluie récente. Puis, ce furent des champs bornés par des murs de terre sèche, hauts de trois ou quatre pieds, des prairies en pente... Des ruisselets couraient sous les herbes, avec cette hâte que leur donnent les pluies de printemps, et ce murmure frais et saccadé qui n'a aucun rapport avec celui qu'ils font entendre plus tard, en automne. Une sarcelle, que je pris d'abord pour une pie, s'envola.

Puis, ce furent des marais, alternant avec de larges plateaux déserts, couverts, à perte de vue, de fougères, d'un beau brun velouté. Je marchai à travers ces fougères. Au-dessus d'elles, par moment, s'élevait un oiseau sans grâce, roux comme elles, aux longues pattes pendantes, jaunes comme l'osier... Et c'était l'hôte éternel de ces solitudes, le taciturne râle des genêts.

De paysans, d'humains même, je n'en vis pas trace durant les deux heures que j'allai ainsi. En revanche, trois ou quatre masures abandonnées surgirent devant moi, avec leur toit crevé, leurs murs croulants. Je pénétrai dans l'une d'elles. Herbes folles, orties, triste bruit des talons sur le sol de terre jadis battue... Quelle meilleure illustration de l'épouvantable politique agraire qui a trouvé le moyen de réduire de moitié, en moins d'un siècle, la triste population de cette île jadis paradisiaque ! Pendant que les plâtras s'effritent sous la pluie dans la misérable ferme abandonnée, les belles ladies de l'Empire ont des palais d'ivoire et d'or.

Je suivais au flanc d'un ravin un chemin sinueux et boueux,

lorsque le bruit que fait un cheval au trot m'arriva. Bientôt, je vis l'animal lui-même. Il venait à ma rencontre. J'allais m'écarter pour le laisser passer, lorsque je m'aperçus que la bête, sellée d'une selle de femme, avait les rênes pendantes, et cet air un peu fou des chevaux qui viennent de faire une sottise.

J'eus la pensée d'un accident. Aussi, lorsque l'animal passa près de moi, je saisis les rênes. Il fit un saut brusque, qui n'eut d'autre résultat que de me couvrir de boue. Je le tenais solidement, il n'insista pas.

C'était une superbe jument noire. La selle et les rênes, de cuir très fin, les étriers, étaient annonciateurs du luxe le plus discret.

— Il n'y a qu'une chose à faire, pensai-je, continuer ma promenade du côté par où m'arrive cette belle fugitive. Je serais surpris, si bientôt...

Et je hâtais le pas, en proie à une espérance à laquelle se mêlait déjà de l'inquiétude.

Je n'avais pas parcouru cent mètres que, le chemin ayant fait un nouveau coude, je vis venir à moi la silhouette noire d'une femme en costume de cheval. Elle portait d'un air d'ennui sur son bras gauche la traîne de son amazone. De la cravache qu'elle avait à la main droite, elle fustigeait nerveusement au passage les ronces du talus.

Elle poussa un cri de joie en apercevant sa monture.

— Ah ! vous voilà, Miss Peg.

La jument s'était arrêtée, et, craintive, reniflait.

Sans se hâter, la cravache haute, la cavalière s'avançait. Elle eut un petit mouvement de surprise à découvrir que je n'étais pas l'espèce de paysan auquel elle pouvait s'attendre, dans ce sentier marécageux. En même temps, elle aperçut la boue dont j'étais maculé. Elle en devina l'origine. Elle éclata de rire.

— Je suis véritablement désolée, monsieur, de la peine que vous avez prise. Cette Miss Peg est insupportable. J'étais descendue une minute, le temps de raccourcir un peu mon étrier... Et voilà !

Parlant ainsi, elle me regardait, avec un air de railleuse interrogation. Je compris que j'avais omis de me présenter. Je m'exécutai en rougissant.

— Ah ! fit-elle, vous êtes étranger?

Je ne répondis pas, j'étais en train d'admirer avec simplicité mon interlocutrice. Son âge? Plus tard, je me suis rappelé m'être reproché comme un crime de lui avoir, en cette minute, donné trente-cinq ans. Elle était mince et grande, avec la taille très haute. De chaque côté de son canotier de feutre noir, ses cheveux blond paille faisaient à ses tempes deux houppes d'or. Les yeux bleus brillaient, profonds,

entre les paupières violettes. Les petites lèvres impérieuses, violemment fardées, étaient d'un rose qui tirait sur le lilas. Une opale retenait le plastron de piqué blanc de sa cravate de chasse.

— Vous êtes étranger? répéta-t-elle, après m'avoir largement laissé le loisir nécessaire à cet examen.

— Français, madame.

Et je lui expliquai brièvement, pour le cas où elle l'eût ignoré, que j'étais l'hôte du comte d'Antrim.

— Ah! fit-elle. Vous êtes à Kendale.

Au même instant, la jument fit un écart.

— Miss Peg. Eh bien! Voulez-vous avoir la grande bonté, cher monsieur, de tenir cette vilaine bête, pendant que je me mets en selle. Il n'y a pas d'autre façon de la faire rester tranquille.

Lestement, elle avait sauté sur la jument. Miss Peg, gratifiée d'un coup de cravache, se mit à marcher à mon côté, sans plus d'esclandre.

La jeune femme souriait en me regardant.

— Puisque vous êtes à Kendale, monsieur Gérard, nous aurons sûrement bientôt l'occasion de nous revoir. J'en serai charmée.

Je m'inclinai.

— A bientôt donc, dit-elle. Et encore mille fois merci.

Elle venait de mettre Miss Peg au grand trot. Comme elle allait disparaître, au coude du sentier, elle se retourna, et, de la cravache me fit un petit signe d'adieu.

Je me mis en devoir de regagner le château. Il était plus de dix heures, et j'avais à me mettre dans une tenue convenable avant de me rendre auprès du comte d'Antrim.

Ma malle m'attendait dans ma chambre. William était en train de la débarrasser de ses cordes. Tandis qu'il s'évertuait, je lui demandai négligemment :

— La comtesse de Kendale monte à cheval, sans doute?

— Certes, Votre Honneur, tous les jours.

— Alors, c'est elle, probablement, que j'ai rencontrée ce matin. Je précisai :

— Avec une jument noire.

William secoua la tête.

— Non, Votre Honneur, non. La jument de Sa Seigneurie est blanche.

— Ah! fis-je. Alors, qui pouvait bien être la dame que j'ai rencontrée? Une dame blonde.

— Blonde, Votre Honneur? Blonde et grande, sur une jument

noire? Il ne peut y avoir aucun doute : Votre Honneur a rencontré lady Arbukle.

— Lady Arbukle, répétai-je, déconcerté.

— Oui, Votre Honneur.

— Mais, dites-moi donc, j'ai eu, hier soir, en arrivant au château, l'occasion de rencontrer lord Arbukle, et de m'entretenir de lui avec votre camarade Joseph, qui m'a dit que lord Arbukle n'était pas marié.

— Joseph a dit vrai, Vottre Honneur, lord Arbukle n'est pas marié. Aussi n'est-ce pas sa femme que vous avez vue ce matin.

— Et qui est-ce alors?

— Sa mère, Votre Honneur.

Je regardai William de travers.

— Quel âge a donc lord Arbukle? demandai-je sèchement.

— Dans les vingt-six ans, Votre Honneur. Il faut dire que lady Arbukle l'a eu toute jeune : elle s'est mariée à dix-sept ans. N'empêche, qu'aujourd'hui, elle est plus près de ses quarante-cinq ans que je ne le serai jamais, moi, d'avoir mille livres de rente. Mais, Votre Honneur l'a vue : il est certain qu'on ne lui donnerait pas cet âge. Il y a ici une fermière, la vieille Ketty, qui vient porter le beurre et le fromage. Elle est courbée, et en outre ridée comme une pomme. Eh bien ! elle n'a que quarante-huit ans. Trois ans de plus que lady Arbukle. Des choses pareilles, Votre Honneur, il faut les voir pour y croire.

Il répéta respectueusement :

— C'est la vérité, pourtant.

Je réfléchissais. Elle s'expliquait, cette impression de déjà vu qui m'était venue avec un certain malaise en présence de lady Arbukle. Je me souvins des traits du jeune homme entrevu la veille, de ses lèvres rose pâle : c'était à son fils qu'elle ressemblait !

— C'est égal, elle est belle, murmurai-je.

Ainsi, l'heure était venue de paraître devant le comte d'Antrim, l'heure peut-être de revoir Antiope. L'émotion dont je m'attendais a être assailli en cette minute, je m'apercevais avec un étonnement infini qu'elle n'existait pas.

*
* *

Elle naquit cependant, pour devenir peu à peu très grande, lorsque, guidé par M. Ralph, je pénétrai dans un petit salon, où trois personnes se trouvaient déjà rassemblées.

Il y avait le docteur Grütli, le colonel Harvey, et un petit homme

jaune et noir, portant monocle, vêtu d'un complet gris fort élégant, et qui était le baron Idzumi, délégué du Japon.

Le colonel Harvey nous présenta.

— Ah ! monsieur, fit le petit homme dans le français le plus pur, en me serrant la main, je suis bien honoré de vous connaître. J'ai beaucoup d'estime pour vos travaux.

Je souris modestement.

— Oui, murmurai-je en moi-même. Eh bien ! cher monsieur, avec votre permission, nous en parlerons le plus rarement possible.

Mais il continuait :

— Avec Eoin Mac Neil, vous êtes le premier celtisant du monde.

D'un geste aimable, j'arrêtai un flot d'éloges qui — il n'était pas besoin de le regarder beaucoup pour s'en rendre compte — ne devait guère être du goût du docteur Grütli. Il avait verdi et gardait un silence hargneux.

— Nous ne sommes que quatre? fis-je, désireux de rompre les chiens.

— Le sénateur Barkhilpedro n'est pas encore arrivé, dit le colonel. Il a tenu à passer par Paris et à s'y arrêter. Un Espagnol qui passe par Paris, vous savez, c'est son retard assuré. Quant au professeur Henriksen...

Le colonel Harvey se mit à rire.

— Eh bien?

— Il est vraiment extraordinaire. Il dit qu'il ne veut pas être dérangé dans son travail, et s'obstine à ne pas sortir de sa chambre. Dans ces conditions, qu'avait-il besoin de faire le voyage d'Irlande ! Il aurait pu travailler tout aussi fructueusement en demeurant à Stockholm. Je n'ai pas voulu me charger de l'excuser auprès du comte d'Antrim, j'ai laissé ce soin à M. Ralph.

Précisément, écartant une portière de velours foncé, l'intendant venait de nous apparaître.

— Messieurs, fit-il, de cette voix égale, avare de nuances qui était la sienne, si vous voulez bien...

L'un après l'autre, nous pénétrâmes à sa suite dans la salle d'honneur du château.

De cette salle, très grande, très sombre, je n'aperçus d'abord que le feu de bois qui flambait, à l'autre bout, dans l'immense cheminée.

M. Ralph nous conduisit vers cette cheminée, devant laquelle plusieurs fauteuils étaient disposés en cercle.

Dans l'un de ces fauteuils, le plus élevé, un fauteuil qui formait cathèdre, se tenait le comte d'Antrim. Je crois bien que partout, en toute circonstance je l'aurais reconnu, tant il me parut d'abord

avoir peu changé. Vêtu de noir, il se tenait très droit, le buste émergeant de l'espèce de boîte que faisait une énorme fourrure grise posée sur les deux bras du fauteuil, et retombant sur les jambes et les pieds du comte, qu'elle couvrait complètement. Les cheveux étaient très blancs. Le front chauve, poli comme du buis, reflétait les lueurs dansantes du foyer. Ce ne fut qu'en considérant le vieillard de plus près et avec plus d'attention que je m'aperçus de certains ravages : les joues creuses, le nez pincé aux narines, et surtout une tragique asymétrie de la figure, dont la partie droite demeurait perpétuellement immobile, comme figée. La paralysie avait passé par là.

D'un signe de la main gauche, sa main droite restant elle-même morte sous la fourrure, le comte nous invita à nous asseoir.

D'une voix lente, martelée, une voix où l'on devinait sans cesse le plus douloureux des efforts, il parla. Il ne dit que quelques mots.

— Messieurs, le colonel Harvey m'a excusé auprès de vous de ne pouvoir être que le triste hôte que vous voyez. J'ai souvent beaucoup souffert de l'état où me réduisait la maladie, jamais pourtant plus qu'en cette minute où je me trouve incapable de vous dire, comme je le voudrais, l'émotion que j'éprouve à vous souhaiter la bienvenue à Kendale.

Nous nous inclinâmes. Alors, très simplement, de sa voix nette, quasi livresque, le baron Idzumi parla.

— C'est nous, mylord, qui sommes heureux et fiers d'être vos hôtes. Vous êtes le symbole vénéré d'un pays que nous aimons.

Il avait cambré sa petite taille, mais sa voix ne s'était pas haussée d'un ton.

— Le Japon est, comme la France, l'allié fidèle de la Grande-Bretagne. D'autre part, — et il regarda le colonel Harvey — nous avons, nous aussi, une doctrine de Monroe qui nous conseille de ne pas nous mêler des affaires européennes : notre champ d'action est suffisamment étendu avec l'Asie. Malgré cela, nous jugeons que l'indépendance de l'Irlande est de ces questions qui intéressent tous les peuples. Aussi, si je suis ici, c'est avec l'espoir d'être témoin d'événements par lesquels sera effacée une anomalie, une contradiction gênante pour des nations dont la charte de coalition est la liberté des peuples.

Le colonel Harvey sourit.

— Pour moi, dit-il, je ne dirai qu'un mot. Je suis originaire de Baltimore, la grande cité américaine, qui, elle-même, tire son origine de Baltimore, un des plus misérables villages irlandais. Le comte d'Antrim sait où sont mes sympathies.

Le docteur Grütli fut plus laconique encore :

— L'Irlande, dit-il, est, après la Suisse, le pays du monde où les lacs sont le plus pittoresques.

Le comte d'Antrim n'avait pas bougé. Ses yeux étaient mi-clos. Un demi-sourire tordait la partie de ses lèvres non paralysée.

Mes collègues me regardèrent. D'une voix un peu tremblante, je pris la parole.

— Dans des jours encore plus lugubres que ceux que nous traversons, en 1870, un grand écrivain anglais, un écrivain que les nôtres n'ont jamais cessé de mettre bien haut, Carlyle, se promenait avec l'historien irlandais Lecky. Il lui expliquait les raisons que le monde avait de se réjouir de la défaite de la France. Il lui disait que cette défaite était la chose la plus utile qui fût arrivée dans l'univers depuis qu'il y était, et que cela lui rappelait comment Satan s'avançant en soufflant le blasphème et le feu de l'enfer, saint Michel, de quelques coups de son épée étincelante, abattit le monstre dans la poussière. Or, commentant cette opinion dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle était légère, Lecky écrivit : « Je suis un peu sceptique sur la ressemblance entre saint Michel et le comte Bismarck... En Irlande nous sommes passionnément Français — partie parce que nous pensons nous-mêmes comme les Français — partie à cause de la brigade irlandaise qui, au dix-huitième siècle, se battit pour la France — et partie parce que les Anglais sont de l'opinion opposée. » J'aime à croire, mylord et messieurs, que, depuis 1870, les Anglais ont eu le temps de modifier leur opinion sur ce point. Mais les Français, eux, seraient injustes, si, entre l'Anglais Carlyle et l'Irlandais Lecky, ils n'établissaient pas de différence.

Il me sembla que les lèvres du vieillard remuaient, comme s'il allait prononcer un mot, un remerciement, peut-être... Mais il se tut.

— Mylord, dit respectueusement le colonel Harvey en se levant, et nous l'imitâmes, mylord, nous ne voulons pas abuser davantage de vos instants.

Le comte fit un geste.

— J'espère, messieurs, que vous voudrez bien me faire l'honneur d'accepter de dîner ce soir à ma table.

Nous nous inclinâmes.

— Je vous remercie. Nous souhaitons tous que le professeur Henriksen trouve le temps d'être des nôtres. Pouvez-vous vous charger de lui transmettre mon invitation, colonel? Ou est-il préférable que je la lui fasse tenir directement par écrit?

Le colonel Harvey sourit.

— C'est peut-être préférable, dit-il.

— C'est entendu. Au revoir donc, messieurs, à ce soir.

Se ravisant, il nous arrêta d'un geste.

— Inutile d'ajouter que si l'un de vous avait à m'entretenir en particulier, je serais à son entière disposition.

C'était ce que j'attendais.

Passant le dernier devant lui pour lui serrer la main, je m'arrêtai.

— J'aurais précisément à solliciter de vous la faveur de deux minutes d'entretien, mylord.

— Mais, tout de suite, dit-il ; Ralph, reconduisez ces messieurs. Restez, restez, monsieur Gérard, asseyez-vous.

Mes collègues sortirent. Je vis le docteur Grütli se retourner et me jeter un regard furtif d'étonnement.

De sa main valide, le comte d'Antrim avait pris ma main. Un éclair passa dans ses yeux pâles.

— Vos paroles de tout à l'heure m'ont été au cœur, murmura-t-il, merci.

— Mylord, balbutiai-je.

— Vous avez à me parler, demanda-t-il, très doucement.

Je ne répondis pas. Je regardai M. Ralph qui, les visiteurs une fois raccompagnés, était revenu auprès de son maître. Il se tenait debout, indifférent et froid, à côté du fauteuil.

Le comte d'Antrim vit mon regard.

— Ralph ne me quitte jamais, dit-il, c'est un autre moi-même. Si vous le désirez, cependant...

Je protestai d'un geste. Je ne tenais pas à me faire, d'emblée, un ennemi de cet homme taciturne.

— Mylord, dis-je, affermissant ma voix, si je me suis permis de rester auprès de vous, c'est pour vous rappeler un souvenir.

Il me regarda avec surprise.

— Un souvenir?

— Oui, un souvenir, mylord. Nous nous sommes déjà vus. J'étais en 1894, à Aix-les-Bains, en septembre, dans le parc de la villa des Fleurs.

Il parut, une seconde, réfléchir.

— J'y étais, effectivement, répondit-il. Mais vous deviez, à cette date, être bien jeune, monsieur Gérard.

— Je l'étais, en effet, mylord. J'avais à peu près l'âge de la comtesse Antiope, avec laquelle, tout un mois, j'ai joué, et dont je me permets de vous demander des nouvelles.

J'avais parlé très vite, les yeux baissés. Quand je les relevai, je vis ceux du vieillard fixés sur moi, avec une expression que je pris pour de l'étonnement. Le visage de l'impassible M. Ralph n'avait pas bougé.

— Vous avez connu Antiope ! dit lentement le comte d'Antrim.

Un travail, pénible s'il en fut, avait l'air de se faire dans sa tête. Il était visible qu'il cherchait à se souvenir de moi. Il était trop naturel, par ailleurs, qu'il m'eût oublié.

— Antiope, vous avez connu Antiope, répéta-t-il.

— Oui, mylord. Et c'est même la comtesse de Kendale qui, vingt ans avant le colonel Harvey, m'a présenté à vous.

Il me regarda, hochant la tête.

— Vous avez fait du chemin, au cours de ces vingt ans, monsieur, dit-il.

Je rougis jusqu'aux oreilles. Il n'y prit pas garde. Il était tout occupé à rassembler de lointains, de lointains souvenirs.

— Oui, dit-il enfin, avec effort, je me rappelle. Je crois que je me rappelle. Le petit Gérard, un enfant, avec une vieille dame en noir, que les incartades d'Antiope effrayaient si fort. Je me rappelle. Mon Dieu ! Mon Dieu !

Je le regardai respectueusement.

— J'ai appris avec douleur, lui dis-je, en arrivant ici, le grand malheur qui a frappé la comtesse de Kendale.

Il répéta :

— Le malheur ! oui, le grand malheur...

— Et, demandai-je timidement, me sera-t-il permis de lui présenter mes hommages?

— Naturellement, dit-il, naturellement.

Il respira avec effort.

— Elle dîne avec nous ce soir. C'est son rôle de maîtresse de maison, et elle n'y saurait manquer, car vous le savez, monsieur, c'est son hospitalité que vous recevez ici, que j'y reçois moi-même. Mais peut-être auparavant, seriez-vous heureux...

Il était visiblement ému par l'évocation brutale de ce passé. M. Ralph s'approcha et lui toucha respectueusement l'épaule.

— Je ferai remarquer à Sa Seigneurie qu'il n'est pas raisonnable de se fatiguer aussi longtemps.

— J'ai fini, Ralph. J'ai fini. Mais ce que vient de me dire M. Gérard est si inattendu, si extraordinaire. Je reviens, cher monsieur, à ma question. Sans doute désiriez-vous, avant le dîner, revoir votre amie d'enfance?

— J'en serais heureux au possible, mylord.

— Eh bien, mais c'est tout naturel. Antiope monte chaque jour à cheval, après le déjeuner. Elle rentre vers quatre heures. A cinq heures, si vous voulez, on ira vous chercher pour vous conduire auprès d'elle.

Pendant le déjeuner, je n'écoutais que bien distraitement les propos, d'ailleurs pleins d'intérêt, qui furent échangés entre le colonel Harvey et le baron Idzumi concernant le statut des Japonais de la Californie. Comme je rentrais dans ma chambre, j'y trouvai William qui était en train de débarrasser un petit guéridon de quelques livres que j'y avais posés.

Il s'arrêta dans son travail, un peu penaud.

— Qu'y a-t-il? demandai-je.

— C'est le professeur Henriksen, Votre Honneur.

— Qu'est-ce qu'il me veut, le professeur Henriksen?

— Le professeur Henriksen m'a chargé de lui trouver dans le château une petite table ronde et légère. Il dit qu'il en a besoin, et que, si on ne la lui procure pas, il refera ses malles pour la Suède. Or, je n'ai trouvé que celle-ci. Si Votre Honneur n'y tient pas particulièrement...

— Qu'est-ce que c'est que ce vieux fou ! pensai-je.

William restait au milieu de la chambre, son guéridon à la main.

— Allons, portez-la-lui, dis-je. Et demandez-lui s'il ne veut pas aussi ma table de toilette.

— Pour cela, non, Votre Honneur, répondit William, soulagé d'un grand poids. Il n'en a qu'après les tables rondes.

* * *

Je passai le reste de l'après-midi à essayer de continuer la lecture de *Tristram Shandy*.

A cinq heures, on frappa à ma porte. M. Ralph parut.

— Madame la comtesse, dit-il, attend monsieur le professeur.

Pierre Benoit.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA VICTOIRE DU CAPITALISME EN ALLEMAGNE

Avant 1914, il était difficile de songer au socialisme, sans songer aussitôt à l'Allemagne. N'était-ce pas en Allemagne et en allemand que le grand prophète, Karl Marx, avait pensé, agi? N'était-ce pas en Allemagne que fonctionnait le parti socialiste le plus cohérent, le plus audacieux, le mieux doué? Il semblait probable que, dans l'hypothèse d'une révolution économique, le branle-bas dût commencer par Berlin.

Il commença par Pétersbourg. Ce fut, pour les théoriciens, une déconvenue. En fait, tout le marxisme s'effondrait par ce succès. Au lieu de surgir, suivant la formule, du capitalisme le plus centralisateur et le plus évolué, il s'installait par surprise au berceau d'un capitalisme encore mineur et vagissant. On peut l'affirmer en toute quiétude : la réussite de Lénine, à l'automne de 1917, réfuta en bloc les conclusions de *Das Kapital.*

La victoire de l'Entente améliora un peu les positions du marxisme en déclenchant la révolution du 9 novembre. Guillaume II parti, les socialistes chaussèrent ses bottes. Depuis ce temps-là, on parle beaucoup, en Allemagne, de *socialisation*, avec des recrudescences et des accalmies diverses. Que se passe-t-il en réalité? Il se passe quelque chose d'extraordinaire : *plus il est question de socialisme, plus le rôle des patrons devient prépondérant.* L'action d'un Hugo Stinnes illustre bien cette phase de l'évolution économique. Je ne sais comment le marxisme fait pour s'y prendre, mais c'est depuis

son exaltation que le *Reich* traite d'égal à égal avec les représentants de la grosse industrie les plus directement visés par les lois de socialisation, comme un vulgaire kaiser du moyen âge démêlant mal ses droits de ceux de ses trop puissants feudataires. D'ordinaire, on sait comment se terminent, entre Spa et Danube, ces sortes d'avatars sentimentaux : par la rédaction d'une Bulle d'or.

A Moscou, nous avons déjà eu trois phases de bolchevisme : la phase du marxisme intégral ou du syndicalisme soviétique, la phase du militarisme économique ou de l'étatisme forcené, enfin la phase (à peine ouverte) du renoncement aux mains d'un capitalisme de grand style, allant jusqu'à l'intronisation, dans le corps de l'État dit communiste, de petits États capitalistes, jouissant sur leurs concessions des droits les plus régaliens.

A Berlin, les événements ont suivi une marche analogue, dont voici les principales étapes :

Et d'abord, notons-le pour commencer, rien n'égalera la stupéfaction des socialistes devant la soudaineté de leur victoire. Lénine l'emportait, l'ayant voulu. Il était préparé, au moins psychologiquement. Les marxistes allemands ne s'attendaient à rien. Brusquement portés au pouvoir, ils s'aperçurent, avec terreur, qu'en dehors de principes vagues, rien ne les destinait à l'action économique. Leurs cerveaux s'étaient épuisés dans le vide à combattre un capitalisme idéal, à prévoir sa chute, à imaginer les moyens de l'abattre. Or, le régime capitaliste disparaissait gratuitement, sans effort de leur part. Ils avaient travaillé pour rien. Tout leur savoir s'évanouissait sans servir. Les délais qu'ils s'étaient donnés pour étudier *in concreto* le fonctionnement d'un État socialiste se raccourcissaient tragiquement jusqu'à zéro. Il fallait gouverver, il fallait socialiser. Alors, dans un geste symbolique, dicté à ces vieux parlementaires par le génie même de l'espèce, ils nommèrent une commission (décembre 1918).

Cette commission fit des rapports, puis se dispersa. Une autre lui succéda (avril 1919) et fit d'autres rapports. Avec beaucoup de prudence, on écarta comme scandaleuse l'idée d'une socialisation intégrale. L'effort de nos théoriciens porta seulement sur les mines de houille, puis sur la potasse. Il y avait un joli abîme, si je puis dire, entre ces modestes propositions et les prétentions solennelles, en 1891, du programme d'Erfurt. De ces propositions aux textes votés, la distance ne sera pas moindre. Mais avant d'examiner ce point-là, il faut réaliser une nouvelle trahison, bien pénible pour la mémoire de Karl Marx.

En effet, ce n'est pas de Karl Marx que s'inspirèrent les membres

des deux commissions de socialisation, mais d'Otto Bauer, le socialiste autrichien qui, à la fin de décembre 1918, faisait incorporer son programme dans le manifeste électoral de son parti. Otto Bauer, à son tour, de qui s'inspirait-il? De théories anglaises, élaborées surtout par Cole et Hobson, et connues sous le nom de *Guild-socialism.*

Ce *Guild-socialism* constitue un amalgame de bas étage, d'une tiédeur vomitive, bien propre à divertir un solide estomac teuton. Il part de deux idées : que le travail n'est pas une marchandise et qu'il faut organiser l'industrie démocratiquement. On parle beaucoup, dans les écritures de Cole, de *démocratie fonctionnelle,* et cela aboutit, assez malproprement, à dépouiller les propriétaires. La chose se passe ainsi : étant donnée une *branche d'industrie,* on en remet la propriété à l'État, mais on en concède à perpétuité la gestion aux guildes, ou corporations, comprenant la totalité du personnel travaillant dans l'industrie intéressée, depuis les ouvriers jusqu'aux directeurs. Tous ces gens-là, en somme, disent aux propriétaires : ôte-toi de là que je m'y mette ! Car telle est l'essence du socialisme, aussi bien que de la démocratie. Ce n'est pas l'avis de M. Marcel Tardy qui, dans son *Problème de la socialisation en Allemagne,* dont je m'inspire dans cet article, expose très clairement ces théories, mais s'attache à les mettre en contradiction avec elles-mêmes ; il semble en effet bien difficile, sous un certain point de vue logique, de ne pas verser dans cette application vaseuse des idées démocratiques.

Quoi qu'il en soit, c'est en partant de ces conceptions-là, bien cruelles pour la tradition marxiste, que l'industrie minière allemande fut « socialisée ». Une autre influence est perceptible dans la loi du 23 mars 1919, celle de l'expérience et à ce titre nous devons nous y appesantir. Pendant la guerre, en Allemagne comme en France, mais en Allemagne plus encore qu'en France, les pouvoirs publics, moitié à tort, moitié à raison, s'étaient immiscés de très près dans le fonctionnement de l'industrie. Cette immixtion, les Allemands, quels qu'ils soient, patrons, ouvriers, producteurs, consommateurs, en ont gardé un souvenir atroce, d'incompétence, de chicanes, de tyrannie, de lenteur, d'anarchie, tant et si bien qu'une clameur, aussi forte que celle qui réclamait la socialisation, s'élevait dans l'Allemagne, libérée par la défaite du régime obsidional : « Pas d'étatisme ! »

La « loi sur l'économie du charbon », définitivement organisée le 23 août 1915, met l'empire à même de contrôler, par l'entremise d'un *Conseil d'empire du charbon,* l'industrie des combustibles minéraux, houille et lignite. Les producteurs sont réunis par districts en syndicats, qui, groupés en une *Fédération centrale,*

règlent la production, la consommation et le débit, sous le contrôle du Conseil d'empire. Le gouvernement fixe le prix.

Le Conseil est composé de 58 membres, 3 représentant les États, 15 les exploitants des mines, 15 leurs ouvriers, 5 les négociants en charbon, 2 les employés techniques, 2 les gros industriels consommateurs, 2 leurs ouvriers, 2 les petits industriels, 2 les coopératives, et jusqu'à un prospecteur et un expert en chaudières.

Il semble que pratiquement le seul résultat fonctionnel, comme dirait M. Cole, de cette réorganisation, passablement embrouillée et lourde, ait été de rapprocher d'une façon permanente les milieux politiques et les milieux industriels. Les patrons, propriétaires de mines, se plaignent amèrement des entraves qu'ils subissent, mais ils s'entendent fort bien à mettre le gouvernement au pas. Suivant les prévisions et les remarques de Valois, relatives à l'inanité des classes *économiques*, on a vu, chaque fois qu'il s'est agi de l'élévation des prix, s'effectuer un bloc inébranlable des patrons et des ouvriers, très sensibles à la solidarité des prix de vente et du taux des salaires, bloc qui fait la force d'un Stinnes et devant lequel le gouvernement a toujours capitulé.

Ainsi donc, l'*avènement du socialisme* en Allemagne, *par l'institution du syndicat obligatoire et son articulation avec les organes politiques, met partiellement l'État sous le joug des exploitants*, particularisation d'une loi plus générale qui veut que l'homme, apte à faire produire, ait toujours le dernier mot dans une discussion économique. *La situation des ouvriers est inchangée.*

En présence de cette évolution, qu'elle n'avait pas prévue et qui était fatale, la bourgeoisie allemande s'est complètement ressaisie. Au début, elle avait pris peur ; ce n'étaient pas seulement des socialistes comme Korsch et Kautsky, Wilbrandt et Kaufmann, Lederer et Wissell, Neurath, Kranold, Mœllendorf, qui préconisaient, les uns par *en bas*, les autres par *en haut*, à la manière russe, une refonte de la production dans le sens socialiste, mais des bourgeois eux-mêmes, centristes ou démocrates, Vogelstern, Honten, Rathenau, qui, par un dilettantisme fatigué, rêvaient de remettre leurs pouvoirs dans les mains incompétentes des ouvriers. Le gros de cette crise est passé. Le reste se liquide peu à peu.

Aussi bien les ouvriers eux-mêmes ont-ils évolué dans le sens bourgeois. Au début, les éléments tapageurs, révolutionnaires, anarchistes, avaient déterminé la formation de *conseils* qui furent gênants. Un foisonnement de *Räte* encombra l'économique allemande et la paralysa. Les émeutes de février, si bien réduites par les mitrailleuses de Noske, témoignèrent qu'il fallait prendre au sérieux ces

manifestations. Il subsiste encore aujourd'hui de cette tendance une manie de parlementarisation intégrale qu'on retrouve très sensible dans le régime des charbons. Du haut en bas s'étagent comités et fédérations.

Très vite, les ouvriers se lassèrent de ces simagrées pour bourgeois pauvres, surtout pauvres d'esprit ; très vite, le sens de la vie et de la faim les ramena au bon sens, qui chez l'ouvrier, désireux d'améliorer sa situation, se traduit invariablement par deux besoins : de salaire élevé d'abord, en second lieu de stabilité dans le salaire.

La loi du 4 février 1920 sur *les conseils d'exploitation*, chargés tout simplement de contrôler les conditions du travail, fit justice du soviétisme épars dans toute l'Allemagne ouvrière au lendemain de la Révolution de novembre, et qui, lors des émeutes et des « socialisations sauvages », à la manière italienne et russe, de février 1919, avait fait courir de si graves dangers à l'industrie du fer et du charbon en Saxe et dans la Ruhr. C'est grâce au sens bourgeois des socialistes allemands que cet accès de syndicalisme anarchiste, avec ses prises de possession directes, avait pu être réduit.

On avait assisté d'ailleurs, lors de ces événements, à un bien curieux spectacle. Pour apaiser les réclamations populaires, très violentes à la fin de 1918, des meneurs socialistes comme Barth, Baade, Wilbrandt, avaient cru habile de lancer l'inquiétude ouvrière du côté de la *socialisation*. Ce mouvement comportait une grosse part d'artificiel. Beaucoup de travailleurs reculaient devant la folie russe et les imitations qu'on en voulait faire, et Baade avait dû expressément les rassurer sur le mot de « conseil », qui leur évoquait trop brutalement les misères de Petrograd.

Par malheur, une fois lancé, le mouvement était allé jusqu'au bout de sa direction. Il échoua devant l'opposition des quatre grands syndicats miniers. A la fin de février, ces syndicats refusèrent de collaborer plus avant avec la première commission de socialisation, dite des neuf, dont la couleur était assez accentuée, et c'est leur opposition, appuyée par les masses prolétariennes, qui détermina sa chute.

Aujourd'hui, ces expériences ont fatigué les producteurs et l'esprit d'ordre reprend le dessus. Pour faire pièce aux projets socialistes de désorganisation économique, Stinnes et le grand patronat préconisent une solution, presque bourgeoise, de la crise, tendant à *prolétariser le capital*. Cinq pour 100 du salaire serait payé à l'ouvrier en bons qui, accumulés, lui conféreraient la propriété d'actions industrielles. Petit à petit, une part notable de la grande industrie tomberait, sans autre forme de procès, dans les mains ouvrières et

ferait de chaque travailleur un capitaliste. Une partie de l'extrême gauche s'est ralliée à ce système.

Rapprochez, pour finir, la courbe de l'évolution économique et celle suivie par la politique et vous pourrez vous exprimer comme M. Marcel Tardy. Après avoir rappelé un mot de M. Paul Lensch dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, sur *la vitalité* vraiment *étonnante* du capitalisme, il conclut ainsi :

« Le mouvement qui s'est intitulé socialiste a marché en Allemagne d'échecs en échecs. Les partis socialistes abandonnent l'un après l'autre les îlots de pouvoir que l'étonnement de leurs ennemis leur avait laissé prendre sans coup férir. Le contrôle ouvrier dans l'industrie s'est rétréci jusqu'aux proportions modestes d'une représentation légale chargée de soutenir, vis-à-vis des patrons, les intérêts du personnel des établissements. Le système des conseils s'est changé en un fédéralisme économique, que le capitalisme a su s'assimiler. Les socialistes s'acharnent à une lutte fratricide. Les plus pondérés d'entre eux ne cachent plus que leur essai de révolution a échoué. *Une seule puissance a grandi au milieu du chaos : la fédération des industriels.* »

En présence d'un tel spectacle, Paul Lensch a-t-il tort ou non de s'écrier : *Nous n'arrivons pas au terme du régime capitaliste, mais au début d'une nouvelle époque capitaliste?*

Pour ma part, l'affirmative ne fait pas de doute. Le capitalisme l'emporte et l'emportera toujours, parce qu'il est seul scientifique, parce qu'il correspond à la nature, parce qu'il s'appuie sur la tradition, parce qu'il *existe*. L'avenir appartient à la bourgeoisie, au patronat, au capital. Le socialisme n'est qu'un aspect très partiel de la croissance du capitalisme. Son histoire n'est pas autonome. Il se meut à la remorque.

René Johannet.

L'Angleterre et la question des Indes.

L'Empire anglais traverse une crise très analogue à celle que subirent, un peu grâce à lui, tant d'États européens au siècle dernier, chez qui les progrès du libéralisme s'accompagnèrent d'un affaiblissement politique considérable. Qu'il s'agisse de la France ou du Portugal, de l'Italie ou de la Grèce, les intrigues britanniques s'y dépensèrent en faveur du relâchement de la force acquise et assurèrent au mercantilisme de Manchester et de Sheffield un champ d'action illimité. La dernière opération de ce genre s'est opérée en

Russie, mais déjà les conditions de jeu avaient changé ainsi que les répercussions engendrées par lui.

A son tour, en effet, l'empire des Élisabeth et des Victoria, des Guillaume III et des Georges IV a dû entrer dans la danse au son de la musique nationale. Depuis 1911 les lois, même non financières, peuvent être établies sans le concours des Lords ; depuis 1911 encore la fonction de député est devenue un métier rétribué ; depuis 1918 le suffrage universel est pratiquement institué. Chez nous tout cela, ou presque tout cela, fonctionne depuis plus d'un demi-siècle, *sancto Georgio adjuvante.*

En même temps le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande devenaient des sortes d'empires dans l'Empire lui-même. Ce progrès. à peu près normal en ce qui concerne ces puissances, devient très dur à réaliser dès qu'il s'agit de populations allogènes telles que l'Irlande et les Indous. Là le passage du régime militaire et du système d'exploitation mercantiliste à des pratiques égalitaires et constitutionnelles s'avère malaisé, rebutant, périlleux. Croyez bien qu'à Dublin l'apaisement n'est que momentané.

Nous sommes assez familiarisés avec la question irlandaise. Celle de l'Inde nous est moins connue. Nous savons en gros qu'une certaine fermentation agite depuis quelques années l'énorme péninsule, causant aux Anglais plus d'un souci, mais son degré, ses directives, ses buts, ses modalités nous échappent la plupart du temps. Nous lisons les mentions d'une révolte, d'une répression, d'une arrestation, mais sans saisir le lien de ces tragédies, sans apercevoir le plus souvent la sève commune de ces redoutables floraisons.

Les événements néanmoins s'avancent là-bas au pas accéléré. plus vite encore qu'en Irlande. Et d'abord ce n'est que d'hier, d'avant-hier, si l'on veut, que l'Inde cesse un peu d'être une simple expression géographique. Jusqu'en 1834, en effet, le représentant suprême du monarque anglais auprès des princes et des populations indigènes portait le titre significatif de *Gouverneur général du Fort William au Bengale.* Ce n'est que depuis cette date qu'il s'intitule gouverneur des Indes, *Governor of India.* Quarante-deux ans plus tard, en 1876, le pays était érigé en empire.

Aujourd'hui l'empire tâche d'évoluer du côté de la démocratie intégrale, malgré l'instinct du passé, à cause des idées nouvelles. La Chambre britannique, élue au suffrage universel a, en effet décidé solennellement qu'il entrait dans ses desseins « de favoriser l'union croissante des Indous dans toutes les branches de l'administration indoue, ainsi que le développement progressif des institutions démocratiques (*self-governing*), en vue de réaliser graduellement les bases d'un gouvernement autonome (*responsible*) aux Indes britanniques, devenues partie intégrale de l'empire. » Cela est net. Cela est catégorique. Cela engage.

Aussi bien ne croyons pas une seule minute que les principes seuls

soient intéressés dans cette solennelle opération. Derrière eux des divinités plus tangibles, et peut-être moins traitables, se meuvent à grand fracas. N'en percevez-vous pas le murmure éloigné à travers ces phrases de M. Srinivasa Sastri, délégué — combien stylé pourtant ! — de l'Inde à la dernière *Conférence impériale?*

Après s'être excusé, lui simple délégué de son gouvernement, de prendre la parole après les représentants d'États vraiment libres comme le Canada ou l'Australie, M. Sastri ajouta : « Nous espérons que l'année prochaine ou l'année d'après, nos successeurs viendront ici en vertu d'un droit supérieur. La représentation des princes hindous sera probablement désignée, à l'élection, par la Chambre des princes, tandis que le représentant de l'Inde britannique (*aimable euphémisme pour désigner les territoires conquis et possédés directement par Londres et qui forment presque les deux tiers du pays*) pourra être élu par la législature centrale du pays. Nous n'avons pas encore acquis le plein statut des Dominions, mais nous nous rendons compte que nous sommes engagés dans la voie qui mène à l'acquisition de ce statut. Le *Government of India Act* de 1919 marque une étape importante dans le développement de la constitution de l'Inde. Il n'y a rien dans notre histoire qui puisse se comparer à cette loi, soit en importance, soit en étendue. »

De fait, depuis 1915, 1916 et surtout 1919, l'Inde prend figure — une figure encore embryonnaire — de Dominion. Elle a son *Conseil d'État*, son *Assemblée législative*, plus ou moins indépendants puisque sur 60 et 140 membres respectivement, 20 et 40 sont désignés par l'autorité supérieure, le reste étant élu. Mais n'importe, cet embryon est la première offrande déposée par le vainqueur sur l'autel d'un vaincu qui se ressaisit et qu'on voudrait bien désarmer, ne serait-ce qu'en le neutralisant.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, certes, que l'Angleterre éprouve des difficultés aux Indes. Qui terre a, guerre a. Jusqu'à ces dernières années pourtant, en divisant, elle régnait. L'opposition traditionnelle et cultivée entre indouistes et musulmans — ils sont bien aujourd'hui 217 millions contre 66, — la diversité d'intérêts entre une plèbe plus que savamment hiérarchisée par ses deux mille castes et des princes, à la fois respectés et las, trop heureux d'avoir vu leur vainqueur occidental se transfigurer à leur égard en collaborateur cérémonieux, en caissier prodigue, et les tirer aussi d'une anarchie de famine et de sang, l'immensité d'un territoire où il tiendrait près de quarante Angleterres, la dispersion d'une population, hétérogène, avec ses dix-sept ou dix-huit langues principales, à travers une société où les villes ne comptent que pour un sur dix, et encore ; l'ignorance générale de cette gigantesque paysannerie, tout cela permettait aux successeurs de Warren Hastings de Canning, d'Elgin, du marquis Dufferin, voire de lord Curzon, de se tirer d'affaire avec un déploiement de force armée incomparablement inférieur au

déploiement de la sagacité politique et de l'empirisme sacré.

Pourtant depuis une vingtaine d'années un malaise profond, irréparable, embrumait l'atmosphère indoue. Un je ne sais quoi d'infidèle et de nerveux compliquait les moindres reflets du plus beau joyau de l'univers britannique. Des attentats, obscurs et soudains, faisaient des coupes sombres dans le personnel du *Civil Service*. La révolte des troupes indigènes, en 1856, avait ressemblé à une tragédie classique, dont le dénouement avait tari l'intérêt. Cette fois, il s'agissait d'une tragédie insaisissable, diffuse, dont les péripéties répugnaient à se préciser, dont l'intrigue apparaissait partout et nulle part, une véritable gangrène des sentiments d'allégeance même négatifs, même tacites.

Il y a de cela une dizaine d'années, sir Valentine Chirol étudia dans le *Times*, où ses articles firent grand bruit, l'*Indian unrest*, les « désordres indiens ». Il aboutissait à des conclusions troublantes. Il montrait d'abord la naissance d'un nationalisme religieux intense, appuyé sur les divinités autochtones, que ranimait l'air d'Europe, le foisonnement, pour cela, d'innombrables sociétés secrètes, et des pires qui fussent. En même temps que son cerveau et son cœur, l'Inde augmentait ses muscles, déjà elle aspirait à se suffire en tissus, en certaines denrées. Mais pourquoi cette économique, pourquoi ce *revival* prenaient-ils des traits anglophobes?

Les constations de sir Valentine Chirol incriminaient nettement le système d'éducation, importé par les libéraux. Les hommes de Londres n'avaient pu se résoudre, en bons protestants, à subventionner des écoles de type indigène, où la religion dominante du pays, monstrueuse idolâtrie, fût enseignée. Ils avaient donc institué des établissements laïques, fabriquant, à leur insu, des millions de déracinés, véritable prolétariat intellectuel sans emploi dans ce pays engagé presque tout entier dans l'agriculture la plus primitive. Trois millions de déclassés, trois millions d'agitateurs avaient été lancés de la sorte à travers la vie indienne, munis des derniers perfectionnements de Cambridge et d'Oxford.

Depuis 1910 le mal s'est aggravé et, pour la seconde fois, sir Valentine Chirol le dénonce. Il a singulièrement pris d'ampleur grâce à la guerre, qui a dévoilé aux Orientaux la débilité congénitale du monde d'Occident, rivé aux pires jalousies, aux pires déchirements, aux dévastations la plus impies. Rabindranath Tagore s'est fait l'écho de ce sentiment de stupéfaction — joyeux? mélancolique? On ne sait.

En même temps on a eu besoin en Égypte, en Syrie, aux Dardanelles du concours des troupes indiennes. Les bugdets locaux ne s'en sont pas très bien trouvés. Un long cortège d'impôts, de vie chère, fatigue, peut-être plus encore qu'en Europe, le consommateur indigène. Le désir de l'indépendance, déjà violent, n'a pas été diminué par cette expérience.

Enfin la crise turque : les soixante-six millions de musulmans, après avoir reçu de M. Lloyd George les assurances les plus solennelles quant à l'intégrité de l'Asie Mineure, de Constantinople, de Smyrne, de la Thrace, s'aperçoivent aujourd'hui qu'ils ont été dupés. Ajoutez-y ce vent de bolchevisme qui flotte sur toute l'Asie. En 1919 les troubles politico-sociaux furent sanglants, prolongés. Aujourd'hui encore la peuplade guerrière des Moplahs s'est soulevée pour protester contre l'abaissement du sultan. Que peut-elle avec ses couteaux contre les mitrailleuses? Que peuvent les mitrailleuses, à la longue, contre la pensée?

Un homme s'est trouvé, Gandhi, pour incarner l'esprit de révolte. Il a eu le tort de prédire, emporté par sa pieuse exaltation, la fin du régime britannique aux Indes pour le mois d'octobre dernier. Cette faute de précision a nui à ce tolstoïsant qui met son espoir le plus vif dans ce qu'on appelle là-bas les *non-cooperation*, tactique multiforme qui va depuis le refus de l'impôt jusqu'au refus du vote. Les non-coopérateurs non seulement ne servent ni dans l'armée ni dans les cadres civils, mais ils tiennent à se vêtir de tissu indigène ; ils fuient, accusés ou plaignants, les tribunaux de l'envahisseur. La contagion irlandaise est sensible sur ce point.

Le grand succès de Gandhi avait consisté à rapprocher indouistes et musulmans dans une commune protestation contre la politique antimusulmane de lord Curzon. Malheureusement pour lui, les Moplahs, fanatiques sincères, ont brûlé plus de temples brahmanistes que de chapelles anglicanes. Il s'en est suivi un certain froid dans le camp des associés.

Néanmoins, même après cet impair, on a pu voir que l'arrivée toute récente du prince de Galles à Bombay avait déclenché un *har'al*, jour de deuil, de tristesse et de chômage. A Allahabad il s'est promené dans des rues magnifiquement décorées par les soins des fonctionnaires, mais vides de peuple.

Les lois anglaises sont parties en guerre contre les fomentateurs de ces scandales. Que peuvent-elles? Arrêter les frères Ali? A quoi bon, s'il faut les relâcher ensuite? Quant à remettre le pouvoir aux généraux, le remède est pire que le mal. L'un d'eux ne s'était-il pas avisé en 1919 de forcer les indigènes à ne passer à un certain endroit, où avaient eu lieu des troubles, qu'en rampant à quatre pattes? Le *crawling order* est devenu célèbre aux Indes. Mais le résultat obtenu a plutôt renforcé la thèse libérale.

Tant y a aux Indes que rien ne va plus. On comprend pourquoi l'Angleterre, à défaut d'autres motifs, tienne si fort à ménager le Japon, à filer doux en Irlande, à négocier en Égypte.

PIERRE BOUCHARD.

LES LETTRES

LE PRIX GONCOURT ET SES ROMANS

J'avoue que je n'arrive pas à comprendre pourquoi l'Académie Goncourt a couronné *Batouala* de M. René Maran, tandis qu'elle avait le choix entre plusieurs œuvres d'un mérite plus certain : entre autres *Broumitsche et le Kabyle* de MM. Louis Lecoq et Charles Hagel, et surtout *les Nocturnes* de M. Georges Imann, dont la supériorité est évidente.

Je sais bien que la tâche de ses membres n'est pas facile, et qu'en dix-neuf ans de prix Goncourt, ils n'eurent pas que de détestables choix. D'ailleurs, s'il ne s'agissait que de chercher une noise analogue à l'Académie française, ce ne serait guère difficile. Mais distribuer des prix n'est qu'une de ses attributions, et ce n'est pas la plus importante, tandis que les membres de l'Académie Goncourt n'ont guère que celle-là, si ce n'est, en outre, celle de déjeuner ensemble, si bien qu'une attention presque universelle se trouve concentrée sur eux chaque fois que revient le mois de décembre. Sans compter qu'il est généralement admis que la menue monnaie des récompenses que l'Académie française répand à pleines mains, n'a pas beaucoup plus de valeur littéraire que la manne violette qui porte indûment son nom. Pour ce qui est de ses prix plus importants, elle n'a pas tout de même commis jusqu'aujourd'hui de si graves erreurs, si ce n'est peut-être quand elle fit un sort à la vaseline germanisée de M. Romain Rolland. Mais le saint homme criait alors si fort qu'il lui manquait une baraque à la foire pour participer au tapage sur la place,

qu'elle crut devoir lui en accorder une avec une enseigne, afin qu'il puisse écouler ses produits ; ce dont il ne s'est pas privé depuis, avec accompagnement de boniments auxquels la noble dame du pont des Arts ne s'attendait guère ; car si son grand âge fait qu'elle a quelquefois la vue basse et l'oreille dure, il ne lui a guère apporté, en retour, le sens de la prévision. Tout de même, s'il arriva à l'Académie de nous recommander un honnête orgeat, elle ne prétendit jamais nous le faire prendre pour une boisson tonique ; elle ne nous a pas encore présenté comme une liqueur de marque, quelque redoutable « tord-boyau », fût-il équatorial.

L'erreur de l'Académie Goncourt, c'est peut-être bien qu'en vieillissant, elle n'entend plus se contenter de rester elle-même. Il ne lui suffit pas de n'être qu'une réunion de littérateurs de grand talent qui décerne, chaque année, un prix au meilleur ouvrage d'imagination. Elle aspire avant tout à devancer l'Académie française par des initiatives qu'elle estime nouvelles, même hardies. Elle désire passer pour l'Académie révolutionnaire, l'Académie des jeunes lunes. Et si elle a admis qu'une femme pourrait faire partie de sa compagnie, ce ne fut, soyez-en sûr, que pour se montrer plus avancée que l'Académie française. Elle doit avoir quelque fierté à se dire maintenant que si, quelque jour, une femme siège sous la Coupole, l'Académie n'aura fait que l'imiter. En couronnant, en pleine guerre, *le Feu* de Barbusse, elle n'a pas manqué de penser : « Voilà bien ce que ne ferait pas l'Académie. » Cela a suffi pour qu'elle ne s'aperçût point de ce que son erreur avait de dangereux. Cette année, elle a songé que jamais l'Académie n'oserait couronner un roman nègre écrit par un nègre. Il n'en a pas fallu davantage pour qu'elle préférât *Batouala* à des œuvres d'une meilleure veine littéraire. Elle y a vu, il faut le dire aussi, et cela vaut mieux, l'occasion d'un beau geste, à l'origine duquel on doit reconnaître un sentiment généreux, venu d'un cœur excellent. Car il est vrai que nous ne ferons jamais assez en faveur de nos frères de couleur qui ont versé si généreusement leur sang pour nous dans la dernière guerre ; sans compter qu'il importe de combattre le préjugé de l'infériorité de la race noire. Mais il est à craindre qu'un roman comme *Batouala* n'aide guère à obtenir ce beau résultat. Je doute d'ailleurs que nos frères de couleur, de plus en plus nombreux, qui ont notre culture, se montrent très satisfaits du genre de héros qu'a choisis M. René Maran. Si encore il s'était contenté de nous conter l'histoire de Batouala, même en nous offrant, comme il l'a fait, le spectacle des distractions sanguinaires et luxurieuses des sujets de ce chef de tribu, nous aurions pu n'en retenir que la couleur et le pittoresque ; malheureusement, il a fait précéder son récit d'une pré-

face qui nous laisse attendre des nègres idylliques troublés par notre cruelle civilisation, tandis qu'il nous montre d'affreux sauvages. Nous sommes alors bien obligés de nous dire qu'il n'était pas indiqué que M. René Maran s'écriât :

Civilisation, civilisation, orgueil des Européens et leur charnier d'innocents, Rabindranath Tagore, le poète hindou, un jour, à Tokio, a dit ce que tu étais !

Tu bâtis ton royaume sur des cadavres. Quoi que tu veuilles, quoi que tu fasses, tu te meus dans le mensonge. A ta vue, les larmes de sourdre, et la douleur de crier. Tu es la force qui primes le droit. Tu n'es pas un flambeau, mais un incendie. Tout ce à quoi tu touches, tu le consumes...

Il est vrai qu'aussitôt après cette diatribe, M. René Maran exprime sa reconnaissance envers la France à laquelle il doit tout. C'est alors qu'il est certainement le plus sincère ; le reste est exagération littéraire. Ne doutez pas, cependant, que la diatribe a particulièrement séduit la majorité des membres de l'Académie Goncourt. C'est qu'ils sont restés, pour la plupart, bien que sans doute ils s'en défendent, des héritiers attardés du naturalisme ; ils sont demeurés influencés par son pessimisme ; ils ont gardé cette horreur négative de notre civilisation que le naturalisme n'a jamais fait qu'exprimer. Certes, notre civilisation n'est pas parfaite ; elle est surtout fort précaire ; c'est même pourquoi il nous faudrait, de plus en plus, des œuvres qui lui fussent utiles, et qui, en fin de compte, aboutiraient à cette utilité, si libres qu'elles se montrassent dans l'expression de leur critique de l'homme. Vraiment, je ne crois pas que ce soit le cas du roman que l'Académie Goncourt vient de couronner.

Si, par hasard, cette Académie entendit, d'autre part, attirer l'attention publique et celle de l'État sur la conduite coupable, à l'égard de nos noirs, de certains administrateurs coloniaux et répondre ainsi à la plainte et à l'appel de la préface de *Batouala*, nous croyons que ce n'est point l'affaire d'un prix Goncourt. Elle a mieux d'ailleurs à sa disposition dans la personne d'un de ses membres qui est aussi législateur, et qui a suffisamment montré qu'il n'avait peur ni des mots, ni des responsabilités, en même temps qu'il a toujours manifesté son estime, à l'occasion même son admiration, envers nos frères de couleur.

Si l'Académie Goncourt a couronné *Batouala*, c'est non seulement pour paraître hardie, jouer un rôle social, en même temps qu'elle était séduite par les qualités naturalistes de l'œuvre, mais c'est encore à cause d'une tendance particulière qu'elle a déjà marquée dans la manière d'attribuer son prix, et qui semble bien venue encore de

son cousinage littéraire avec le naturalisme. Pour un Zola, par exemple, il y avait moins des hommes et des femmes, avec leurs passions, que des collectivités d'hommes et de femmes ; il y avait les égoutiers, les puisatiers, les vidangeurs, les maçons, les rentiers, les couturières, les instituteurs, les paysans, les militaires, etc. Les membres de l'Académie Goncourt n'ont pas la vue aussi courte, mais ils sont tout préparés, par les influences naturalistes qu'ils ont subies, à donner, chaque fois qu'ils le peuvent, leur prix au roman qu'a fait la couturière, ou bien l'instituteur, le colonial, le paysan. Il se peut d'ailleurs que ce roman soit en même temps le meilleur des romans d'imagination qui leur aient été soumis. Mais ce n'est pas toujours ce qui suffit à les séduire. Cette année, ils ont été particulièrement satisfaits de couronner le roman qu'a fait le nègre ; l'année prochaine, ils se jetteront peut-être avec enthousiasme sur celui de l'esquimau. C'est une conception qui a, du moins, l'avantage de leur donner un motif apparent de se décider, alors qu'ils sont hésitants entre plusieurs œuvres intéressantes.

Il serait d'ailleurs injuste de dénier toute valeur au roman qu'ils ont distingué cette année. Quand on a fait toutes les réserves qu'il faut, on doit reconnaître, même si l'on ne prise guère l'esthétique à la fois naturaliste et impressionniste dont *Batouala* relève, que ce n'est pas une œuvre indifférente. Le style en est généralement déplorable, et il arrive que certaines pages paraissent n'être écrites dans aucune langue, mais tel chapitre, comme celui de l'orage, n'en est pas moins d'une pittoresque couleur ; la mort de Batouala est presque émouvante, sans parler de la description de la « ganza », d'une grossière et obscène truculence. Ce qui diminue la valeur de *Batouala*, ce sont les comparaisons avec d'autres romans auxquelles oblige son succès à l'Académie Goncourt. En se plaçant à un point de vue de pure curiosité littéraire, l'Académie Goncourt n'a pas eu cependant tout à fait tort de le préférer, par exemple, à *l'Épithalame* de M. Jacques Chardonne, d'où se dégage un sombre ennui, ce qui, à mon avis, est, pour un roman, le plus grave des défauts. Quand on commence à lire *l'Épithalame*, on se dit qu'on est peut-être en train de faire connaissance avec une œuvre forte, complètement réalisée ; et puis, voilà que, peu à peu, on s'aperçoit qu'on se perd dans une grisaille dont il n'y aura bientôt plus que deux moyens de s'évader : ou en fermant l'ouvrage, on en cédant à un bienfaisant sommeil. On dirait que l'histoire de ces deux époux, dont tout l'intérêt est de n'en avoir aucun, a été écrite par un romancier russe en collaboration avec M. André Gide. Vous imaginez tout de suite combien cela peut être gai ! Il semble que tout le long de ces six cents pages en deux volumes, on reçoive une petite pluie fine et serrée d'eau tiède, dans une atmos-

phère de ouate. Quand le roman finit, on se demande pourquoi, mais on ne saurait dire davantage pourquoi il n'aurait pas, tout aussi bien, fini plus tôt. Je sais que certains ont néanmoins goûté *l'Épithalame*, et ont même comparé ce roman aux livres de Proust ; c'est probablement à cause de sa longueur ; mais nous n'avons en retour ni l'esprit, ni le mordant, ni l'observation psychologique des milieux et des caractères, ni la langue souvent admirable qu'on trouve dans l'auteur de *Chez Swan*. On sort l'esprit enrichi d'un ouvrage de Proust. Après avoir fermé *l'Épithalame*, on se dit qu'on eût été aussi avancé si on s'était contenté de contempler l'uniforme grisaille de sa couverture qui, elle, du moins, est un chef-d'œuvre.

Je ne crois pas non plus que ce soit à *la Cavalière Elsa* de M. Mac Orlan qu'eût dû revenir, cette année, le prix Goncourt. Certes, c'eût été récompenser en même temps l'œuvre déjà importante de M. Mac Orlan qui est certainement un de nos plus intéressants conteurs. M. Mac Orlan a eu une intention ingénieuse en voulant, dans son roman, nous montrer le bolchevisme qui éprouve le besoin de se créer un idéal et le trouve dans sa soumission aveugle à une aventurière juive, la cavalière Elsa ; celle-ci entraîne les bolchevistes à la conquête du monde. C'est pour M. Mac Orlan l'occasion d'une sorte d'anticipation qu'il évite de faire trop tragique. Malheureusement, son imagination paraît un peu livresque et sa réalisation semble vraiment inférieure au vaste sujet qu'il s'est proposé. Comme M. Mac Orlan nous paraît plus à l'aise quand il s'agit pour lui d'écrire un conte, comme *la Bête conquérante*, par exemple !

Par contre, nous avons avec *Broumitsche et le Kabyle* de MM. Louis Lecoq et Charles Hagel un recueil de nouvelles qui, semble-t-il, aurait pu porter allégrement l'honneur du prix Goncourt. Avec ces nouvelles coloniales, nous demeurons du moins dans la vie. Et puis, nous comprenons que nous sommes en présence de deux écrivains qui, dès leur premier ouvrage, ont atteint à une sorte de maîtrise, ce qui est de plus en plus rare. Malheureusement, l'Académie Goncourt éprouve de la répugnance à couronner un recueil de nouvelles, celles-ci seraient-elles excellentes ; et cependant plusieurs nouvelles, ce n'est jamais que plusieurs œuvres d'imagination.

Mais puisqu'elle désirait, cette année, décerner son prix à un roman, que ne s'est-elle arrêtée sur *les Nocturnes* de M. Georges Imann ? Voilà bien le roman moderne, vivant, coloré, mouvementé, émouvant qui semblait appeler le prix Goncourt ! Comme M. André Thérive dans son *Expatrié*, M. Georges Imann nous plonge à Genève, pendant la guerre, dans le monde des sans-nation. Mais nous trouvons dans son œuvre cette peinture et cette psychologie vivante des

milieux et des hommes que nous souhaitions pour un tel sujet, en parlant du roman de M. Thérive. C'est le drame du bolchevisme soudoyé par l'Allemagne, auquel nous fait assister M. Georges Imann. Rien de plus moderne que ce roman qui nous donne la vision presque simultanée d'événements, d'actions, dont notre intelligence perçoit les rapports et les dépendances. C'est le plus émouvant des drames, dans le plus passionnant des romans d'aventures. On n'oublie pas certains types de ce livre, comme l'étrange prince Olébine, la mystérieuse Ida di San Carvagno.

Et puis, si ce n'est pas un ouvrage pour les enfants et les jeunes filles, ce n'en est pas moins un bon livre, ce qui ne gâte rien, et qui est à placer, par exemple, à côté de *Nach Paris* et du *Boucher de Verdun* de M. Louis Dumur.

GEORGES LE CARDONNEL.

L'HISTOIRE

LES INFLUENCES D'ARGENT DANS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La Révolution est peut-être, de toute notre histoire, la période la plus difficile à bien connaître. Ce n'est pas que les documents fassent défaut ! Ils sont très nombreux, si nombreux qu'en dépit d'un travail énorme poursuivi depuis des années par des dizaines et des dizaines d'érudits, on n'a pas encore pu en faire le dépouillement, ni même le recensement. Des séries entières conservées aux Archives nationales et comprenant des milliers de pièces sont à peine explorées. Et je ne parle pas des archives de province, ni des archives privées. Cependant, nous avons des exposés d'ensemble de la Révolution ; nous en avons même de fort intéressants.

Le reproche commun qui peut leur être adressé est le suivant : ils ont été écrits presque uniquement d'après les sources les plus accessibles, *les sources officielles imprimées :* décrets, lois, procès-verbaux, journaux d'inspiration gouvernementale et révolutionnaire. D'une enquête ainsi menée, il ne pouvait guère sortir qu'un récit anonyme et un peu terne des événements, un récit qui est vrai pour un tiers et inexact pour le reste, qui ne présente pas un très grand intérêt et qui ne satisfait pas l'esprit. A force de perspicacité et d'intelligence, quelques-uns ont pu s'approcher plus près de la vérité, mais, mal soutenus, ils ont dû s'arrêter avant d'être arrivés à la certitude complète. Seuls ont pu faire œuvre achevée les historiens qui se sont résignés à ne considérer le problème révolution-

naire que sous un aspect. C'est le cas de la très belle *Histoire religieuse* de M. de la Gorce, de l'*Histoire financière* de M. Marion, des livres si précieux de M. Lenôtre.

Seconde critique. On n'a le plus souvent voulu voir dans les luttes de partis à la Législative et à la Convention que des luttes d'idées. Les années 1792 forment une sorte de champ clos qu'emplissent des batailles d'abstractions. La Montagne en guerre contre la Gironde, c'est l'idée unitaire en guerre contre l'idée fédéraliste, ou encore la raison d'État en guerre contre le respect de la forme. La Convention faisant exécuter les Enragés, c'est le déisme triomphant de l'athéisme. Si, par hasard, on abandonne les mots pour regarder les hommes, c'est pour parler de l'ambition de Robespierre qui, alors, explique tout : la guerre, la Terreur, la mort de Danton, la loi de Prairial, etc.

Il y a, sans doute, dans tout cela une part de vérité, mais, à trop étudier les programmes et les principes, on oublie les intérêts. L'histoire politique, l'histoire des choses qui se voient doit être éclairée par l'histoire financière, par l'histoire des choses qui ne se voient pas, mais qui se soupçonnent. Et cette recherche est d'autant plus nécessaire que l'époque est plus troublée, plus favorable aux machinations secrètes, plus riche en occasions de faire fortune aux dépens du voisin.

Le grand mérite de M. Albert Mathiez, professeur à l'Université de Dijon, est d'avoir mis à jour ces affaires louches où la politique et la finance se mêlent étroitement. On peut dire que, de ce fait, l'histoire de la Terreur a été modifiée de fond en comble (1).

M. Albert Mathiez ne répond pas à la définition classique de l'historien qui, selon l'opinion habituelle, doit être indifférent, insensible, glacé. M. Mathiez est passionné et violent. Il a voué à Robespierre une admiration sans bornes et une fidélité sans limites. Il le défend contre tous ses ennemis morts ou vivants avec un acharnement et une vigueur qui ne désarment jamais. Il fonce avec une énergie égale sur M. Aulard et sur Danton, sur Fabre d'Églantine et sur le docteur Robinet. Robespierre représente pour lui la véritable révolution démocratique et sociale, la révolution honnête, pure, désintéressée, vertueuse, complète, absolue, celle qui supprimera la diplo-

(1) Albert MATHIEZ, *la Victoire en l'an II* (in-16, chez Alcan) ; *l'Affaire de la compagnie des Indes* (in-8°, *id.*) ; *Danton et la paix* (in-16, la Renaissance du Livre) ; *la Révolution et les Étrangers* (in-16, *id.*) ; *Robespierre terroriste* (in-16, *id.*) ; *Études robespierristes : la conception parlementaire sous la Terreur; la conspiration de l'étranger* (2 vol. in-16, chez Colin). Voir aussi la revue : *les Annales révolutionnaires*, depuis 1908, Besançon, chez Millot frères, et Paris, chez Leroux.

matie secrète, la misère, la corruption et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette dévotion a parfois aveuglé M. Mathiez, trop pressé de conclure en faveur de son grand homme. Dans un de ses livres, il a beaucoup vanté et qualifié de « grand exemple » la condamnation sommaire du député de l'Aube, Perrin, accusé de fraudes sur des fournitures militaires. En réalité, le tribunal avait fait preuve d'une révoltante partialité, ne prenant même pas la peine d'examiner les pièces du procès et refusant à l'accusé le minimum de garanties auquel il avait droit. Après coup, on s'aperçut que, loin d'avoir détourné des deniers publics, Perrin était créancier de l'État pour une somme de soixante mille livres environ (1).

La passion, par contre, a souvent communiqué à M. Mathiez une pénétration singulière. Elle l'a soutenu dans un travail d'archives difficile, ardu et souvent fastidieux. Elle lui a donné la force de s'attaquer à des légendes qui faisaient autorité. Elle lui a donné le courage de continuer ses travaux, alors que, de tous côtés, on affectait de les ignorer ou de les mépriser. Finalement, il a parlé si net et crié si fort, que l'on a été contraint de l'écouter et de tenir compte, grand compte, de ce qu'il disait.

*
* *

Dans l'histoire de la finance et de la banque, les années 1793 et 1794 doivent apparaître comme des années privilégiées. Rarement, il fut aussi facile de faire de grosses affaires, de spéculer et d'accaparer. Abondance de papier-monnaie, cascade des changes, diminution de la production, difficultés d'approvisionnement, achats immenses du gouvernement pour les armées, pillage des territoires ennemis occupés, mise en vente subite et déréglée des propriétés nobles et ecclésiastiques représentant un quart ou un tiers du territoire français, on ne peut nier qu'il y ait là une réunion de circonstances offrant à l'agiotage, au tripotage et au vol des facilités peu communes. Comment s'étonner que des députés, en grand nombre, aient utilisé leur mandat et leur pouvoir tyrannique pour trafiquer ou aider des trafiquants?

Voici l'abbé d'Espagnac, ancien protégé de Calonne, devenu révolutionnaire ardent. Avec son valet de chambre Masson, il fonde une compagnie qui prend en adjudication la fourniture des chevaux,

(1) Sur cette affaire, voir Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. III, p. 134.

harnais, voitures et fusils de l'armée du Nord. Comme il est l'ami de Dumouriez et du ministre de la Guerre, Servan, il obtient un contrat ruineux pour l'État, se fait ponctuellement payer *en espèces* et ne fournit pas le quart des charrettes et des bêtes qu'il s'était engagé à réunir. Le juif Jacob Benjamin, chargé d'approvisionner les magasins d'habillement de Strasbourg, leur livre des souliers à semelles de carton, des chemises en toile d'emballage et des bas de la plus mauvaise qualité. Robert, député de Paris, accapare (déjà !) les rhums. Le pasteur Julien, député *montagnard* de Toulouse, est le protecteur attitré, et l'associé, de tous les fournisseurs véreux. Ses collègues du Comité de sûreté générale : Chabot, Basire, Alquier, Osselin, Delaunay (d'Angers), Guffroy, pour ne nommer que les principaux, montrent le même sens aigu des affaires et, moyennant d'honnêtes commissions, savent fermer les yeux quand il le faut. Courtois, député de l'Aube, fournit des bœufs à l'armée et ne remplit pas les conditions des marchés. Rovière et Poultier, députés en mission dans le département de la Vaucluse, s'emparent des biens nationaux. A Marseille et à Toulon, Barras et Fréron font main-basse sur les meubles et l'argenterie des ci-devant. A Bordeaux, le représentant en mission Tallien vend aux aristocrates suspects leur mise en liberté.

Il y a mieux. En 1789, il existait déjà de grandes compagnies par actions, dont les titres étaient, comme aujourd'hui, l'objet d'une spéculation active. C'était, par exemple, la Compagnie des eaux, la Compagnie d'assurance *Incendie et vie*, la Caisse d'escompte et surtout la Compagnie des Indes qui faisait le commerce avec l'Extrême-Orient. Ses actions, au capital nominal de 750 livres, se cotaient à la Bourse aux environs de 1 000. La crise qui précéda la chute de la royauté les fit tomber à 920, mais elles se relevèrent aussitôt après le 10 Août. Au même moment, les assignats s'effondraient chaque jour un peu plus et le prix de la vie enchérissait d'un mouvement parallèle et inverse. Il parut étrange aux révolutionnaires que les valeurs particulières fussent prospères, tandis que les valeurs publiques étaient dépréciées. Les députés Chabot, Julien, Thuriot, Delacroix (d'Eure-et-Loir), Delaunay (d'Angers) et Fabre d'Églantine entreprirent une violente campagne de discours contre les compagnies accusées de fraudes fiscales (ce qui était vrai), de complicité avec les tyrans, d'intelligences avec Pitt et de manœuvres souterraines pour accélérer la chute de l'assignat (ce qui était faux). Le 24 août 1793, la Convention endoctrinée votait en principe la suppression de toutes les compagnies par actions. Cependant, la mesure n'était pas appliquée à la Compagnie des Indes, dont les marchan-

dises et les papiers avaient été mis sous scellés. Ce n'est que le 8 octobre que parut un décret spécialement rédigé pour elle par une commission de sept membres où trônaient Delaunay et Chabot. Chose étrange ! il ne ressemblait en rien à celui du 24 août. Il permettait à la Compagnie de vendre ses biens elle-même, dans les conditions les plus avantageuses, en réduisant à peu près à rien le rôle des commissaires nationaux chargés de la surveillance. Le mécanisme de l'opération pratiquée par Fabre et ses amis apparaît clairement et se décompose ainsi : affoler les administrateurs en les menaçant de la confiscation et de la guillotine ; par ces furieuses attaques, faire baisser les actions ; acheter ; assurer à la Compagnie, moyennant finances, une liquidation favorable et finalement se faire rembourser au prix fort les titres achetés à vil prix. Double bénéfice : l'un, venant du chantage ; l'autre, du coup de bourse. Pas plus que la Compagnie des Indes, ne furent épargnées les compagnies d'assurances qui appartenaient au fameux baron de Batz ; au cours d'une perquisition, on découvrit chez Julien un paquet de titres desdites compagnies, valant cent mille livres.

Les lecteurs au courant de l'histoire révolutionnaire ont, sans doute, déjà remarqué une coïncidence curieuse : ces députés d'affaires, ces agioteurs, ces maîtres-chanteurs sont *tous* des amis, des familiers, des confidents de Danton. Danton aurait-il pris part lui-même à leurs louches opérations? On ne peut plus hésiter aujourd'hui à répondre par l'affirmative. Comme eux, plus qu'eux, Danton était un tripoteur. Comme eux, plus qu'eux, il vit dans la Révolution une magnifique occasion de s'enrichir. La démonstration de M. Mathiez est irréfutable. En 1787, dans son contrat de mariage, Danton se reconnaissait pour toute fortune 12 000 livres. A sa mort, il est un des plus gros propriétaires fonciers de l'Aube. Il possède une centaine d'hectares de terres, une ferme, deux prieurés, une maison à Arcis, un beau mobilier dans son appartement de la cour du Commerce à Paris, un autre dans une maison de Sèvres, un autre dans son appartement de Choisy-le-Roi. D'où venait l'argent? De bien des côtés. Danton fut payé par Louis XVI pour jouer le rôle d'agent provocateur, pour semer la division dans le parti « patriote », effrayer les modérés par des propositions démagogiques et, par contre-coup, provoquer une réaction. Il entra, très probablement, au service de Philippe-Égalité pour faire un métier contraire. De l'emprisonnement du roi à la réunion de la Convention (août-septembre 1792), il fut ministre tout-puissant et disposa sans contrôle des caisses de l'État. Jamais il ne put rendre compte de sa gestion.

Avec Talleyrand, d'Espagnac, Omer Talon et Sainte-Foy, il se

fit fournisseur des armées. A l'occasion du procès de Louis XVI, il extorqua ou, tout au moins, essaya d'extorquer quelques millions à l'Espagne et à l'Angleterre en mettant à l'enchère sa popularité révolutionnaire. Au début de 1793, il participa largement au pillage de la Belgique. Jusqu'à sa mort, il fut le chef d'un groupe de viveurs, d'hommes tarés et d'individus sans scrupules. En le frappant, le Comité de Salut public et la Convention ont voulu frapper l'aventurier capable de se vendre au plus offrant, le chef honteux mais redoutable des « pourris » et des profiteurs.

*
* *

Les principes révolutionnaires devaient, dans la pensée de ceux qui les proclamaient, s'appliquer à tous les pays et à tous les États. Les hommes étaient non seulement égaux, mais frères. Les frontières devaient s'effacer et disparaître. La paix allait régner sur le monde. L'ère de la réconciliation universelle s'ouvrait. A la fin de l'ancien régime, la France avait accueilli ou recueilli beaucoup d'étrangers. Les uns, hommes de lettres, nobles, riches oisifs, venaient y chercher cette douceur de vivre, dont Talleyrand a parlé avec tant de regret. Les autres étaient des proscrits, des réfugiés politiques à la recherche d'un asile et d'une protection. En 1789, à la faveur des idées humanitaires et cosmopolites des démocrates, tout ce monde put se mêler activement aux événements et parfois même exercer sur eux une grande influence.

La colonie étrangère de Paris s'accrut bientôt dans d'énormes proportions. Les juifs avaient été émancipés en 1790. Une loi de la même année avait rappelé les familles des huguenots exilés de Franee sous Louis XIV. En outre, quiconque, polonais ou prussien, suisse ou espagnol, consentait à prêter le serment civique de la haine des rois et du mépris des aristocrates, était reçu avec enthousiasme. On honorait même ces individus d'avoir fait acte de choix personnel en venant s'agréger à la nation française.

Les complications extérieures ne changèrent rien à cette situation.

Les sujets ennemis résidant en France pouvaient aller et venir librement après la déclaration de guerre comme auparavant. Il leur suffisait d'arborer la cocarde nationale. Bien mieux, ils étaient reçus partout à bras ouverts et à mains tendues. Ils rédigaient des journaux, ils péroraient dans les clubs, ils prenaient part à toutes les luttes politiques, ils agissaient sur l'opinion et sur le gouvernement en toute liberté. Ils pouvaient même remplir des fonctions publiques et plusieurs occupaient des emplois

importants jusque dans les bureaux du ministère des Affaires étrangères. L'un d'eux, le Prussien Clootz, semblait leur représentant attitré (1)...

Les plus notoires de ces métèques étaient de gros commerçants et de gros banquiers. En règle générale, leurs papiers et leurs comptes ont échappé aux atteintes des historiens. Par bonheur cependant, un certain nombre d'entre eux devinrent suspects et furent arrêtés. En dépouillant les archives du tribunal révolutionnaire, M. Mathiez a pu réunir des renseignements de la première importance sur quelques-uns des plus célèbres : les Suisses Panchard, Clavière, Grenus et Delessert groupés autour de Mirabeau ; les Anglais Boyd et Ker ; le juif prussien Benjamin Veitel Ephraïm ; le Belge Proli qui passait pour le bâtard du prince de Kaunitz, chancelier autrichien ; les juifs autrichiens Julius et Emmanuel Frey ; les frères Dobruska ou Topruska, juifs de Moravie, et bien d'autres.

Naturellement, ils avaient donné, dans les émeutes et dans les assemblées, des gages sérieux de leur républicanisme. Tous, ils avaient coiffé le bonnet rouge ; tous, ils étaient d'ardents révolutionnaires, des purs parmi les purs, des extrémistes, comme nous disons aujourd'hui, des Enragés, comme on disait alors. En réalité, c'étaient des agents de l'ennemi. Pour le compte de Pitt et de Cobourg, ils espionnaient, corrompaient, semaient la discorde, poussaient aux mesures dangereuses et démagogiques, essayaient de toutes manières d'achever la désorganisation intérieure et de hâter la défaite des armées. Les amis d'Hébert et de Chaumette, Momoro, Ronsin, Pereira. Vincent, Desfieux, Hérault de Séchelles étaient leurs agents ou leurs dupes. On sent leur action un peu partout : dans la prise de la Bastille, dans la déchristianisation, dans les attaques dirigées contre la politique de défense nationale, dans certaines *journées* révolutionnaires. Il est probable que Mirabeau accepta d'abord de l'or espagnol pour faire voter un armement à Brest et qu'il reçut ensuite de l'or anglais pour rendre cet armement inoffensif. En pleine Terreur, les puissances avaient des espions jusque dans les bureaux du Comité de Salut public. A Venise et à Vérone où séjournait Louis XVIII, d'Antraigues recevait leurs rapports, les enjolivait et les communiquait aux diplomates de la coalition. Le Comité, qui intercepta quelques-unes de ces notes, crut même qu'elles provenaient de la trahison d'un de ses membres.

Hébertistes et dantonistes se combattaient, mais combattaient aussi la politique des robespierristes qui, depuis juillet et septembre 1793, étaient maîtres des deux Comités de gouvernement. Les

(1) *La Révolution et les étrangers*, p. 31.

dantonistes réclamaient ou désiraient une paix rapide, la fin de la Terreur, l'institution d'un Comité de clémence, la réconciliation avec les girondins et les modérés. On les accusait d'être défaitistes et, au fond de leur cœur, de regretter la chute de la monarchie. On les appelait les *nouveaux Brissotins*, les *Indulgents*, ou encore les *Endormeurs*. Les hébertistes se disaient partisans de la violence. Ils réclamaient un redoublement des guillotinades. Ils voulaient fermer les églises, déchristianiser la France, faire du matérialisme une loi d'État. Les intrigues obscures et les affaires louches auxquelles ils étaient mêlés les uns et les autres n'étaient pas absolument ignorées. Robespierre et Saint-Just avaient des soupçons fortement motivés. Quelques petits scandales avaient déjà éclaté quand, brusquement, tout se découvrit.

Fabre d'Églantine, pris à partie par les Enragés et craignant d'être poursuivi pour l'affaire de la Compagnie des Indes, crut parer le coup dont il était menacé, en dénonçant à Robespierre une mystérieuse et formidable « conspiration de l'étranger », où il rangeait pêle-mêle ses ennemis Proli, Dubuisson, Desfieux et Pereira, et les plus compromettants de ses amis : Julien de Toulouse et Chabot, beau-frère des Frey. Ses révélations émurent les membres des Comités et une enquête fut ouverte (début d'octobre 1793). Un mois plus tard, Chabot, mis sur la sellette aux Jacobins pour ses tractations financières et son mariage autrichien, prenait le parti de dénoncer lui-même ses complices, dans l'espérance d'échapper personnellement au châtiment. Il raconta à Robespierre d'abord, au Comité de sûreté générale ensuite, que les députés Julien de Toulouse et Delaunay d'Angers avaient organisé, depuis deux mois, de concert avec les hébertistes, une vaste conspiration de chantage et de contre-révolution, dont le baron de Batz, agioteur aristocrate, tenait les ficelles. Les conspirateurs poussaient la Convention à des mesures maladroites, pour tourner contre elle l'opinion publique. Ils répandaient eux-mêmes le bruit que les meilleurs conventionnels étaient des traîtres, vendus à l'étranger et aux capitalistes. De cette manière insidieuse, ils préparaient une nouvelle journée sectionnaire d'où sortirait la dissolution de l'Assemblée. Chabot ajoutait qu'il n'était entré dans le double complot que pour le déjouer. Le député Basire confirma sa déposition. Robespierre fut convaincu et, à son tour, il prit l'offensive. Son grand rapport de décembre 1793 rejette sur les étrangers tous les maux dont souffre la République.

Ils délibèrent dans nos administrations, dans nos assemblées sectionnaires, ils s'introduisent dans nos clubs, ils ont siégé jusque dans le sanc-

tuaire de la représentation nationale... Ils rôdent autour de nous, ils surprennent nos secrets, ils caressent nos passions, ils cherchent à nous inspirer jusqu'à nos opinions, ils tournent contre nous nos résolutions... Leur principal objet est de nous mettre aux prises les uns avec les autres.

Mais l'instruction marchait. La lâcheté de Fabre et de Chabot ne les sauvait pas. Des perquisitions bien menées faisaient découvrir force papiers compromettants. Aux Jacobins, le 8 janvier 1794, Robespierre mettait en accusation les deux factions de droite et de gauche qui, dans son esprit, n'en faisaient qu'une.

Ils s'entendent comme brigands dans une forêt. Ceux qui sont d'un génie ardent et d'un caractère exagéré proposent des mesures ultra-révolutionnaires ; ceux qui sont d'un esprit plus doux et plus modéré proposent des moyens citra-révolutionnaires. Ils se combattent entre eux ; mais, que l'un ou l'autre parti soit victorieux, peu leur importe ; comme l'un ou l'autre système doit également perdre la République, ils obtiennent un résultat également certain, la dissolution de la Convention nationale

On sait le dénouement ; en mars et avril 1794, hébertistes et dantonistes étaient traduits devant le tribunal révolutionnaire et condamnés à mort, comme complices de l'ennemi.

Il faut être reconnaissant à M. Mathiez de nous avoir révélé ces aspects inconnus de l'histoire de la Terreur. Sans doute, ses jugements ne sont pas définitifs. Ses conclusions sont susceptibles d'être complétées, modifiées ou même contredites sur bien des points. Ses enthousiasmes sont le plus souvent incompréhensibles. N'importe. Ses livres sont des livres qui comptent, parce qu'ils ont ouvert un ordre nouveau de recherches d'où sortira un jour une histoire impartiale, intelligible et vivante de la Révolution. Le nom de M. Mathiez ne sera pas oublié ; plus que tout autre peut-être, il aura travaillé à démolir l'histoire conventionnelle que l'on enseigne encore.

PIERRE GAXOTTE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. GÉMIER

Pendant une lune, Cabotinville a été dans les transes : M. Paul Gavault abdiquant après fortune faite, qui gouvernerait l'Odéon? Entre tant d'amoureux empressés à lui plaire, M. Léon Bérard n'avait que l'embarras du choix.

Déjà, au siècle passé, l'Odéon passait pour un lieu sinistre. Théodore de Banville, dans une pièce fameuse, l'a raillé :

...noir caveau
Dans ses vastes dodécaèdres.

Une tradition voulait que tous les directeurs fissent faillite. De même que, du temps de Verrès et de Catilina, il suffisait pour faire fortune d'être porté au gouvernement d'une province africaine ou sicilienne, de même il semblait que la nomination au poste de gouverneur de l'Odéon fût l'équivalent d'un arrêt de ruine. M. André Antoine y engloutit les économies de toute une vie. Pareil malheur n'arrivera pas à M. Gémier.

Un jour, le décret fatal vint frapper M. Paul Gavault. Jusque-là, cet homme aimable avait écrit d'aimables pièces. Clignant des yeux derrière son lorgnon, il vint sans bruit s'installer à l'Odéon, et y fit fortune. Les mégalomanes de l'esthétique ont beau jeu pour crier comme Ruy Blas aux conseillers :

Donc vous n'avez ici pas d'autres intérêts
Que d'emplir votre poche et vous enfuir après.

M. Gavault s'en moque, sourit, salue et sort. Son administration fut fort bonne. Tandis que les Français *ne montaient que de funèbres rossignols, on jouait à l'Odéon plus de pièces de jeunes que partout ailleurs. A part M. Copeau, aucun directeur n'a fait mieux, ni même aussi bien. Cependant, il est de bon ton de traiter M. Gavault d'épicier, tandis que M. Gémier, lui, est un artiste. Voyons un peu.*

M. Gémier est chauve, maigre, grand, glabre et grimaçant. Il conserve à la ville le rictus satanique qui, à la scène, fait merveille dans certains rôles, non pas dans tous. M. Gémier excelle quand il s'agit de représenter les êtres en marge de la société, les déclassés, les épaves. Ici, ses défauts même le servent : sa face sarcastique, sa voix sourde. Son maître rôle aura sans doute été Philippe Brideau, l'aventurier dont Balzac a tracé, dans le plus beau de ses romans, la haute et sinistre figure et peint la lente plongée dans l'abjection, coupant, cassant, raidi, sanglé dans la redingote du demi-solde et parvenant à dompter un vice — la débauche — au profit d'un vice plus grand et plus fort, la cupidité. Plus près de nous, M. Gémier a bien joué Shylock, qui n'a rien d'un gentleman, et Petruccio de la Mégère, *qui est presque une charge. Même dans ces personnages, il a plus de finesse que de vraie puissance, plus d'habileté que de grandeur. Dans Philippe Brideau, pour donner l'illusion de la force, il passait de la froideur à la violence, il s'était composé une démarche d'automate, puis, tout à coup, il tapait sur la table. Philippe Brideau est un déclassé de grande race. Nous avons vu M. Gémier meilleur encore dans une pièce obscure adaptée de l'anglais,* Monsieur Beverley, *où il jouait un déclassé de petite envergure. Ce jour-là, il fut hors de pair.*

Comme directeur, M. Gémier, à la tête du petit théâtre du boulevard de Strasbourg, a pris la succession de M. Antoine dont il avait été le disciple, sinon l'élève, puis le lieutenant, lorsque le fondateur du Théâtre-Libre dirigeait l'Odéon. Il commença par suivre la tradition de la maison, jouant tour à tour les naturalistes et les idéalistes. Puis, M. Gémier se mit à avoir des idées. C'est à partir de ce moment que les choses se gâtèrent.

Quand il se borne aux travaux de son métier, M. Gémier ne manque pas de qualités. Sous une ferme direction, il ferait un excellent metteur en scène; il a de l'intelligence et du goût. Un goût peu sûr, mais qui rencontre de jolies inventions. En particulier, il n'a pas son égal pour faire tourbillonner dans une lumière versicolore des grappes animées de figurants. Il ordonne une multitude avec moins d'art que M. Copeau, mais de manière à réjouir le cœur simple de ceux qui n'aiment pas la fatigue et viennent au théâtre pour le plaisir des yeux.

A force « d'animer des foules », M. Gémier trouva un jour la scène trop petite. Il eut alors l'idée de l' « ouvrir sur le quatrième côté », c'est-à-

dire, en langage vulgaire, de la faire communiquer avec la salle au moyen d'un escalier. Plusieurs années, cette grande pensée l'occupa. Il commença par vouloir régénérer les classiques selon cette méthode et nous donna un Bourgeois gentilhomme où l'on voyait le salon de M. Jourdain coupé en deux par des marches. Trois honnêtes et modestes marches pour commencer. Mais peu à peu l'audace de M. Gémier et son escalier s'accrurent parallèlement et démesurément, et tour à tour nous vîmes se dérouler sur une vaste échelle l'orgie de Cléopâtre et les malheurs d'Œdipe. Les idées de M. Gémier ne pouvaient plus tenir sur un théâtre ordinaire. Il leur fallait la hauteur et les dimensions d'un cirque, les acteurs évoluant au milieu, comme des clowns. Un honnête israélite se rencontra pour encourager ces projets. M. Gémier et ses idées émigrèrent au Cirque d'Hiver.

Ce fut étonnant. On vit une pièce où il y avait des ours, un âne, un lapin, des nègres, et un athlète tout nu qui lançait le javelot dans les combles. Quand M. Gémier daignait jouer encore dans son théâtre, il lui fallait toute la place, les spectateurs et les acteurs étaient familièrement mélangés. En arrivant, on rencontrait dans le couloir le triumvir Octave, avec la cuirasse et le casque, qui attendait son tour d'entrer en scène, c'est-à-dire dans la salle, et lorsque Antoine s'élançait à la bataille, il passait à travers l'orchestre avec un grand bruit de ferraille, disparaissait dans la direction du boulevard de Strasbourg et reparaissait au balcon.

En ce temps-là, M. Gémier ne rêvait que somptueux décors, vastes figurations, espaces immenses et foules à animer. Il confiait aux jeunes « reporters » accourus pour entendre la bonne parole qu'il eût voulu opérer sur un tréteau devant le porche des églises, comme les confréries du moyen âge. « Énorme et délicat », le moyen âge était son idéal et son modèle. Les Mystères figuraient à ses yeux le point de perfection du théâtre dans tous les temps et dans tous les pays.

Là-dessus, M. Copeau étant venu, le vent se mit à souffler dans la direction du Vieux-Colombier. M. Gémier, docile, leva l'ancre et prit le vent. La veille, c'était le théâtre pour le peuple dans des décors somptueux et des salles immenses, le lendemain ce fut le théâtre pour l'élite devant le rideau nu d'une salle microscopique. M. Copeau avait inventé les « Soirées des amis du Vieux-Colombier ». M. Gémier institua les « Épreuves avant la lettre de la Comédie-Montaigne ».

Comme tous ceux qui veulent être originaux par principe, M. Gémier a peu d'idées, elles ne sont pas à lui et elles ne sont pas toujours bonnes. Attendons-nous à voir à l'Odéon des choses redoutables. Un jour la pièce sera oubliée, enfouie sous la figuration. Un autre jour, quand M. Gémier découvrira une pièce injouable, mais « pleine d'idées »,

il la fera lire par les acteurs rassemblés sous la lampe; singulier moyen pour encourager les auteurs dramatiques. Il a souci de la mise en scène, des intentions littéraires; tout cela est fort bon et fort utile, mais le décor est l'accessoire, les idées sont la matière. Dans un cas comme dans l'autre, M. Gémier oublie l'essentiel : la pièce.

C'est tout simplement parce qu'il fait, lui aussi, un métier qui n'est pas le sien. Il est comédien. Si Molière a fondé sa Maison illustre, ce n'est pas parce qu'il était enfant de la balle, c'est parce qu'il était Molière. Héritier de grands bourgeois, il avait débuté dans la vie par ces études solides et complètes qui ne manquèrent à aucun des hommes de l'ancien temps, fond sur lequel le génie peut bâtir, et qui ne suffisent point à remplacer les qualités que personne ne conteste à M. Gémier et qui, utilisées sur un plan plus modeste, feraient merveille : l'ingéniosité, l'intelligence, la puissance de travail et l'amour de son métier.

Sa grande pensée est le théâtre populaire. Il rêve de se mettre à la tête d'une fédération des théâtres subventionnés, de mêler les acteurs des Français *et les musiciens de l'Opéra et d'obtenir un art pour le peuple par le moyen de cette mystérieuse alchimie. L'art pour le peuple, qu'est-ce que M. Gémier entend par cette formule magique? Personne n'en sait rien au juste, pas même lui. Ce sont fêtes à la Rousseau, avec musiques militaires et gymnastique suédoise, des cortèges d'athlètes et de citoyens portant des palmes, de grandes synthèses historiques, de vastes symboles philosophiques : la philosophie du grand journal d'information portée sur la scène.*

Attendons-nous à tout, à voir des pièces en vingt actes complètement refaites par le metteur en scène, un rhinocéros montant un escalier dans la salle de l'Odéon et M. Gémier réquisitionnant Notre-Dame pour y monter, non pas même Polyeucte, *mais la fête du Pape des fous. Ce sera le triomphe de la démocratie.*

★ ★ ★

Émilè Boutroux.

Lorsque Émile Boutroux soutint sa thèse de doctorat, Caro, un peu inquiet, lui demanda : « Mais enfin, monsieur, le corps existe! Qu'en faites-vous dans votre philosophie? » Après quelques instants de recueillement, la réponse vint : « Le corps? le corps? Ce n'est peut-être qu'une infirmité. » Tous ceux qui ont vu Émile Boutroux dans les derniers mois de sa vie trouveront à cette boutade un sens singulièrement émouvant : dans un corps épuisé, une intelligence

plus vivante que jamais luttait pour que cette misérable « infirmité » n'arrêtât pas son élan ; au début même de cette année, invité à parler devant de futurs professeurs, il n'avait pas songé à se dérober sous prétexte de ménager ses forces, et une fois de plus l'esprit triomphait. Il est vrai que pour Boutroux l'enseignement ne fut pas seulement une carrière, mais un apostolat, et il lui consacra sa vie entière. Entré à vingt ans à l'École normale supérieure en 1865, il meurt à soixante-seize ans comme directeur de la fondation Thiers, après avoir été successivement professeur au lycée de Caen, aux Facultés de Montpellier et de Nancy, puis maître de conférences à l'École normale, et enfin professeur d'histoire de la philosophie moderne à la Sorbonne (jusqu'en 1902) ; ajoutons qu'il présida pendant quelques années le jury de l'agrégation de philosophie. On sait quelle autorité il conquit dans ces diverses fonctions et quelle influence il exerça sur ses auditeurs ; rappelons seulement le témoignage de l'un d'eux... et des plus exigeants ; c'est Pierre Lasserre qui écrivait : « De tous les maîtres que j'ai eus à la Sorbonne, il n'est pas le seul que j'aie estimé ; mais il est le seul que j'aie aimé. Il est le seul qui ait éveillé chez moi les émotions de l'intelligence et avec quel charme ! »

La célébrité du professeur Boutroux dépassa pourtant les milieux universitaires et le public français. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, l'Académie française le recevait en 1914 ; l'Académie des Lincéi à Rome et l'Académie britannique le comptaient parmi leurs membres correspondants. Il faut dire que Boutroux ne croyait pas que l'activité des professeurs français dût se borner à nos universités : aux universités de Glasgow, de Cambridge, de Harvard, de Princeton, il fit non seulement des conférences mais parfois des cours entiers et il fut de ceux qui ont le plus contribué à nous gagner les sympathies intellectuelles du monde civilisé ; à la place qu'il tint dans les congrès internationaux de philosophie, on put voir de quelle autorité et de quel prestige il jouissait.

Pour comprendre l'influence considérable de sa pensée, il faut se reporter à l'époque où parut la thèse *De la contingence des lois de la nature* (1874) : les progrès des sciences ont fait naître « le scientisme » : le règne de l'universel mécanisme sera bientôt établi ; l'heure est proche où tous se rendront compte que la liberté est un mot qui cache notre ignorance ; il n'y a pas un monde physique, un monde chimique, un monde psychologique, un monde moral : ce sont là des divisions arbitraires qui nous empêchent de voir l'unité profonde de l'univers, tout n'est que mouvement... « La science

approche de l'homme, écrit Taine. Elle a dépassé le monde visible et palpable des astres, des pierres et des plantes, où, dédaigneusement, on la confinait. C'est à l'âme qu'elle s'en prend, munie des instruments exacts et perçants dont trois cents ans d'expériences ont prouvé la justesse et mesuré la portée... L'homme est un produit comme toute chose. » Tout un mouvement de résistance se déploie en face de ce monisme scientiste : Ravaisson, Lachelier, Renouvier, sous des inspirations différentes, se heurtent au même ennemi. L'originalité de Boutroux fut de s'attaquer *directement* aux postulats de la science. A ceux qui prétendent imposer une philosophie mécaniste au nom de la science, Boutroux réplique par une critique de la connaissance scientifique ; à la vue moniste de l'univers, il substitue l'image aristotélicienne d'une hiérarchie de formes irréductibles les unes aux autres : « Chaque monde donné possède, par rapport aux inférieurs, un certain degré d'indépendance » (1) ; puis, étudiant chacun de ces mondes, il ne découvre nulle part cette fatalité aveugle au nom de laquelle on prétend supprimer la liberté, cette liberté qu'il rencontre au contraire lorsqu'il aborde les formes supérieures de l'être. Ce sont sensiblement les mêmes idées qui furent reprises dans *l'Idée de loi naturelle dans la science et la philosophie contemporaine* (cours professé en 1892-93), mais présentées en partant de la critique des sciences et non plus sous une forme déductive.

Une telle philosophie impliquait une connaissance très sûre des grandes doctrines classiques ; elle est même une réflexion sur l'histoire de la philosophie ; aussi on comprend que l'historien et le philosophe ne peuvent être séparés : l'un considère les idées en elles-mêmes et cherche par l'analyse à en épuiser le contenu ; l'autre, pour les mieux comprendre, s'efforce de saisir leur génèse : ce sont simplement deux manières de poser et d'exposer les problèmes philosophiques. Dans l'importante préface qu'il mettait à sa traduction des deux premiers tomes de *la Philosophie des Grecs*, d'Édouard Zeller, Boutroux expliquait que « la philosophie est œuvre personnelle », et que par suite on ne saurait la comprendre sans entrer en relation intime avec le philosophe, sans « chercher avec lui, le suivre dans les détours de ses méditations, partager ses émotions philosophiques, jouir avec lui de l'harmonie dans laquelle s'est reposée son intelligence ». C'est pourquoi l'historien de Leibniz ou de Pascal, non seulement vit avec eux, pense comme eux, mais tout naturellement parle comme eux, comme si leur pensée et leur langue étaient inséparables, comme si l'on ne pouvait *ressusciter* la première sans

(1) *De la contingence des lois de la nature*, p. 134.

sa forme. Ce n'est pas à dire que l'historien soit un pur artiste et ne doive pas user « de l'érudition, de l'analyse et de la critique, qui sont nos instruments naturels » (1) ; mais ce travail de préparation, Boutroux nous le cache ; il nous en présente les fruits. Ce ne sont pas de gros volumes, ses ouvrages d'histoire de la philosophie ! A vrai dire deux seulement, consacrés à *Pascal* et à *William James*, sont des « livres », et encore sont-ils de petits livres, « petits quant à l'étendue, mais combien grands par la valeur et l'importance », selon le mot d'Aristote. Boutroux aimait surtout ces raccourcis élégants, tels que les articles de la grande Encyclopédie sur *Aristote* et *Kant*, les préfaces composées pour *la Monadologie* ou le livre I des *Nouveaux Essais*, le mémoire présenté à l'Académie des Sciences morales sur *Socrate, fondateur de la science morale.*

Dans toutes ces études, un problème se présentait sans cesse : le problème religieux. La conclusion de *la Contingence des lois de la nature* appelait la religion en rétablissant au-dessus du monde des causes un monde des fins ; d'autre part, est-ce que partout l'historien ne retrouvait pas la vie religieuse? non seulement chez un mystique comme *Jacob Boehme*, non seulement dans l'âme d'un Pascal, mais aussi chez les Grecs, chez un Socrate qui fonde la morale sur la connaissance de soi-même, parce qu'il croit que l'âme est en communication avec le divin et que scruter son âme n'est pas s'éloigner des dieux mais s'en approcher? Enfin amené à étudier des *Questions de morale et d'éducation* (1895), sans doute n'arrive-t-il pas à des conclusions très précises qui pourraient nous satisfaire, mais du moins demeure-t-il persuadé que les sciences ne peuvent fonder aucune morale, et que, comme devait le dire son beau-père Henri Poincaré, un impératif ne peut se déduire d'un syllogisme dont les prémisses sont à l'indicatif. Toute son œuvre aboutissait logiquement au livre *Science et Religion* (1908) : il conciliait ces deux forces que la conscience moderne croit opposées en trouvant dans la vie un trait d'union, et en observant que sa pensée scientifique n'épuise pas la raison humaine : il y a un esprit de finesse qui préside aux recherches du savant comme aux créations de l'artiste ; il y a un monde d'aspirations sentimentales, esthétiques et morales dont l'esprit scientifique n'a pas le droit d'interdire l'accès aux âmes.

Qu'il y ait dans toutes ces doctrines des germes d'anti-intellectualisme, c'est certain ; pourtant exagérer ce caractère serait trahir les intentions de Boutroux ; il n'eut jamais admis que l'intelligence abdiquât au profit d'une intuition sentimentale, et il n'a jamais

(1) Boutroux, *Pascal*, p. 5.

reconnu sa pensée dans le scepticisme scientifique ou le myscicisme moral qui se recommandait de ses principes. Cette tendance apparaît surtout lorsqu'il aborde les problèmes religieux : il affirme bien la nécessité d'une vie religieuse, mais cette vie religieuse ne doit-elle pas recevoir une justification? Croire implique et des raisons de croire et une vérité en laquelle on croit. Lui-même reconnut que sa thèse appelait des développements, que la conscience de chaque individu n'était pas limitée à ce qu'elle pouvait tirer d'elle-même par la réflexion, et qu' « une vérité plus riche et plus claire, offerte de telle ou telle manière, par la tradition ou autrement », pouvait illuminer et réchauffer la conscience religieuse. On comprend pourquoi Bourget, en le recevant à l'Académie, évoquait « les générations qui se lèvent », ces « générations pour qui le ciel est de nouveau peuplé d'étoiles » et pouvait ajouter « même, elles vous dépassent sur quelques points. Beaucoup d'entre eux qui les composent ne se contentent pas d'avoir dépouillé le préjugé du scientisme. Ils vont jusqu'où allait Pascal ».

Le 22 janvier 1914, prononçant l'éloge du général Langlois, Émile Boutroux disait : « Les nations, comme les individus, sont et seront toujours, à tout instant de leur vie, placées dans le carrefour d'Hercule. D'un côté, c'est comme but suprême de notre activité, le bien-être, la molle douceur de se laisser vivre, le confort, la tranquillité... Comme conséquence, c'est le renoncement à jouer un rôle dans le monde, à y défendre une idée, un principe, une foi ; c'est l'acceptation, passive et satisfaite, des décrets de la force... De l'autre côté, c'est la volonté d'exister, de subsister et de se vouer à quelque noble tâche ; c'est l'amour actif de la patrie, cette forme visible, concrète et vivante de l'idéal... Et c'est, comme conséquence, l'effort, le risque... c'est, s'il arrivait que la patrie, ayant épuisé tous les moyens honorables de conciliation, dût faire appel au dévouement de ses enfants, la résolution de couper court aux sophismes de l'égoïsme et de la peur, et de répondre simplement : « Me voici ! » L'attitude adoptée par Boutroux à partir d'août 1914 n'est donc pas étonnante ; il ne crut pas que le philosophe devait rester au-dessus de la mêlée ; dans les événements, il y avait aussi un problème qui se posait en termes de vérité : le résoudre, ce n'était pas seulement *voir* où était la justice, c'était aussi *agir* avec ceux qui la défendaient.

HENRI GOUHIER.

Dessins de M. Luc-Albert Moreau.

Il est malaisé de contenter ceux qui trouvent les salons annuels trop abondants et que les petites expositions ne satisfont pas non plus, parce qu'elles sont trop nombreuses. Il est permis de penser que la plupart de ces manifestations sont totalement inutiles. On a peine à concevoir qu'occupés si souvent à lancer des invitations, à rédiger des circulaires, des réponses aux enquêtes, des catalogues, les artistes trouvent encore le temps de peindre. Mais il en est beaucoup qui n'en dépensent guère à cet exercice et la plupart des œuvres qu'on nous montre offrent tous les caractères d'une improvisation au jour le jour ou d'un ensemble hâtivement bâclé en vue d'une exposition. C'est ainsi qu'on lasse la curiosité du public le plus intéressant, qui n'est pas exclusivement formé par les gens qui achètent.

Mais la bonne volonté des amateurs tenaces trouve quelquefois sa récompense. Ils ont pu admirer le mois dernier (à la galerie Marseille) un ensemble de dessins comme il est rarement donné d'en voir exposés. M. Luc-Albert Moreau porte dans son art une dignité réfléchie, toutes sortes de scrupules et d'intentions qui donnent à ses tableaux un très noble caractère, mais aussi parfois quelque chose de tendu et d'apprêté. C'est ainsi que le portrait et les deux paysages qui complétaient son exposition présentaient des traces visibles, encore qu'inégalement apparentes, de ce conflit du sentiment et de la volonté ordonnatrice. Conflit émouvant, témoignage d'une sincérité patiente et difficile à satisfaire, mais qui se doit résoudre, un jour ou l'autre, en un accord libre et harmonieux.

On ne voit point, à la vérité, ce qu'un morcellement de la surface peinte en rectangles ajoute d'énergie expressive au portrait de l'artiste, par ailleurs si solidement établi et d'une couleur si riche et si étoffée. Ce dernier vestige de maniérisme est à peine sensible dans les paysages. Les formes y sont exprimées largement, mais avec cette vérité profonde qui communique aux tableaux la sonorité égale et pure des sites inoubliables.

Pour ce qui est des dessins, on ne voit guère parmi les peintres d'aujourd'hui ceux qui seraient capables d'en montrer de plus beaux. C'est un lieu commun de la critique d'insister sur le caractère voluptueux des nus de Luc-Albert Moreau et d'en louer le style.

Pour ma part, je suis d'autant plus sensible à leur charme que le rythme en est plus naturel, plus près de la vie. Un peintre comme celui-là n'a que faire de songer au style, dont il porte en soi-même le don. Plus il demeure près de son impression première et plus il est touchant. C'est qu'il voit grand et qu'il conçoit noble. Seuls les petits esprits, conscients de la médiocrité de leurs sentiments,

de l'infirmité de leur œil ou de leur main, sont hantés par le désir de truquer leurs œuvres et d'acquérir un style factice. Luc-Albert Moreau a le secret suprême : quel que soit le mouvement ou l'attitude qu'il donne à ses figures, il sait leur donner cette fixité, cet équilibre intérieur qui satisfait l'esprit en éloignant toute crainte de voir déranger un accord heureux et juste de lignes et de volumes. Si la maîtrise, comme on doit le penser, consiste à dominer son sujet, les dessins de M. Luc-AlbertMoreau sont d'un maître.

Roger Allard.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La Conférence de Washington. — *Le 3 décembre, M. Viviani déclare que la France est prête à s'associer à la restauration des territoires cédés à bail par la Chine. Mais cette proposition ne semble pas plaire ni à l'Angleterre ni au Japon qui élèvent des objections.*

La Chine considère que le Japon doit abandonner Port-Arthur si l'on veut éviter une des principales causes de conflit en Extrême-Orient. Trois délégués chinois donnent leur démission et le reste menace d'en faire autant.

Les délégations chinoise et japonaise consentent à accepter la médiation de MM. Hughes et Balfour pour le règlement des questions du Chantoung et du Kiao-Tchéou.

Sur la question du désarmement naval, le Japon a fini par céder, et l'accord général a été signé le 13 *décembre. L'Entente du Pacifique, qui remplace l'alliance anglo-japonaise, réalise une sorte de contrat d'assurances mutuelles. Elle consacre l'intégrité territoriale des possessions en Extrême-Orient de l'Angleterre, des États-Unis, de la France et du Japon. Si l'une de ces puissances considérait que des intérêts vitaux pour elle sont menacés, elle serait* moralement *obligée de consulter les autres avant d'agir.*

Le Japon et les États-Unis ont signé d'autre part, le 12, *le traité d'accord sur l'île de Yap.*

Les paiements de l'Allemagne. — *Le* 2 *décembre, la Commission des réparations adresse au gouvernement allemand une note insistant pour que soient prises sans retard les mesures promises pour assurer le paiement des échéances du* 15 *janvier et du* 15 *février.*

M. Loucheur se rend à Londres, où il confère au sujet des réparations et de l'accord de Wiesbade. Il reçoit la visite de M. Walther Rathenau, descendu dans le même hôtel que lui (8 *décembre*).

M. Loucheur rentre à Paris le lendemain. Il rapporte l'assurance que le gouvernement anglais n'envisage pas un projet de moratorium pour

l'Allemagne et n'entend pas agir sans l'assentiment de la France. Au nom de M. Lloyd George, il invite M. Briand à se rendre en Angleterre le plus tôt possible. M. Briand accepte (10 *décembre*).

M. Walter Rathenau rentre à Berlin le 11, *sans avoir obtenu ni le moratorium ni les crédits qu'il espérait trouver.*

Le 15 *décembre, le chancelier Wirth, en raison de cet échec, avise la Commission des réparations que l'Allemagne se trouve dans l'impossibilité de payer les échéances de janvier et de février. Il demande un moratorium,* « *quoiqu'il se rende compte qu'à l'occasion des échéances ultérieures, des difficultés semblables se représenteront* ».

Au même moment, on annonce que les autorités danoises viennent de saisir quatre cents lingots d'or sur des locomotives expédiées au Danemark.

Empire britannique. — *L'accord définitif entre le gouvernement britannique et les délégués du Dail Eireann irlandais est signé à Londres dans la nuit du* 5 *au* 6 *décembre. Cet accord, dû à l'intervention personnelle de George V, stipule que l'Irlande jouira du même statut que les autres Dominions dans la communauté britannique. Dans le délai d'un mois à partir de l'adoption de la loi ratifiant l'accord, les deux Chambres de l'Ulster auront à se prononcer pour ou contre ladite loi.*

L'accord anglo-irlandais provoque la division du cabinet de Dublin, certains ministres étant pour l'acceptation, les autres, avec M. de Valera, maintenant les revendications intégrales du sinn-fein séparatiste et républicain. D'autre part, sir James Craig proteste au nom de l'Ulster.

Aux Indes, l'agitation continue. Le 5, *les Moplahs détenus à la prison de Cannamore font une tentative d'évasion.*

En Égypte, le premier ministre Adly pacha donne sa démission à la suite de l'échec des négociations qu'il avait entreprises avec Londres (9 *décembre*).

Les élections au Parlement canadien sont défavorables au cabinet Meighen, conservateur et protectionniste. Les libéraux auront la majorité (4 *décembre*).

Belgique. — *Les élections provinciales du* 2 *décembre accentuent légèrement le succès électoral législatif des catholiques et des libéraux aux dépens des socialistes. Après huit jours de négociations rendues difficiles par les exigences des libéraux, M. Theunis met sur pied un cabinet qui comprend cinq catholiques et cinq libéraux. Le président du Conseil n'appartient à aucun parti* (15 *décembre*).

Roumanie. — *M. Take Jonesco, ministre des Affaires étrangères, et son collègue du ministère de la Justice remettent leur démission au roi* (12 *décembre*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 27258.